

ALLEMAGNE AUTRICHE BELGIQUE DANEMARK ESPAGNE ÉTATS-UNIS FINLANDE FRANCE ISRAËL ITALIE JAPON NORVÈGE PAYS-BAS PORTUGAL RÉPUBLIQUE DE CORÉE RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE SUÈDE SUISSE

# un soutien pour la région en des temps difficiles

RAPPORT ANNUEL 2009



BOLIVIE

Empresa de Transportes El Porvenir Limitada, S.R.L.



# développement

Nous aidons nos clients à relever les défis dans un climat économique en évolution constante. À ce jour, nous avons approuvé plus de 500 projets avec des prêts au service du développement et des prises de participation d'un montant total de 3,58 milliards de dollars, qui ont atteint plus d'un million d'entreprises dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes.



HONDURAS

Caracol Knits, S.A. de C.V.



Nous transférons à nos clients un savoir-faire managérial, de bonnes pratiques et une expertise technique qui leur donnent un avantage concurrentiel.

# innovation



PANAMA

Barrio La Constancia, financé par La Hipotecaria S.A.



# croissance

Notre soutien aide les PME à se développer et à profiter des nouvelles opportunités d'affaires telles que les projets d'énergies renouvelables, qui ont reçu de notre part un financement à hauteur de 56 millions de dollars rien que pour les cinq dernières années.



La mission de la **Société interaméricaine d'investissement** (SII) consiste, en vertu de son Accord constitutif, à promouvoir le développement économique de ses pays membres d'Amérique Latine et des Caraïbes en finançant des entreprises privées. La SII est entrée en activité en 1989 et s'attache plus particulièrement à soutenir les petites et moyennes entreprises qui ont des difficultés à obtenir du financement à moyen et long terme auprès d'autres sources.

Les projets financés par la SII doivent offrir des opportunités d'investissement rentables et favoriser le développement économique. En contribuant à la création d'emplois, au transfert de ressources et de technologies ou encore à l'élargissement du capital des entreprises, les projets doivent stimuler la croissance économique et promouvoir une bonne gestion environnementale. Les projets qui génèrent des revenus en devises ou favorisent l'intégration économique de l'Amérique latine et des Caraïbes sont également admissibles à l'aide de la SII.

En tant qu'organisation financière multilatérale, la SII accorde des financements sous diverses formes, dont des prêts directs, des garanties, des prises de participation, des lignes de crédit à des intermédiaires financiers locaux et des investissements dans des fonds de placement locaux et régionaux. La SII sert également de catalyseur pour attirer d'autres ressources – technologie, savoir faire et financements supplémentaires – qu'elle mobilise par le biais de cofinancements et de syndicats, d'appui aux émissions de titres et de l'identification de partenaires de coentreprises.

Membre du Groupe de la Banque interaméricaine de développement (BID), la SII est juridiquement autonome et ses ressources et sa direction sont indépendantes de celles de la BID. Son siège est basé à Washington, D.C. et elle a aussi du personnel réparti dans 11 pays de la région.



# table des matières

LETRE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	8
LETRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	9
25 ANS DE PROMOTION DE LA CROISSANCE DURABLE : CHRONOLOGIE	10
UN SOUTIEN POUR LA RÉGION EN DES TEMPS DIFFICILES	20
LA SII EN BREF	34
SYNTHÈSE DE 2009	42
GOVERNANCE	59
ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS	62
ANNEXES	
GOUVERNEURS ET GOUVERNEURS SUPPLÉANTS	99
ADMINISTRATEURS ET ADMINISTRATEURS SUPPLÉANTS	100
VOIES DE COMMUNICATION	101
POINTS DE CONTACT	102



# lettre du Président du Conseil d'administration

Le 23 mars 2010

Monsieur le Président de l'Assemblée des Gouverneurs  
Société interaméricaine d'investissement  
Washington, D.C.

Monsieur le Président,

Conformément à la Section 9(a) de l'Article IV de l'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement, j'ai l'honneur de vous faire parvenir le Rapport annuel 2009 de la Société ainsi que ses états financiers vérifiés, dont les bilans au 31 décembre 2009 et 2008, le compte de résultat, l'état du revenu global, le tableau de variation des capitaux propres et l'état des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates.

Le rapport présente un récapitulatif des principaux accomplissements de la Société en 2009 et des faits les plus marquants de l'année écoulée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Luis Alberto Moreno'.

Luis Alberto Moreno  
Président du Conseil d'administration  
Société interaméricaine d'investissement

# lettre du Directeur général

## Un passé solide, un avenir d'innovation

Au cours de l'année achevée, la Société interaméricaine d'investissement (SII) a une nouvelle fois renouvelé son engagement envers les petites et moyennes entreprises d'Amérique latine et des Caraïbes. La crise économique la plus grave depuis la Grande dépression de 1929 a plongé le monde dans l'incertitude.

Cependant, pour la première fois depuis des décennies et contrairement à l'histoire récente, l'impact de la crise sur la région a été nettement moindre que celui ressenti par les États-Unis, l'Union européenne et d'autres économies avancées. En tenant compte de cela, il nous faut à présent construire des projets de développement durable qui privilégient l'innovation et la créativité des petites et moyennes entreprises d'Amérique latine et des Caraïbes.

Au cours de 2010, la SII va fêter ses 25 ans d'engagement en faveur du soutien à la croissance des PME de la région. Depuis le début de nos opérations, nous avons octroyé des crédits directs et mobilisé des crédits indirects pour un montant total de 3,58 milliards de dollars et avons financé 2,19 milliards de dollars d'achats d'actifs.

Grâce à notre soutien, près d'un million de PME d'Amérique latine et des Caraïbes ont eu accès au financement et en août 2009, avec l'approbation de notre premier prêt en Haïti, nous avons revalidé notre mission et notre mandat qui sont de favoriser l'accès et d'offrir des ressources à chaque pays de la région.

Dans le contexte de la crise, la SII a réagi rapidement pour préserver la durabilité à long terme de sa stratégie. Nous avons augmenté de plus de 20 % nos provisions afin de répondre au risque plus important généré par les problèmes financiers internationaux et avons ainsi réussi à maintenir un résultat positif pour le septième exercice consécutif.

Avec l'adjonction de la Chine en tant que 44<sup>ème</sup> pays membre de la SII, nous avons repris les investissements sous forme de participations et de quasi-participations. Nous avons également étendu la portée de nos produits non financiers comme FINPYME® qui aide à améliorer la compétitivité des entreprises et GREENPYME® qui appuie et encourage l'efficacité énergétique, l'usage d'énergies renouvelables et les technologies propres.

Nous mettrons dorénavant l'accent sur la promotion et le soutien de projets créatifs de PME d'avant-garde qui créent de la valeur ajoutée et qui renforcent les possibilités de l'Amérique latine et des Caraïbes dans l'économie du savoir.

Je vous invite à parcourir notre Rapport annuel 2009.



Jacques Rogozinski  
Directeur général  
Société interaméricaine d'investissement

# 1984

## 25

### la SII aujourd'hui

- 25 ans d'activités
- 20 ans d'investissements et de prêts
- Des prêts directs commençant à 100 000 dollars
- Plus de 3,5 milliards de dollars de prêts
- 1 million de prêts secondaires à ce jour
- Plus de 1,42 milliard de dollars d'actifs
- 44 pays membres
- 107 membres du personnel

## **ANS** de promotion de la croissance durable

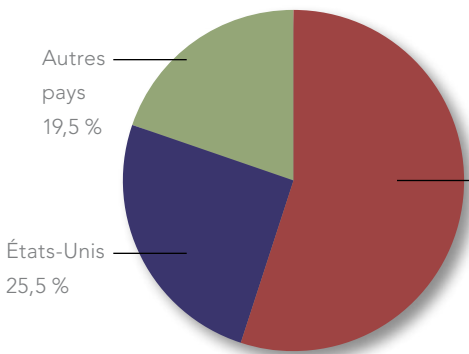
En 1984, après plusieurs années de discussions, 34 pays ont signé l'Acte final des négociations relatives à la création de la Société interaméricaine d'investissement. Au cours des 25 années écoulées, à travers des phases d'expansion et de contraction de l'activité économique, la SII est devenue un partenaire fiable et un puissant catalyseur de la croissance du développement économique en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Grâce à un meilleur accès à des ressources financières et à une assistance technique, les PME sont plus en mesure de croître, de créer des emplois et de promouvoir la durabilité sociale et environnementale. Pendant ces années, la SII a œuvré à avoir une influence réellement positive, notamment en périodes de conjoncture économique difficile, et à aider à améliorer les conditions d'existence dans toute la région.

# 2009

1984

## Capital initial \$200 millions



La SII a été fondée avec un capital initial de 200 millions de dollars et a été au départ autorisée à emprunter à concurrence d'un dollar pour chaque dollar de capital libéré plus réserves.

1985

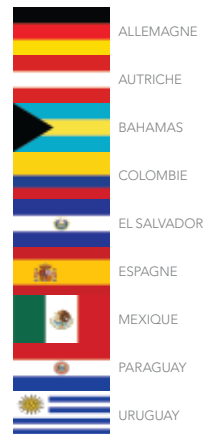
L'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement est signé par 21 pays.

**Pays en développement de la région**  
55,0 %



1986

L'Accord constitutif de la SII entre en vigueur, et la première session annuelle de l'Assemblée des Gouverneurs a lieu à Caracas (Venezuela). Neuf autres pays signent l'Accord constitutif de la SII, portant ainsi le nombre des pays membres à 30.



1989 : Cinq premiers projets soumis à l'approbation



Prêt à long terme pour le Terminal 6, pour l'expansion de la capacité d'entreposage d'un port en Argentine



Capital-risque (prise de participation) pour Caderi, société brésilienne de capital-risque



Prêt pour l'expansion de Zona Franca San Isidro, zone franche en République dominicaine



Ligne de crédit à Banca Serfin, destinée à des PME mexicaines axées sur l'exportation



Prêt et prise de participation à Migranja, entreprise agro-industrielle uruguayenne

## 1987

Israël et les Pays-Bas adhèrent à la SII, portant ainsi le nombre des pays membres à 32.



Le nouveau Conseil d'administration est élu pour un mandat de trois ans, et la SII publie son premier rapport annuel.

## 1988

Avec l'adhésion d'Haïti et de l'Italie, le nombre des pays membres passe à 34.



Gunther H. Muller est le premier Directeur général à être nommé, le recrutement des principaux responsables de la direction est autorisé, et le travail sur les directives opérationnelles commence.



Gunther H. Muller

## 1989

Nomination du premier groupe de principaux responsables





Prise de participation de 1 million de dollars dans la banque bolivienne BancoSol, la première banque privée d'Amérique latine servant des microentreprises.

Dans la première opération de cofinancement de la SII, la banque mexicaine Banca Serfin reçoit un prêt A de 5,5 millions de dollars et un prêt B de 22 millions de dollars.

ZIP Choloma est le premier projet de la SII au Honduras et la première zone de traitement industriel du pays. Un prêt de 2,5 millions de dollars de la SII contribue à générer plus de 5 000 emplois directs ; la zone de San Pedro Sula connaît ainsi un boom économique et devient une plateforme d'exportation.



Le Meliá Playa Conchal (aujourd'hui Paradisus Playa Conchal), construit avec le concours d'un prêt de 8 millions de dollars de la SII, est le premier complexe haut de gamme de la région de Guanacaste du Costa Rica, où le tourisme est devenu l'une des plus importantes activités économiques.



En Uruguay, le Terminal Tres Cruces, construit dans le centre-ville de Montevideo, est la première gare routière à centraliser toutes les lignes d'autobus et les itinéraires nationaux et internationaux. Sa construction est financée par un prêt de 4,5 millions de dollars et une prise de participation de 300 000 dollars de la SII, plus 11,1 millions de dollars de cofinancement. Chaque année, 11,3 millions de voyageurs utilisent le terminal.

## 1990

**Un total de 67 millions de dollars de financement est approuvé.**

## 1991

D'importants progrès sont accomplis dans la mise en œuvre à la SII de directives spécifiques concernant la politique opérationnelle, financière et d'investissement. Elles couvrent les conditions d'admissibilité d'un projet, l'évaluation environnementale, le provisionnement, le cofinancement, les arriérés et la non comptabilisation des intérêts ; des directives concernant la gestion des liquidités définissent les paramètres, les stratégies et les moyens auxquels la SII a recours pour mener à bien sa mission.

## 1992

La SII commence à établir une présence locale dans la région dans laquelle elle exerce ses activités, avec l'affectation d'un agent au Costa Rica.

La SII met en œuvre la pratique de rédiger les contrats dans la langue parlée dans le pays du client, et assujettit les contrats au droit et à la juridiction du pays.

Introduction d'un système permettant de calculer l'impact de chaque projet sur le développement, notamment le taux de rendement économique, les créations d'emplois attendues ainsi que la contribution au PIB.

Création d'un fonds fiduciaire italien de 200 000 dollars.



Hidroeléctrica Platanar, premier projet de production d'électricité du Costa Rica pouvant faire l'objet d'un investissement privé, reçoit 1 million de dollars de quasi participation et un prêt à long terme de la SII, qui contribue à mobiliser les ressources nécessaires à ce projet de 15 mégawatts d'un montant de 20 millions de dollars, achevé en 1995. Toutes les opérations de l'entreprise sont mises en œuvre en conformité avec les bonnes pratiques environnementales.



Tahuamanu, entreprise réputée pour ses pratiques de durabilité environnementale et ses programmes sociaux pour les enfants d'employés, reçoit 1,6 million de dollars pour la construction en Bolivie d'une usine de 5,5 millions de dollars destinée au traitement et à l'exportation de noix du Brésil obtenues naturellement. En 2001, 300 emplois directs, 50 emplois temporaires et 800 emplois indirects sont créés.

Une prise de participation de 3 millions de dollars dans le Central American Investment Fund est approuvée en vue de cibler les sociétés qui génèrent des bénéfices en monnaie forte et cherchent à développer leurs opérations et leurs ventes.

## 1994

Un groupe consultatif externe recommande l'élargissement des opérations de la SII avec les institutions financières et l'expansion de ses opérations de prise de participation et de ses services-conseils. Le groupe conclut que la SII est une institution solide qui doit cependant s'ajuster et se restructurer. Il recommande que la SII élabore une nouvelle stratégie commerciale et devienne rentable et plus intégrée au Groupe de la BID.

## 1995

Les Gouverneurs approuvent à l'unanimité un plan d'action visant à mobiliser des ressources financières supplémentaires, ainsi qu'une résolution de modification de l'Accord constitutif de la SII, afin de faire passer le ratio endettement/fonds propres de 1:1 à 3:1, de permettre à des pays non membres de la BID d'adhérer à la SII et, dans certains cas, d'autoriser la SII à investir directement dans des PME de la région qui ne sont pas majoritairement détenues par des investisseurs locaux.

## 1993

**Le nombre total de projets approuvés dépasse 100, pour un montant de plus de 450 millions de dollars.**



John C. Rahming est nommé Directeur général par intérim.







Avec le soutien d'un prêt de 1,5 million de dollars de la SII, Waterfields Company construit et commence à exploiter une usine de dessalement de l'eau de mer par osmose inverse aux Bahamas. Le projet contribue au développement économique de l'île, lequel avait été entravé par le manque d'eau.

## 1996

La SII devient présente dans un deuxième pays de la région en affectant du personnel en Uruguay.

La SII participe à titre de conseiller auprès de l'AIG-GE Capital Latin America Infrastructure Fund, fonds d'un milliard de dollars créé avec le parrainage d'American International Group et de GE Capital Corporation pour effectuer des prises de participation en Amérique du Sud, au Mexique, en Amérique centrale et aux Caraïbes.



Le Latin Healthcare Fund, L.P. fait l'objet d'une prise de participation de 5 millions de dollars de la part de la SII ; cela lui permet d'offrir des capitaux à long terme à ses sociétés privées de services de santé pour moderniser leurs opérations, accroître leurs capacités et fournir des services de façon plus efficace et plus rentable.

## 1997

Le Danemark devient le 35<sup>ème</sup> pays membre.



La présence de la SII dans la région se renforce par l'affectation de personnel en Colombie.

La BID approuve un prêt de 300 millions de dollars à la SII pour répondre aux besoins de crédit des PME de la région.



Desler, entreprise de gestion des déchets environnementaux, construit la première décharge de déchets dangereux adéquatement conçue en Argentine avec un prêt de 6,64 millions de dollars de la SII.

## 1998

Le Suriname devient le 36<sup>ème</sup> pays membre.





La SII lance son site Web : [www.iic.int](http://www.iic.int)

Almer, un acteur majeur de la chaîne de production de tortillas au Mexique, reçoit un prêt de 10 millions de dollars de la SII pour augmenter son fonds de roulement, et utilise les fonds pour apporter un financement aux petits producteurs, créant ainsi un effet multiplicateur et venant en aide à des centaines de producteurs de maïs.



Au Costa Rica, Banco Improsa élabore un système de gestion environnementale après avoir participé à un cours de formation environnementale de la SII.

Augmentation de 500 millions de dollars du capital de la SII.

## 1999

Le Belize devient le 37<sup>ème</sup> pays membre.



La SII élabore des directives en matière d'environnement et de droit du travail, et organise son premier atelier de gestion des risques environnementaux à l'intention du secteur financier.

L'Autriche crée un fonds fiduciaire de 500 000 dollars à la SII.

Jacques Rogozinski est nommé Directeur général.



## 2000

### Le montant des actifs passe à 394 millions de dollars.

Le Bureau de l'évaluation et de la supervision de la BID commence à procéder aux validations indépendantes des évaluations par la SII de ses activités de prêt et d'investissement.

Les institutions financières clientes sont tenues d'assister à des sessions de formation aux risques environnementaux et de préparer des systèmes de gestion environnementale.

Notation de S&P : AA

La notation AA de Standard & Poor's représente un pas important pour la mobilisation de sources de financement supplémentaires des marchés financiers pour appuyer la mission de la SII au service du développement.

Le programme FINPYME est lancé.



## 2001

La Suède devient le 38<sup>ème</sup> pays membre.



La SII adhère au Groupe de coopération en matière d'évaluation au sein des banques multilatérales de développement, adopte ses normes de bonnes pratiques d'évaluation des activités d'investissement dans le secteur privé, et introduit les rapports annuels élargis de supervision.

Approbation de la matrice d'additionnalité, nouvel outil de mesure de l'impact sur le développement et de l'additionnalité.

Trente études diagnostiques sont exécutées au Chili et vingt en Bolivie.



La centrale hydroélectrique de Hidroabanico, en Équateur, est le premier projet du Groupe de la BID à générer des crédits carbone, produisant des revenus qui sont réinvestis pour développer un programme de gestion des bassins versants, remplacer une ancienne centrale par une nouvelle centrale hydroélectrique produisant une énergie plus propre, et créer des emplois.

Cablemás, l'un des principaux fournisseurs de services de télévision par câble, d'Internet et de télécommunications au Mexique, reçoit une garantie d'émission d'obligations de la part de la SII pour accéder aux marchés financiers locaux dans des conditions concurrentielles.

## 2002

La SII obtient la deuxième meilleure note parmi les institutions évaluées lors d'une première étude comparative de la mise en œuvre des normes de bonnes pratiques menée par le Groupe de coopération en matière d'évaluation au sein des banques multilatérales de développement.

La SII et la Société financière internationale parrainent en commun la première table ronde inter-agences sur l'additionnalité des programmes et des activités de développement du secteur privé bénéficiant du soutien des institutions financières internationales.

La Finlande, la Norvège et le Portugal adhèrent à la SII, ce qui porte à 41 le nombre total des pays membres.



## 2003

Standard & Poor's remarque que « la Société a la mission la plus difficile de toutes les institutions financières multilatérales notées » et que cette mission « est extrêmement importante ».

La SII installe son siège dans de nouveaux bureaux à Washington, D.C., et établit présence régionale au Chili.

La Belgique devient le 42<sup>ème</sup> pays membre.



La SII et le gouvernement danois signent un accord créant un fonds fiduciaire de 3 millions de couronnes danoises pour les services-conseil.

## 2004

### Le montant des actifs atteint 487 millions de dollars.

La SII renforce sa présence dans la région en affectant du personnel au Honduras.

La Déclaration de Nuevo León recommande au Groupe de la BID de tripler les prêts aux micro, petites et moyennes entreprises au travers du système bancaire. Cet objectif sera ultérieurement dépassé par la SII.

La SII est autorisée à présenter des projets de financement au Fonds fiduciaire suisse de la BID pour la coopération technique.



En Colombie, la SII mène à bien sa première émission d'obligations en monnaie locale. Elle est la première des institutions multilatérales de financement à émettre des obligations qui sont réinjectées dans l'économie locale. Le produit de cette émission est rétrocédé à cinq sociétés de crédit-bail, qui soutiennent 1 000 PME.



Le premier projet sous la ligne revolving pour les petites entreprises (SBRL) est approuvé et l'Instituto Cultural Anglo Uruguayo reçoit un prêt de 280 000 dollars pour acquérir un terrain et construire une école secondaire à Montevideo (Uruguay).

Belize Co-Generation Energy Limited, le premier projet de centrale de cogénération commerciale à Belize, produit de l'électricité en brûlant la bagasse de canne à sucre. Le prêt de la SII contribue à créer des emplois et à soutenir les producteurs indépendants (plus de 8 500) qui approvisionnent l'entreprise en canne à sucre.

Les opérations en monnaie locale sont élargies au Mexique.

C. Kersten & Co., entreprise très diversifiée, est le premier projet de la SII au Suriname, et le premier projet conjoint SII-BID de structuration, de mobilisation des ressources et de cofinancement.

La SII vend ses actions dans la banque chilienne Banco del Desarrollo, dégageant une plus-value de plus de 45 millions de dollars, et approuve le programme IFEM, abondé à hauteur de 30 millions de dollars et destiné au financement d'institutions financières spécialisées du Mexique.

Les opérations en monnaie locale sont élargies en Argentine, au Brésil, au Chili et au Pérou.

## 2005

### Le montant des actifs s'élève à 675 millions de dollars.

La République de Corée devient le 43<sup>ème</sup> pays membre.



La SII est présente dans huit pays de la région, avec le renfort de l'Argentine, du Nicaragua et du Paraguay.

Steven Reed est nommé Directeur général adjoint.



Lancement du Programme des institutions financières pour mobiliser un financement à hauteur de 160 millions de dollars par an en faveur des PME par le biais d'institutions financières locales.

Création d'un Fonds fiduciaire Corée-SII de développement des PME, doté de 40 millions de dollars ; par ailleurs, la SII développe ses propres programmes d'assistance technique proactive pour les PME.

Le Fonds fiduciaire italien est reconstitué à hauteur de 1,5 million de dollars.

## 2006

Lancement du programme SBRL, permettant à la SII d'accorder des prêts accélérés aux PME, d'un montant allant de 100 000 dollars à 600 000 dollars.

## 2007

### Le montant des actifs s'élève à 1,2 milliard de dollars.

Création du programme de financement de capital-risque, en vue de développer de manière efficace et prudente un portefeuille de projets nouveaux ayant un impact élevé sur le développement mais comportant également des risques plus élevés. Parmi les secteurs admissibles figurent notamment les énergies renouvelables, les nouvelles technologies et l'intégration économique.

Création de l'Unité efficacité en matière de développement et stratégie institutionnelle pour améliorer le travail de la SII concernant l'impact sur le développement et l'additionnalité.

Création d'une vice-présidence pour le secteur privé et les opérations sans garantie souveraine, dans le cadre du réaligement de la BID.

Le programme FINPYME pour l'Amérique centrale, le Panama et la République dominicaine est lancé avec le soutien des écoles de commerce de la région et un financement du Fonds fiduciaire coréen. Le premier atelier de formation à la gouvernance des entreprises familiales est organisé au Panama.

Le programme SBRL est abondé à hauteur de 7 millions de dollars supplémentaires.





Premier projet approuvé en Haïti. L'entreprise agricole Carifresh reçoit un prêt de 300 000 dollars dans le cadre du programme SBRL, pour réaliser des investissements en matériel d'irrigation et en infrastructure agricole. Le prêt contribue à générer des emplois.

Deuxième projet approuvé en Haïti. Distributeurs Nationaux, entreprise de commercialisation et de distribution de carburant et de lubrifiants, reçoit un prêt de 10 millions de dollars. L'assistance technique pour les études environnementales préliminaires est financée sur les ressources du Fonds fiduciaire coréen.



## 2008

### Le montant des actifs s'élève à 1,5 milliard de dollars.

Attribution d'un montant supplémentaire de 4 millions de dollars au programme SBRL.

La SII commence à utiliser une « approche de portefeuille », permettant de déterminer les contributions de chaque projet sur le plan du développement et sur le plan financier ; par ailleurs, le système DIAS de notation de l'impact sur le développement et de l'additionnalité est lancé pour identifier, suivre et évaluer les résultats sur le développement d'un bout à l'autre du cycle de projet. Création de la Division assistance technique et alliances stratégiques.

Établissement d'une présence locale au Pérou, en El Salvador et au Guatemala, ce qui porte à 11 le nombre de pays de la région où la SII est présente.

La SII lance son programme GREENPYME pour offrir des audits d'efficacité énergétique aux PME.



## 2009



La République populaire de Chine devient le 44<sup>ème</sup> pays membre.

La Chine constitue un fonds de prises de participation de 75 millions de dollars qui double les ressources de la SII affectées à la reprise envisagée de ses opérations de prises de participation.

Lancement d'IDEAS, portail intranet centralisant les statistiques sur les opérations, le portefeuille, les finances et la trésorerie de la SII.

Lancement du FINPYME dans les Caraïbes, grâce à un financement provenant des fonds fiduciaires coréen et autrichien, et en partenariat avec des écoles de commerce des Caraïbes.

Lancement de FINPYME *ExportPlus* au Guatemala et de FINPYME Colombie avec des financements des fonds fiduciaires coréen et espagnol ; en Haïti, FINPYME *ExportPlus* reçoit un financement de la région wallonne de Belgique. Tenue d'un atelier sur la gouvernance des entreprises familiales en Colombie.

Notation de Moody's : Aa2

Notation de S&P : AA-



un soutien pour  
la région en des  
temps difficiles



COSTA RICA

Maderas Cultivadas de Costa Rica, S.A. et  
Reforestación Industrial Los Nacientes, S.A.

La SII collabore avec des PME de toute la région pour les aider à surmonter les défis et à continuer à donner l'impulsion au développement.

La crise financière mondiale laisse derrière elle un climat d'incertitudes et de volatilité. Si certains économistes déclarent qu'elle est sur le déclin, les conditions économiques dans les marchés émergents restent difficiles. La pénurie de crédit a offert à la SII de nouvelles opportunités de venir en aide aux entreprises privées, mais celles-ci adoptent une approche plus prudente au moment de prendre des décisions d'expansion et encore plus pour les investissements en installations entièrement nouvelles.

La SII essaie d'aider la région à traverser ces moments difficiles. En offrant de l'appui financier et non financier, comme par exemple l'assistance technique, elle aide les entreprises de son portefeuille à faire face à la crise. Dans le même temps, elle cherche à améliorer ses procédures de gestion des risques pour évaluer les nouveaux investissements et gérer un cycle économique imprévisible.

## INITIATIVES STRATÉGIQUES DESTINÉES AUX PME

En 2008, le Groupe de la BID a lancé une initiative stratégique visant à renforcer les petites et moyennes entreprises et à leur apporter un soutien accru en cette période de ralentissement économique. Ce plan d'activités intégré définit des objectifs pour chacun des guichets du secteur privé du Groupe de la BID. Dans le cadre de cette initiative, la SII prévoit de mettre davantage l'accent sur les petites institutions financières – un nouveau segment de marché qui représente un défi particulier – et d'intensifier ses opérations directes auprès des entreprises, notamment ses efforts pour financer des projets de plus en plus petits.

La SII a pour engagement de proposer des crédits aux PME, particulièrement en période de difficultés économiques. Elle dispose d'un large éventail de programmes pour les aider à surmonter les obstacles et à continuer de tirer la croissance, parmi lesquels la ligne revolving pour les petites entreprises (SBRL), le programme de prêt aux institutions financières et le programme d'études diagnostiques FINPYME. Outre qu'elle travaille directement avec les PME afin de construire une capacité d'octroi de petits prêts, la SII s'associe à des intermédiaires financiers de premier ordre pour élargir l'accès au financement et aux services.

### Le programme SBRL : une source de soutien fiable

Le programme SBRL, qui entre maintenant dans sa cinquième année d'activités, offre des petits prêts standardisés aux PME admissibles par le biais d'un processus d'approbation accéléré assorti de limites prudentielles pour les opérations individuelles et le risque global. La SII a alloué un montant maximum de 23 millions de dollars (correspondant actuellement à moins de 2 % de son portefeuille actif net total) pour apporter un



23 millions

de dollars destinés au programme SBRL jusqu'à fin 2016

# 75 millions

de dollars affectés au Fonds Chine-SII pour prise de participations dans des PME, créé en 2009

La SII a lancé une initiative de fonds de roulement face à la carence de crédit à court terme durant le ralentissement économique actuel.

financement direct à des petites entreprises jusqu'en 2016. En 2009, elle a approuvé cinq opérations SBRL, pour un montant total de 1,06 million de dollars. Ces opérations ont toutes été réalisées avec des entreprises implantées dans les plus petites économies de la région.

La plupart des clients du programme SBRL parviennent à surmonter la crise économique, mais la baisse de la demande pour leurs produits et services s'est traduite par un manque de trésorerie et une augmentation du nombre de comptes-clients échus. Quelques clients ont par conséquent pris du retard dans leurs paiements. La SII travaille activement à restructurer ses prêts à ces clients afin de les aider à traverser cette conjoncture difficile.

Le ralentissement économique a freiné la demande de crédit dans le cadre du programme SBRL et diminué la capacité des entreprises à remplir les critères d'admissibilité. Néanmoins, la SII est en train de monter des portefeuilles SBRL à concurrence de 2 millions de dollars chacun pour la Bolivie, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Paraguay et l'Uruguay. Elle met également sur pied un portefeuille à hauteur de 7 millions de dollars pour le groupe de pays qui comprend les Bahamas, la Barbade, le Belize, le Guyana, Haïti, la Jamaïque, la République dominicaine, le Suriname et la Trinité-et-Tobago.

### Les prêts par le biais d'institutions financières stimulent la croissance

Les prêts par le biais d'institutions financières génèrent des emplois directs et indirects, renforcent la structure financière des PME d'Amérique latine et des Caraïbes et facilitent leur accès au financement à plus d'un an. En 2009, la SII a approuvé 16 opérations avec des institutions financières, pour un montant total de 189,5 millions de dollars.

### Le programme FINPYME : un accès à une somme d'expertise

Avec le programme FINPYME, la SII offre un accès gratuit à des équipes de spécialistes, qui réalisent des diagnostics stratégiques objectifs des entreprises

## premiers projets en Haïti



Distributeurs Nationaux S.A. (DINASA) est une entreprise basée en Haïti, leader de la commercialisation et de la distribution de carburants et de lubrifiants. En 2009, la SII a approuvé un prêt de 10 millions de dollars pour financer l'acquisition par DINASA des actifs et des opérations d'une entreprise de capitaux étrangers. Les actionnaires de DINASA ont également prévu une série d'investissements pour améliorer la gestion des risques environnementaux et de sécurité et pour moderniser tous les réservoirs de stockage de carburant.

En apportant et en mobilisant du financement à long terme, qui est rare en Haïti, la SII aide les entrepreneurs locaux à acquérir des actifs stratégiques pour leurs activités.



participantes. Celles-ci reçoivent également des plans d'action pour les aider à devenir plus compétitives et à améliorer leur accès au financement. FINPYME est l'acronyme espagnol de « financement innovant pour les petites et moyennes entreprises ».

### Les fonds de roulement, moteur de l'activité

En 2009, la SII a lancé un nouveau programme de fonds de roulement pour essayer de remédier à la pénurie de crédit à court terme en cette période économique défavorable. De nombreuses entreprises auparavant bien desservies par les banques locales se sont retrouvées avec un accès limité au crédit à court terme, qui sert généralement à alimenter leurs fonds de roulement. Privées de cette source de financement essentielle, les entreprises ne pourraient pas continuer à fonctionner, ce qui aurait des répercussions graves sur l'emploi et la croissance économique.

Au titre de cette initiative, la SII accorde, en priorité aux PME, des prêts à court terme pour des montants qui se situent normalement entre 2 et 8 millions de dollars. En 2009, elle a approuvé cinq prêts destinés à financer des fonds de roulement, pour un montant total de 35 millions de dollars. Elle s'attend à ce que la demande pour ce type de prêts diminue à mesure que l'économie se redressera et que les institutions financières locales retrouveront leurs capacités de crédit.

### Les prises de participation animent le développement

En 2009, le Conseil d'administration a approuvé une initiative visant à relancer les prises de participation et les investissements assimilables à des prises de participation de la SII dans la région. Elle vise à élargir la gamme de produits proposés par la SII et à créer davantage de valeur ajoutée pour les PME, grâce à des instruments de financement nouveaux et plus flexibles. Les prises de participation de la SII prennent la forme de prêts subordonnés, d'investissements assimilables à des prises de participation et de fonds propres ordinaires. Elles aident les entreprises à se développer et leur

Carifresh est une entreprise agricole haïtienne qui fournit des produits de première qualité, avant tout des mangues, pour l'exportation. Elle vend aussi du maïs, du yucca et des haricots sur le marché local. Le prêt de la SII, d'un montant de 300 000 dollars, permettra à Carifresh d'améliorer son infrastructure et sa production et lui apportera un financement stable pour ses besoins en fonds de roulement.

Ce prêt témoigne de l'engagement de la SII d'aider les petits producteurs avec des financements à long terme pour leur permettre d'être concurrentiels sur le marché international.



## fonds de roulement en Jamaïque

Jamaica Broilers est l'un des plus grands groupes d'entreprises de la Jamaïque. Très diversifiées, ses activités comprennent notamment l'aviiculture, la préparation de rations animales et d'intrants agricoles et la transformation de l'éthanol. Le groupe se consacre également à la cogénération d'électricité, à l'élevage de bétail et à la transformation et à la vente de poisson et de produits bovins.

Les activités avicoles de Jamaica Broilers sont intégrées verticalement. L'entreprise travaille avec 180 aviculteurs, à qui elle fournit vaccins, formation et assistance technique. Avec son aide, les producteurs sous contrat sont en train de remplacer les poulaillers traditionnels par des installations plus efficaces, équipées de ventilation par tunnel.

Un prêt de 7 millions de dollars de la SII servira à financer les fonds de roulement de Jamaica Broilers pour soutenir et renforcer ses activités.

# 34 initiatives

financées par des donateurs  
approuvées depuis 2008

offrent l'opportunité de collaborer avec la division Assistance technique et alliances stratégiques (TAS) de la SII dans des domaines tels que la gouvernance d'entreprise, l'amélioration des processus et les politiques environnementales.

Par ailleurs, en 2009, la Chine a créé le Fonds fiduciaire Chine-SII pour prise de participations dans des PME. Géré par la SII, ce fonds de 75 millions de dollars vise à stimuler le développement du secteur privé, essentiellement au travers du soutien aux PME. Il cherche également à élargir l'impact des opérations de prise de participations de la SII et à mobiliser des capitaux vers la région. En complément des ressources du fonds, la SII dispose de 75 millions de dollars supplémentaires pour de nouvelles prises de participation.

Des progrès significatifs ont été réalisés en 2009 au niveau de la consolidation du programme et de la définition des critères d'investissement. Plus de 15 projets potentiels dans 10 pays ont été identifiés et seront évalués en 2010.

La première prise de participation dans le cadre de cette nouvelle initiative a porté sur le fonds d'investissement privé colombien Fondo Escala Capital, pour un montant de 2,75 millions de dollars. Ce fonds fermé et sans effet de levier travaille dans divers secteurs des marchés émergents et il prend des participations dans des entreprises dont le chiffre d'affaires, exprimé en dollars, se situe entre 7,5 millions et 20 millions de dollars. L'investissement de la SII représente 6,2 % du capital total de Fondo Escala Capital.

## Projets d'assistance technique approuvés en 2009

DONATEUR	PROJET	PAYS	MONTANT APPROUVÉ
Corée	Programme de développement des capacités pour les PME	Bahamas, Barbade, Guyana et Suriname	US\$ 45 000
	Programme FINPYME Caraïbes	Caraïbes	292 000
	Programme FINPYME Colombie	Colombie	300 000
	Ateliers sur l'efficacité énergétique et identification d'entreprises admissibles pour des audits énergétiques	Colombie	51 000
	Atelier de formation à la gouvernance des entreprises familiales	Colombie	30 000
	Étude de diligence requise environnementale et juridique appropriée	Haïti	93 000
	Étude de diligence requise environnementale et sociale de deux entreprises du secteur de l'énergie	Haïti	80 000
	Hygiène et assurance de la qualité pour fournisseurs de PME	Pérou	74 000
	Atelier de formation à la gouvernance des entreprises familiales	Trinité-et-Tobago	56 000
	Programme coréen pour jeunes professionnels	Régional	150 000
	Programme de promotion des principes PACI auprès des PME	Régional	35 000
Espagne	FINPYME Colombie et Amérique centrale	Colombie et Amérique centrale	857 799
	Programme de gouvernance d'entreprise	Régional	447 797
	Assistance technique directe	Régional	94 848
France	Étude de PME en Haïti	Haïti	68 660
Italie	FINPYME <i>ExportPlus</i>	Guatemala	283 500
	Programme italien de développement	Régional	116 450
Région wallonne (Belgique)	FINPYME <i>ExportPlus</i>	Haïti	220 223



## SERVICES À VALEUR AJOUTÉE

En 2009, les donateurs de fonds administrés par TAS ont approuvé le financement de 18 projets d'assistance technique. Ajoutés aux 16 approuvés en 2008, ce sont au total 34 projets d'assistance technique qui ont été approuvés par la division depuis sa création, pour un montant cumulé de 5,64 millions de dollars.

## FINPYME – Faits marquants 2009

Le programme FINPYME dérive de l'outil de diagnostic du même nom, dont la marque est déposée par la SII. FINPYME est un programme multi-phases qui apporte un soutien global aux PME pour les aider à devenir plus compétitives et à améliorer leur accès au financement.

Le processus FINPYME se déroule en trois phases. La première consiste à analyser les domaines de gestion de l'entreprise participante, afin d'identifier et de hiérarchiser les besoins. Le résultat est une étude diagnostique et un plan détaillé pour améliorer la compétitivité de l'entreprise.

Au cours de la deuxième phase, une assistance technique est proposée pour aider l'entreprise à mettre en œuvre les améliorations nécessaires qui ont été identifiées dans le diagnostic et le plan détaillés. L'assistance technique est adaptée à chaque entreprise, en fonction de ses besoins spécifiques. Par exemple, les entreprises peuvent bénéficier de services de conseil professionnels qui ne sont normalement à la portée que des grandes entreprises. Une aide technique collective est également dispensée dans le cadre d'ateliers et de séminaires de formation, qui mettent l'accent sur des domaines d'amélioration récurrents dans les entreprises du pays concerné.

La troisième phase prévoit une formation dans des domaines tels que la planification stratégique, la gestion financière, le marketing, l'accès aux marchés internationaux, la gouvernance des entreprises familiales et la préparation de protocoles de succession.

Les entreprises qui participent au programme FINPYME en ressortent plus fortes, plus compétitives et mieux équipées pour relever les défis, mener à bien des plans d'investissement durables et accéder au financement à moyen et long terme.

### *FINPYME Amérique centrale*

En 2009, 160 entreprises de 5 pays d'Amérique centrale, de la République dominicaine et du Panama ont fait l'objet d'études diagnostiques. La SII et ses agents FINPYME

# 160 entreprises

ont bénéficié d'études de diagnostic  
FINPYME en 2009

FINPYME a été lancé dans  
5 pays anglophones des  
Caraïbes et en Colombie.

# FINPYME : projets individuels d'assistance technique

PAYS	SECTEUR	MONTANT	DOMAINE	DESCRIPTION	
 Costa Rica	Alimentation, mise en bouteille et boissons	US\$ 20 758	Gouvernance d'entreprise	Projet de proposition de protocole familial définissant des politiques et des mécanismes spécifiques à l'entreprise familiale, afin d'anticiper les conflits grâce à un processus participatif impliquant les membres de la famille et exigeant leur adhésion.	
	Alimentation, mise en bouteille et boissons	12 113	Qualité	Audit, étude diagnostique et conseils en systèmes de gestion de la qualité et la sécurité des produits alimentaires, sur la base de la norme ISO 22000:2005.	
	Alimentation, mise en bouteille et boissons	12 113	Qualité	Mise en place d'un processus de gestion de la sécurité des produits alimentaires permettant d'obtenir à moyen terme une certification ISO 22000:2005.	
	Produits manufacturés généraux	11 400	Restructuration financière	Élaboration d'un protocole de gestion du cycle des flux de trésorerie. Évaluation du portefeuille de crédit, analyse du système de gestion des stocks, détermination de l'historique des paiements et des encaissements, identification des processus et planification des audits.	
	Autres	5 565	Modèle de gestion	Mise en œuvre d'un modèle basé sur les compétences en matière de négociation et de prise de décision.	
 El Salvador	Agriculture et agro-industrie	7 515	Modèle de gestion	Conception, mise en œuvre et maintenance d'une solution logicielle intégrée pour la consolidation des différents domaines de l'entreprise. Mise en place d'un service après-vente pour la maintenance et l'élargissement de la base de données.	
	Alimentation, mise en bouteille et boissons	5 206	Planification stratégique	Élaboration d'un plan stratégique pour un modèle de gestion couvrant l'ensemble des domaines opérationnels et fonctionnels.	
	Produits chimiques et plastiques	4 831	Planification stratégique	Définition d'objectifs et d'indicateurs de suivi. Harmonisation des objectifs généraux et spécifiques pour chaque domaine fonctionnel. Élaboration de lignes directrices pour les partenariats stratégiques.	
	Produits chimiques et plastiques	3 931	Amélioration de la production	Refonte de l'usine de production pour accroître la capacité de stockage et de production.	
	Produits manufacturés généraux	6 119	Planification stratégique	Créer un exercice de planification stratégique annuel afin de mettre en œuvre des méthodes et contrôles d'analyse financière et économique et des systèmes de suivi de l'activité commerciale.	
	Santé		10 842	Développement de nouveaux produits	Création d'une unité de recherche et développement au sein de l'entreprise.
				Marketing	Élaboration d'une politique tarifaire intégrant l'analyse et la systématisation de la structure de coûts. Détermination de marges de rentabilité concurrentielles.
	Services non financiers		5 368	Marketing	Élaboration d'un plan de marketing annuel. Définition d'objectifs et préparation d'un budget intégrant les actions promotionnelles et les facteurs saisonniers.
				Restructuration financière	Conception, mise en place et maintenance d'une solution logicielle intégrée pour automatiser les processus, consolider tous les domaines clés de l'entreprise (ventes, comptes clients, comptes fournisseurs, stocks, paie et comptabilité) et produire des états de gestion.
	Services publics et infrastructure		18 525	Planification stratégique	Développement d'un logiciel permettant de produire un tableau de bord équilibré. Définition d'un plan de rémunération variable basé sur les résultats fonctionnels et opérationnels de l'entreprise.
				Restructuration financière	Examen et ajustement du capital social afin d'arriver à une rentabilité financière permettant d'augmenter le retour sur investissement des actionnaires.
	Technologie, communications et nouvelle économie		4 831	Planification stratégique	Renforcement de la planification stratégique à long terme dans les domaines opérationnels et fonctionnels de l'entreprise, en mettant l'accent sur le financement stratégique. Mise en place d'un tableau de bord équilibré pour mesurer la performance de la direction.
	Tourisme et hôtellerie		19 108	Planification stratégique	Élaboration d'un processus décisionnel décentralisé et définition d'objectifs à moyen et long terme.
				Restructuration financière	Mesure des coûts associés aux services professionnels. Définition d'améliorations à apporter aux procédures d'analyse et d'interprétation des informations financières.
Autres		4 509	Planification stratégique	Préparation d'un plan stratégique doté d'outils logistiques, administratifs, opérationnels et techniques afin d'identifier les nouvelles opportunités commerciales et d'en profiter.	
Autres		4 348	Planification stratégique	Préparation d'un plan stratégique doté d'outils logistiques, administratifs, opérationnels et techniques afin d'identifier les nouvelles opportunités commerciales et d'en profiter.	
 Guatemala	Agriculture et agro-industrie	2 660	Marketing	Réalisation d'une étude de marché pour évaluer les possibilités d'exportation vers de nouveaux marchés. Analyse de la demande (aspects quantitatifs et qualitatifs), de la concurrence et de la structure du marché.	
	Agriculture et agro-industrie	2 660	Restructuration financière	Modification du système comptable au niveau des ventes et des comptes clients.	
	Alimentation, mise en bouteille et boissons		12 109	Environnement	Réalisation d'une étude d'impact environnemental et d'une étude hydrogéologique pour un projet de construction.
Qualité				Développement et mise en place d'un système de gestion de la qualité basé sur la norme ISO 9001:2008.	

# en cours en Amérique centrale

PAYS	SECTEUR	MONTANT	DOMAINE	DESCRIPTION
Guatemala (suite)	Alimentation, mise en bouteille et boissons	US\$ 2 660	Marketing	Développement d'un site web convivial. Définition du public cible et des paramètres de fonctionnalité. Définition d'une stratégie de promotion basée sur les moteurs de recherche.
	Alimentation, mise en bouteille et boissons	2 660	Marketing	Réalisation d'une étude de marché et élaboration d'un plan de marketing pour trois nouveaux produits.
	Alimentation, mise en bouteille et boissons	2 660	Marketing	Amélioration du positionnement de la marque. Conception et développement d'une image d'entreprise et de l'identité visuelle associée.
			Restructuration financière	Développement d'un système comptable basé sur les coûts afin d'améliorer les processus. Formation du personnel aux nouveaux systèmes comptables.
	Alimentation, mise en bouteilles et boissons	2 660	Modèle de gestion	Élaboration d'un organigramme fonctionnel et d'une politique et d'un ordigramme de prise de décision. Mise à jour de la structure salariale.
	Alimentation, mise en bouteille et boissons	2 660	Restructuration financière	Préparation de projections des flux de trésorerie à moyen terme. Détermination des besoins de financement pour mener à bien les plans d'expansion. Évaluation de la capacité à dégager des liquidités pour faire face aux obligations.
	Produits chimiques et plastiques	2 660	Marketing	Élaboration d'un plan de marketing pour accroître la part de marché des produits.
	Produits chimiques et plastiques	2 660	Modèle de gestion	Développement d'un système de gestion d'exploitation efficace et efficient incluant une définition des procédures opérationnelles. Mise à jour de la structure organisationnelle. Définition d'objectifs à long, moyen et court terme liés aux stratégies et aux indicateurs de performance.
			Planification stratégique	Formation des équipes de direction à la planification stratégique pour une amélioration du plan de marketing.
	Produits chimiques et plastiques	2 660	Processus de production	Amélioration des processus de la chaîne de production.
			Restructuration financière	Renforcement des contrôles internes dans le domaine financier et comptable.
	Services de conseil	2 660	Marketing	Élaboration d'un plan d'action pour organiser les initiatives de promotion des produits et des services.
			Modèle de gestion	Évaluation des processus et des procédures de ressources humaines. Identification des domaines opérationnels. Élaboration d'un plan d'action et de lignes directrices pour la gestion des ressources humaines.
	Services non financiers	2 660	Marketing	Réalisation d'une étude de marché pour identifier les produits et les marges de rentabilité des concurrents. Détermination des marges, des systèmes de distribution et de la rotation des ventes pour une rentabilité et une efficacité accrues.
	Technologie, communications et nouvelle économie	4 750	Marketing	Réalisation d'une étude de marché pour évaluer les possibilités d'exportation vers de nouveaux marchés. Analyse de la demande (aspects quantitatifs et qualitatifs), de la concurrence et de la structure du marché.
Tourisme et hôtellerie	2 660	Marketing	Développement, mise à jour et promotion d'un site web.	
		Restructuration financière	Définition d'un plan d'action pour restructurer le système de contrôle et de comptabilité interne. Détermination des ratios de productivité et de rentabilité.	
Autres	2 660	Modèle de gestion	Conception de processus de fabrication et d'exportation de produits d'artisanat. Formulation d'une stratégie organisationnelle pour optimiser le modèle de gestion.	
Nicaragua	Alimentation, mise en bouteille et boissons	4 750	Modèle de gestion	Mise en œuvre d'un plan d'action basé sur des objectifs stratégiques. Identification et documentation des personnes et des processus clés. Analyse et refonte de la structure organisationnelle.
			Amélioration de la production	Étude, évaluation et refonte des processus et des systèmes de production. Identification des ressources techniques et humaines nécessaires ; estimation des coûts de mise en œuvre de la refonte proposée.
	Produits chimiques et plastiques	4 997	Marketing	Élaboration d'un plan de marketing stratégique. Analyse du marché actuel. Identification de nouveaux segments de marché potentiels. Identification de nouveaux produits et lignes de produits basés sur la demande du marché. Détermination des délais et des coûts de mise en œuvre.
	Produits manufacturés généraux	12 925	Marketing	Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de marketing incluant la présentation, le marketing et la publicité des produits, Mise en place d'un réseau de distribution approprié.
	Services non financiers	4 997	Marketing	Élaboration d'un plan de marketing stratégique. Proposition d'un nouveau plan d'action basé sur une étude de marché (analyse de la demande, de l'offre, des prix, des réseaux de distribution, de la concurrence) et détermination des investissements nécessaires.
	Services non financiers	3 800	Marketing	Élaboration d'un plan de marketing stratégique. Identification et développement de nouveaux marchés/produits. Développement d'un système de mesure de la satisfaction du client.
	Services publics et infrastructure	2 565	Marketing	Formulation d'une stratégie de marketing sur internet. Développement d'un site web incluant un catalogue à jour des produits et des services.
	Tourisme et hôtellerie	4 997	Marketing	Réalisation d'une étude de marché pour identifier de nouveaux marchés et canaux de commercialisation.
<b>Total</b>		<b>US\$ 255 244</b>		

étudient le déploiement d'une deuxième série d'études au Costa Rica, en El Salvador, au Guatemala et au Nicaragua.

Le tableau ci-dessus présente les 51 projets individuels d'assistance technique qui sont menés au Costa Rica, en El Salvador, au Guatemala et au Nicaragua, pour 42 entreprises.

Au Costa Rica, en El Salvador, au Guatemala et au Nicaragua, 65 entreprises ont suivi 16 ateliers collectifs de formation FINPYME. Ils mettaient l'accent sur les domaines d'amélioration que les études diagnostiques avaient mis en évidence de manière récurrente parmi les entreprises participant au programme FINPYME.



Pour faciliter le transfert de technologie et de savoir-faire aux pays bénéficiaires, la SII s'associe à des universités et des écoles de commerce locales pour effectuer les études diagnostiques FINPYME.

### Ateliers et séminaires collectifs de formation

PAYS	DOMAINE
Costa Rica	Gestion des ressources humaines
	Gouvernance des entreprises familiales
	Planification stratégique
	Protocoles de succession
El Salvador	Haute direction des entreprises familiales
	Innovation stratégique pour les modèles de gestion
	Marketing stratégique
	Recherche de marchés internationaux
Guatemala	Finance
	Marketing
	Planification stratégique
	Ressources humaines
Nicaragua	Entreprises familiales
	Gestion financière
	Gestion marketing
	Planification stratégique

### FINPYME Caraïbes

En 2009, FINPYME a été inauguré aux Bahamas, à la Barbade, au Belize, en Jamaïque et à la Trinité-et-Tobago. Les présentations publiques du programme ont réuni des hauts fonctionnaires des ministères des finances et de l'économie de chaque pays, des représentants de la SII, de la BID, de la République de Corée, d'organisations à but non lucratif et de chambres de commerce. À l'issue de chaque présentation, les PME étaient invitées à déposer leur candidature. La SII, en coopération avec les agents FINPYME et la Bank of Nova Scotia, a sélectionné une moyenne de 20 entreprises dans chaque pays, en donnant la préférence aux entreprises susceptibles de bénéficier le plus du programme. Les agents FINPYME prévoient de terminer la première phase du programme au premier trimestre 2010. En outre, la SII a invité 13 agents de ces pays à participer à un atelier pour préparer la phase d'assistance technique du programme.

À fin décembre 2009, 31 études diagnostiques de PME avaient été réalisées dans les Caraïbes.

# 31 études diagnostiques

de PME réalisées dans les Caraïbes jusqu'en décembre 2009

Pour faciliter le transfert de technologie et de savoir-faire aux pays membres bénéficiaires, la SII s'associe à des universités et à des écoles de commerce locales pour la réalisation des études diagnostiques FINPYME. En 2008, la Mona School of Business de la Jamaïque a signé un accord d'agence avec la SII. Elle a agi en tant qu'antenne de l'Université des Indes occidentales et s'est associée à la Cave Hill School of Business de la Barbade, le Department of Management Studies de la Trinité-et-Tobago, le College of the Bahamas et le Trade and Investment Development Service du Belize.

## *FINPYME Colombie*

Dans le cadre des sessions annuelles de 2009 de la BID et de la SII, qui ont eu lieu à Medellin, la SII a signé un accord avec trois grandes universités, trois banques et les chambres de commerce de Bogota, de Cali et de Medellin, afin de mettre en œuvre le programme FYNPIME en Colombie. Les universités participantes sont Universidad de los Andes, Universidad EAFIT et Universidad ICESI et les banques sont Bancóldex, Bancolombia et BBVA Colombia.

Des agents ont été formés à la méthodologie FINPYME à Bogota, Cali et Medellin et le programme a ensuite été lancé dans ces trois villes. Des hauts fonctionnaires ont assisté au lancement officiel du programme et les pays donateurs (la République de Corée et l'Espagne) ont réitéré leur soutien et l'importance d'initiatives de ce genre pour aider les PME à devenir plus compétitives.

## III<sup>e</sup> congrès MPME des Amériques sur le commerce international

En 2009, la SII a participé à un double événement à Cali, en Colombie : le III<sup>e</sup> Congrès MPME des Amériques sur le commerce international et le IV<sup>e</sup> Forum colombien de la microentreprise. La SII a profité de l'occasion pour renforcer ses relations avec la SBA, agence gouvernementale américaine qui a pour mission de travailler avec les PME aux États-Unis et à l'étranger. Cette relation ouvre la porte à une collaboration plus large pour aider les PME de la région à se professionnaliser et à renforcer leur capacité de croissance.

Près de 1 500 représentants de PME, de ministères de l'économie, d'agences pour le développement des petites entreprises et d'associations du secteur privé de toute l'Amérique latine y ont participé. L'événement a été organisé par le ministère colombien du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, la SBA, le Service chilien de coopération technique (SERCOTEC) et le Service brésilien de soutien aux micro et petites entreprises (Sebrae).

Les discussions ont porté sur le renforcement des capacités commerciales des PME de la région, en particulier dans le domaine du commerce international. Les intervenants incluaient : Luis Guillermo Plata, ministre colombien du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme ; Esteban Piedrahíta, directeur du Département national de la planification de Colombie ; et Julián Domínguez, de la Chambre de commerce de Cali. Michael Apel a pris la parole au nom de la SII.



« La SBA et le comité directeur multinational du Congrès MPME des Amériques sur le commerce international ont eu le plaisir d'accueillir Michael Apel de la SII parmi les intervenants sur le thème "Accès au financement pour les PME au moyen d'instruments innovants". Nous espérons poursuivre notre relation constructive avec la SII. »

—Stephen Sullivan  
Bureau du Commerce international  
de la SBA



Par l'entremise de *FINPYME ExportPlus*, les PME reçoivent l'assistance technique qui les aide à accéder aux marchés étrangers et à être compétitives dans l'économie mondiale.

### *FINPYME ExportPlus Guatemala*

En 2009, la SII a inauguré le programme *FINPYME ExportPlus* au Guatemala, avec le soutien du gouvernement italien. Ce programme, qui cherche à faciliter l'accès des PME aux marchés d'exportation, s'inscrit dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce lancée en 2005 par l'Organisation mondiale du commerce. Cette initiative vise à aider les pays en développement à renforcer leur capacité de participer aux marchés internationaux en améliorant leurs programmes de promotion du commerce extérieur.

Un certain nombre de partenaires stratégiques participent au programme *FINPYME ExportPlus*, notamment la Chambre de commerce du Guatemala ; Agexport ; le Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières ; Citibank Guatemala ; Grupo Financiero de Occidente ; Cámara del Agro de Guatemala et Universidad Rafael Landívar (l'un des agents *FINPYME* au Guatemala).

Entre 20 et 50 PME guatémaltèques, appartenant notamment au secteur de l'agriculture et de la pêche, sont en cours de sélection et de diagnostic. Les PME recevront une assistance technique pour les aider à accéder aux marchés étrangers et à se tailler une place concurrentielle dans l'économie mondiale. L'aide sera axée sur l'amélioration de la certification sanitaire et du conditionnement, le perfectionnement des processus opérationnels (y compris des chaînes d'approvisionnement), du contrôle qualité et de la logistique et le renforcement des processus de gestion, notamment les mécanismes de commercialisation et de vente à l'étranger.

### *FINPYME ExportPlus Haïti\**

Par l'intermédiaire de l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers (AWEX), la SII a signé un accord avec la Région wallonne de Belgique pour développer le programme *FINPYME ExportPlus* en Haïti, afin de faciliter l'accès des PME à des marchés d'exportation. Le programme comprend quatre domaines clés d'action :

- réalisation d'études de marché sur des secteurs et sous-secteurs cibles ;
- collecte d'informations sur les entreprises qui opèrent dans ces secteurs, afin d'identifier celles qui pourraient bénéficier du programme ;
- sélection de PME ; et
- conception et mise en œuvre du programme d'assistance technique.

### **Programme d'efficacité énergétique**

Initiative visant atténuer les changements climatiques, GREENPYME soutient et promeut l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et les technologies

\*Ce programme sera dorénavant mis en œuvre d'une manière qui assure un soutien efficace continu aux PME haïtiennes pendant que le pays se redresse et se reconstruit suite au tremblement de terre de janvier 2010.





# initiatives d'assistance technique en Haïti\*

Une évaluation en matière d'environnement et de travail a été approuvée pour la Société du Rhum Barbancourt, T. Gardère & Cie, société haïtienne du secteur alimentation, mise en bouteilles et boissons. Financée par le Fonds fiduciaire Corée-SII de développement des PME cette étude, d'un montant de 93 000 dollars, déterminera les actions correctives que l'entreprise devra mettre en œuvre pour respecter les meilleures pratiques du secteur et les directives de la SII en matière d'environnement et de travail. Barbancourt pourra également avoir besoin d'une aide pour moderniser ses pratiques de contrôle qualité et prétendre à une certification internationale de son contrôle qualité (ISO 9000) et de ses systèmes de gestion environnementale (ISO 14001) et au label biologique. Les fonds serviront également à réaliser une étude de diligence juridique appropriée sur l'activité entrepreneuriale en Haïti.

Une évaluation de la performance en matière d'environnement, de santé et de sécurité au travail a été approuvée pour l'entreprise haïtienne DINASA, qui commercialise et distribue des carburants et des lubrifiants. Financée également par le fonds fiduciaire coréen, cette étude d'un montant de 80 000 dollars porte sur les impacts du projet de DINASA financé par la SII. La SII a utilisé les données de l'étude pour évaluer le projet de DINASA et s'assurer que la société respecte les procédures d'examen de la SII en matière d'environnement et de travail, toutes les dispositions applicables de la politique de l'environnement et de respect des sauvegardes de la BID et les directives environnementales, sanitaires et sécuritaires de la Société financière internationale pour les stations-service, les terminaux de pétrole brut et de produits pétroliers et les sols contaminés.

AWEX, organisme d'intérêt public qui fait la promotion du commerce extérieur et attire les investissements étrangers dans la Région wallonne de Belgique, a approuvé 150 000 euros pour la mise en œuvre du programme FINPYME *ExportPlus* en Haïti. L'initiative cherche à améliorer l'accès des PME aux marchés d'exportation.

Le Fonds de coopération technique français pour des services consultatifs et des activités de formation a approuvé un financement de 68 660 dollars pour la réalisation d'une étude du secteur privé en Haïti. Elle cherchera également à identifier les entreprises qui pourraient bénéficier d'un financement de la SII.

\*La SII et ses donateurs vont travailler en collaboration pour assurer que le financement de l'assistance technique soit déployé pour le plus grand bénéfice des PME haïtiennes bénéficiaires dans au lendemain du tremblement de terre de janvier 2010.

propres dans les PME. Elle vise à donner aux PME l'expertise, les outils et le soutien technologique et financier dont elles ont besoin pour mettre en œuvre des mesures d'efficacité énergétique.

En 2009, 150 PME de la Jamaïque et du Belize ont pu bénéficier d'une formation sur l'efficacité énergétique dispensée par la SII, qui a également organisé des ateliers sur ce même thème pour des PME des Bahamas et de la Trinité-et-Tobago, en collaboration avec la Royal Bank of Canada et la Scotiabank.

Dix audits énergétiques ont été réalisés au Costa Rica, en El Salvador, au Honduras et au Nicaragua. En outre, deux nouveaux projets d'assistance technique ont été formalisés. Le premier comprenait 26 audits énergétiques simples pour des PME basées au Belize et en Jamaïque. Le second comportait dix audits énergétiques détaillés pour des entreprises de taille moyenne du secteur du tourisme aux Bahamas et en Jamaïque, et trois ateliers pour partager les bonnes pratiques avec d'autres entreprises du secteur du tourisme et mettre en œuvre un projet de neutralité carbone dans un hôtel.

En Colombie, GREENPYME a été lancé en association avec plusieurs grandes entreprises internationales, dont Abengoa Group, Applus, BBVA et Telefónica. Plus de 300 PME colombiennes pourront ainsi bénéficier de l'assistance technique de la SII dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. À l'issue de trois ateliers de formation organisés à Bogota, Cali et Medellin, les préparatifs ont commencé pour la réalisation d'audits énergétiques et d'autres activités en faveur des PME ayant été sélectionnées pour recevoir une aide financière directe de la SII et de ses partenaires.

# 150 PME

du Belize et de la Jamaïque ont bénéficié en 2009 d'une formation sur l'efficacité énergétique

GREENPYME soutient et préconise l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et les technologies propres au sein des PME.

# 73 participants

de 20 entreprises familiales ont participé à Bogota à l'atelier de gouvernance des entreprises familiales



L'atelier a donné l'occasion d'apprendre ce qu'est la gouvernance des entreprises familiales leur permettant d'améliorer leur compétitivité et d'accroître leurs chances de survie à long terme.

## Programme de gouvernance des PME familiales

Avec un important soutien financier de la République de Corée, la SII a lancé un programme visant à améliorer la gouvernance des PME familiales. Un financement de l'Espagne, par le biais du Fonds général de coopération de l'Espagne constitué auprès de la BID, a permis d'engager un expert espagnol à plein temps chargé d'élaborer le programme. Les fonds serviront également à renforcer le programme, en particulier dans les pays d'Amérique centrale.

Plusieurs des projets de gouvernance lancés en 2009 se poursuivront en 2010, parmi eux : trois ateliers pour les PME, des ateliers de formation des formateurs à l'intention des agents FINPYME en Amérique centrale, et l'élaboration d'un ensemble d'outils permettant l'exécution d'études diagnostiques et d'une plate-forme de savoir sur Internet.

## Promotion de l'intégrité des PME

En qualité de participant à l'initiative Partenariat contre la corruption (PACI) du Forum économique mondial, la SII a travaillé avec des experts en intégrité à la conception et

## atelier sur la gouvernance des PME familiales

La SII a animé un atelier de quatre jours sur la gouvernance d'entreprise à Bogota (Colombie), financé avant tout par le Fonds fiduciaire Corée-SII de développement des PME qui est administré par la SII. L'atelier était organisé en association avec Bancóldex et l'INALDE Management and Business School de l'Universidad de la Sabana.

L'atelier a offert à des entreprises familiales l'occasion d'approfondir leurs connaissances sur les questions de gouvernance afin d'accroître leurs chances de survie à long terme et d'améliorer leur compétitivité. Parmi les thèmes abordés figuraient les défis auxquels sont souvent confrontées les PME familiales : élaboration d'un mode de propriété d'entreprise responsable et uni, compréhension du processus de succession et préparation de la nouvelle génération.

Soixante treize personnes provenant de vingt entreprises familiales, pour la plupart colombiennes, ont participé à l'atelier. La SII a l'intention de continuer à organiser et parrainer ces ateliers de développement des capacités dans le cadre de sa mission de soutien et de renforcement des PME.



# point de vue d'un donateur : la République de Corée

Eun-Bo Jung, directeur général adjoint du Bureau des finances internationales du ministère de la Stratégie et des Finances de la République de Corée, a participé aux événements de lancement de FINPYME en Jamaïque et aux Bahamas. Voici les commentaires de M. Jung recueillis lors de ces événements inauguraux, qui se sont déroulés en mars 2009 :

« Ce fût pour moi un privilège de représenter la Corée à l'occasion de ces cérémonies mémorables, car j'ai pu constater en personne à quel point le Fonds fiduciaire Corée-SII de développement des PME était un bon véhicule pour nos amies, les PME d'Amérique latine et des Caraïbes. C'est l'objectif que la Corée a toujours poursuivi en tant que pays membre du Groupe de la BID et c'est la raison pour laquelle nous avons constitué ce fonds. Depuis sa création en 2005, le fonds a approuvé 40 projets, pour un total de plus de 5,4 millions de dollars. J'accorde de la valeur à tous les projets qui contribuent au développement des PME en Amérique latine et aux Caraïbes, mais FINPYME est un programme exceptionnel, qui coïncide parfaitement avec notre philosophie. Après plusieurs réunions avec des entrepreneurs en Jamaïque et aux Bahamas, je me suis rendu compte que ce programme n'est ni une simple étude académique ni une initiative ponctuelle. C'est un programme dynamique, qui cherche à obtenir des résultats concrets, avec un impact fort sur le développement et des effets durables. En résumé, je suis fier que la Corée soutienne ce programme et je suis convaincu qu'il apportera des bénéfices tangibles aux PME de la région. J'espère pouvoir assister à d'autres événements du programme FINPYME, auquel la Corée continuera à apporter son soutien. »

à la mise en œuvre d'un programme visant à promouvoir les principes PACI auprès des PME. Des experts de la Chambre de commerce et de l'industrie coréenne ont rendu visite à la SII pour partager leur expérience et expliquer les meilleures pratiques à utiliser auprès des PME en la matière. Résultat : la SII a élaboré une feuille de route traçant les grandes lignes de sa stratégie et de son programme de promotion de l'intégrité. Au cours des prochaines étapes du programme, la SII travaillera en étroite collaboration avec d'autres grandes institutions, telles que le Department of Commerce des États-Unis et l'Organisation des États américains.

## Programme italien de développement

Le Programme italien de développement a été constitué pour tisser un réseau entre des entreprises italiennes, latino-américaines et caraïbes liées par des opérations d'import-export et d'investissements directs étrangers. L'objectif est d'identifier les PME qui ont besoin de financement pour leur expansion et de les orienter vers la SII.

De ce fait, un vaste réseau s'est créé, regroupant des agences de développement, des gouvernements régionaux et centraux, des banques, des organisations internationales et des entreprises en Italie et en Amérique latine et dans les Caraïbes, et travaille à la promotion de l'activité commerciale dans la région. Des conférences et des ateliers ont été organisés en Italie et en Amérique latine pour présenter la SII et le programme, avec le soutien de partenaires italiens.

En 2009, la SII a signé un accord de coopération avec la Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Torino. Au travers de ce partenariat et d'autres encore, la SII reçoit un appui pour intensifier ses activités de promotion et pour fournir une assistance technique aux PME d'Amérique latine et des Caraïbes qui sont intéressées par des opportunités commerciales en Italie.

Le réseau du Programme italien de développement est un parfait exemple de coopération décentralisée qui ouvre les portes à de nouvelles régions et permet d'identifier des PME intéressées.

Le réseau du Programme italien de développement est un excellent exemple de coopération décentralisée qui ouvre des portes à de nouvelles régions.

# la SII en bref



EL SALVADOR

Bexcafé, S.A. de C.V.

# pays membres

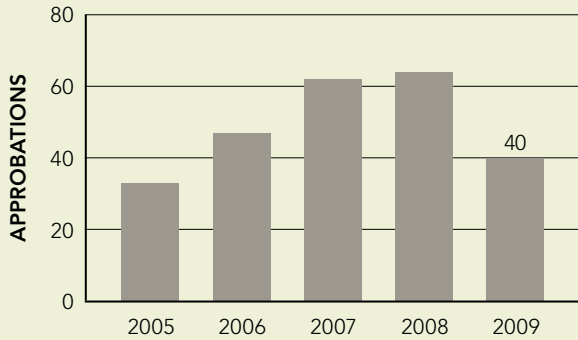


# 44

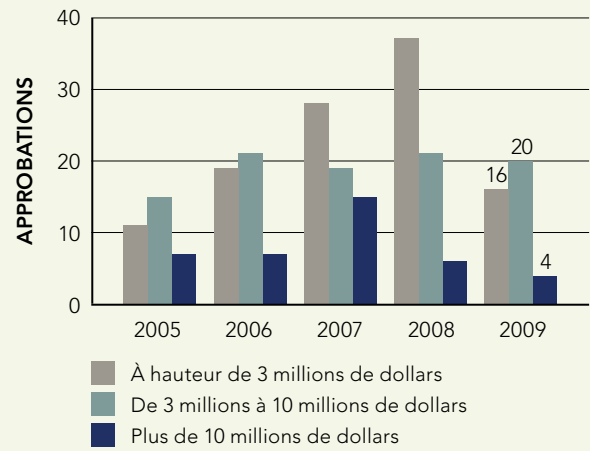
pays membres

# indicateurs opérationnels clés

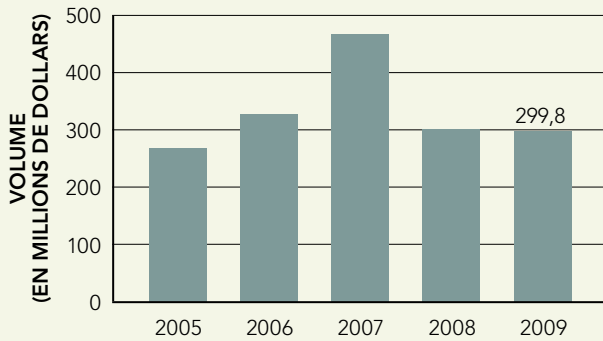
## Nombre d'approbations



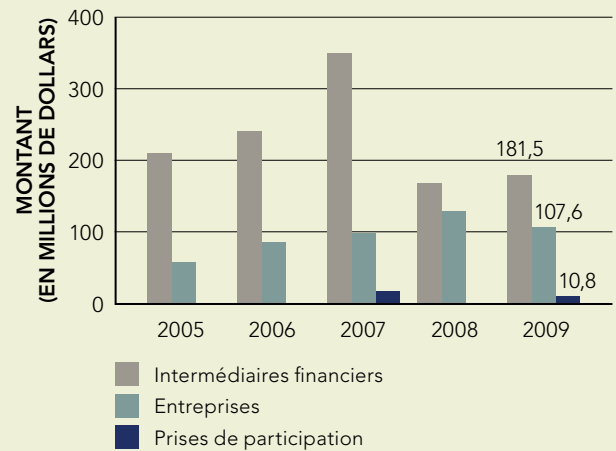
## Approbations par taille d'investissement



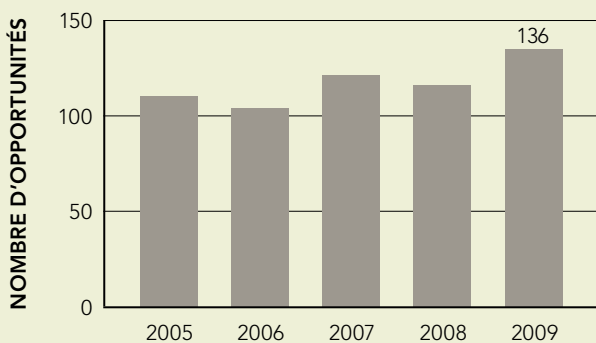
## Volume d'approbations



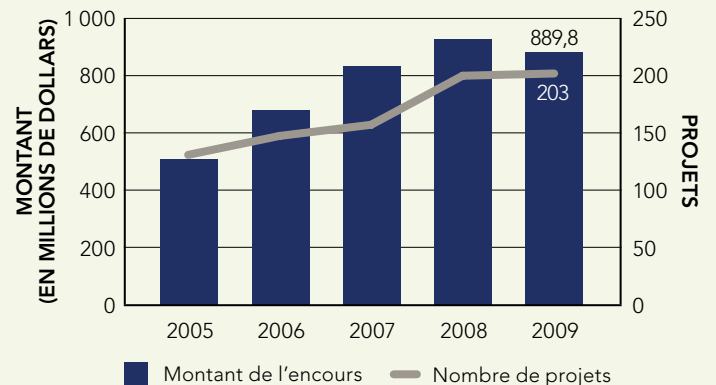
## Volume d'approbations par type d'opération



## Opportunités d'investissement analysées

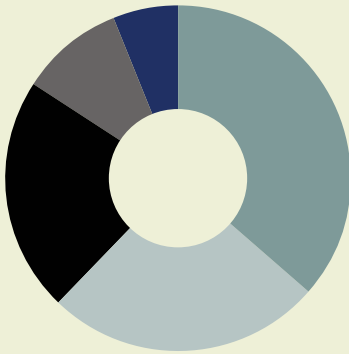


## Portefeuille d'investissements\*



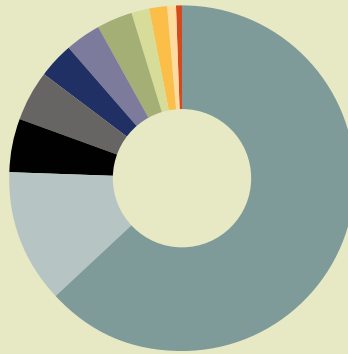
# investissements en 2009 et répartition des approbations

## Approbations par région



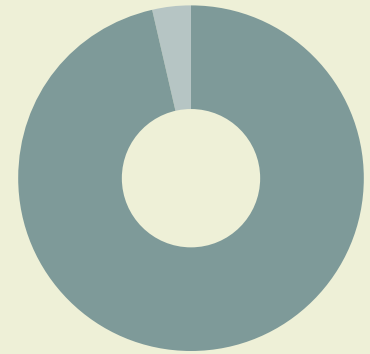
- Mexique et Amérique centrale 36,4 %
- Cône Sud 25,9 %
- Pays andins 21,9 %
- Caraïbes 9,8 %
- Régionaux 6,0 %

## Approbations par secteur



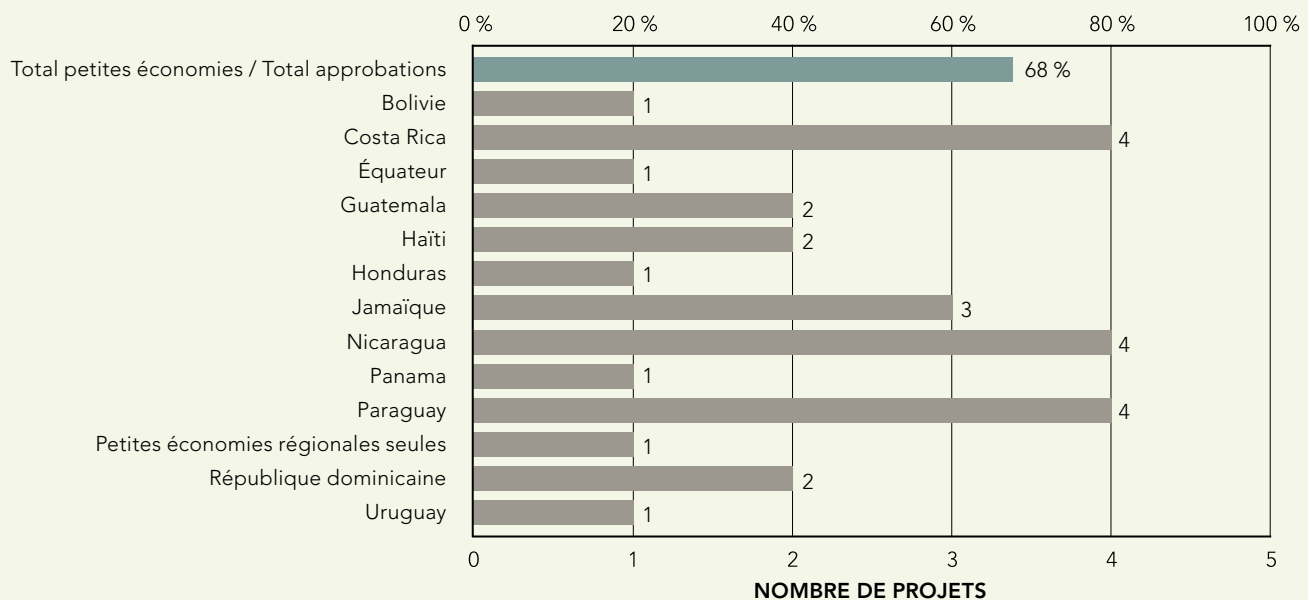
- Services financiers 63,2 %
- Agriculture et agro-industrie 12,4 %
- Bétail et aviculture 5,0 %
- Produits manufacturés généraux 4,7 %
- Alimentation, mise en bouteille et boissons 3,4 %
- Pétrole et exploitation minière 3,3 %
- Produits chimiques et plastiques 3,3 %
- Divers 1,7 %
- Services publics et infrastructure 1,7 %
- Fonds d'investissement 0,9 %
- Tourisme et hôtellerie 0,3 %

## Approbations par type d'investissement



- Prêts 96,4 %
- Prises de participation 3,6 %

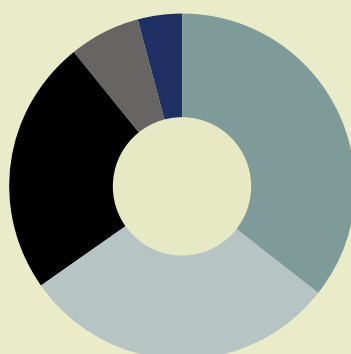
## Répartition des approbations par aire géographique et par taille



- Pourcentage du total des approbations
- Nombre d'approbations

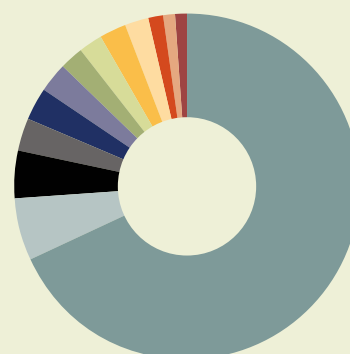
# portefeuille d'investissements et programmes pour les PME

## Encours du portefeuille par région\*



■ Cône Sud	35,6 %
■ Pays andins	29,7 %
■ Mexique et Amérique centrale	24,1 %
■ Régional	6,6 %
■ Caraïbes	4,0 %

## Encours du portefeuille par secteur\*



■ Services financiers	68,1 %
■ Agriculture et agro-industrie	5,9 %
■ Services publics et infrastructure	4,5 %
■ Divers	3,0 %
■ Fonds d'investissement	3,0 %
■ Produits manufacturés généraux	2,8 %
■ Alimentation, mise en bouteille et boissons	2,3 %
■ Aquaculture et pêche	2,3 %
■ Produits chimiques et plastiques	2,3 %
■ Textiles, habillement et cuirs	2,2 %
■ Bétail et aviculture	1,5 %
■ Pétrole et exploitation minière	1,1 %
■ Bois, pâte et papier	1,0 %

\*Ne comprend pas les transactions Compartamos et RBTT qui apparaissent dans les états financiers en tant que titres de placement.

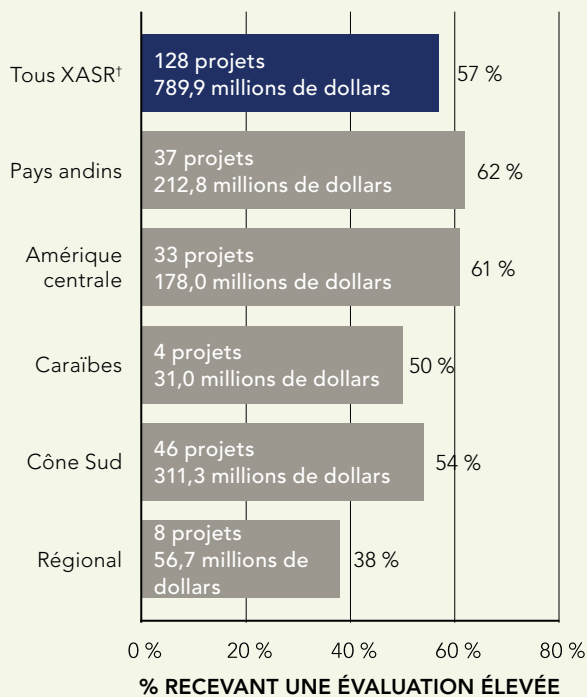
## Programmes pour les PME

FINPYME	Nombre cumulé d'études diagnostiques achevées	191
	Nombre cumulé d'entreprises recevant une assistance technique individuelle ou en groupe	101
GREENPYME	Nombre cumulé de participants aux ateliers	672
	Nombre cumulé d'interventions d'assistance technique	46
FINPYME Governance	Nombre cumulé de participants aux ateliers	127
Assistance technique directe	Nombre cumulé de projets ayant une composante d'assistance technique	47
Cours de formation sur l'environnement	Nombre cumulé de participants aux ateliers	417
Prêts par le biais d'intermédiaires financiers	Nombre cumulé de sous-prêts	961 671
IFEM	Nombre cumulé de projets approuvés	10
SBRL	Nombre cumulé de projets approuvés	35
	Montant cumulé de l'assistance technique pour les clients directs de la SII	US\$ 2 251 959
	Financement moyen IFEM	US\$ 2 165 000
	Financement moyen SBRL	US\$ 249 800

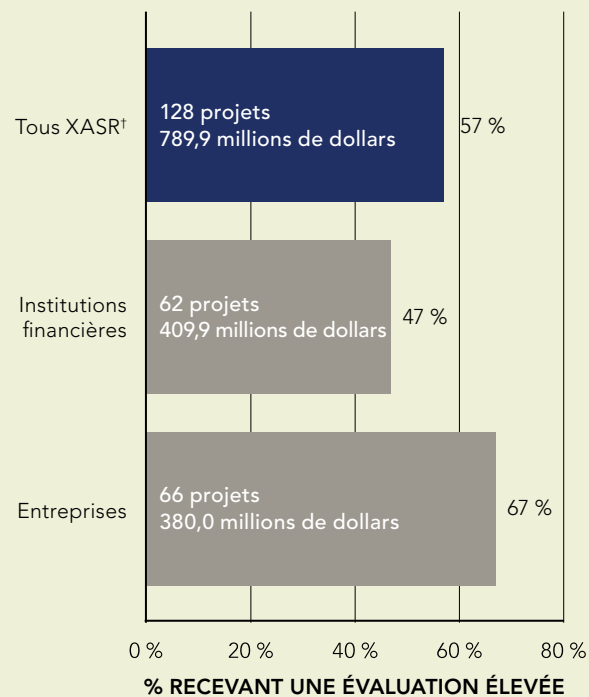


# 2009 : résultats en matière de développement

## Résultats en matière de développement par région\*



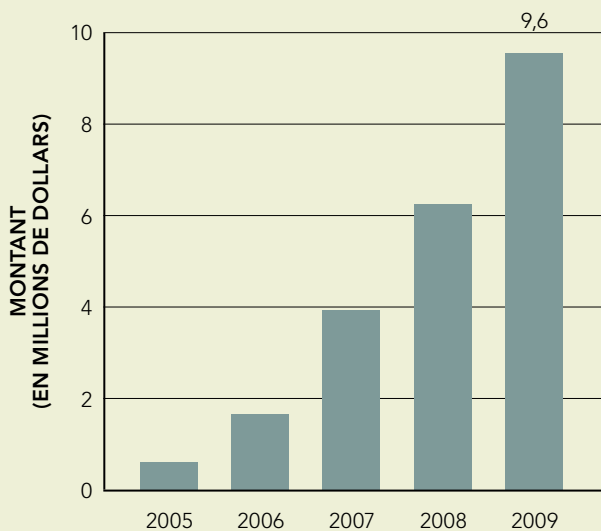
## Résultats en matière de développement par secteur\*



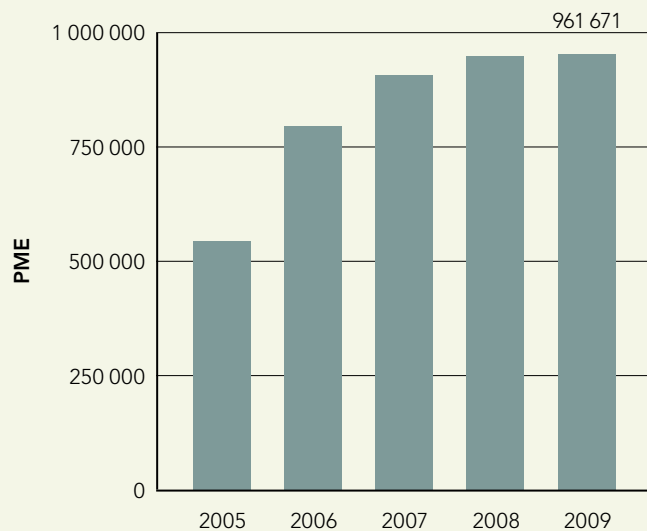
\*Données XASR au 31 décembre 2009. Elles couvrent les projets approuvés par la SII de 1989 à 2004 et évalués par le Bureau de l'évaluation et de la supervision (OVE) de la BID. Pour plus de précisions sur les résultats, voir la section sur l'impact en matière de développement.

†Rapports annuels élargis de supervision

## Assistance technique cumulée mobilisée

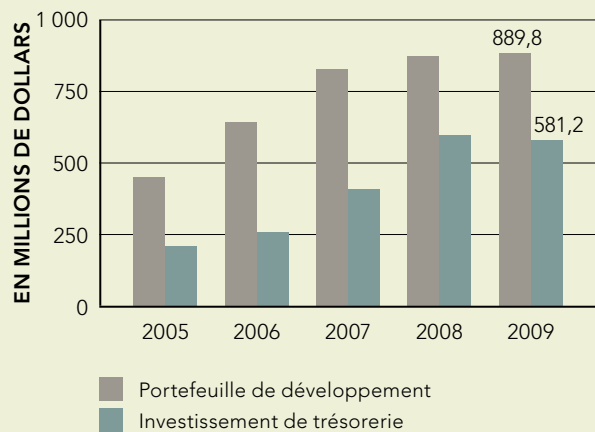


## Nombre cumulé de PME atteintes par le biais d'intermédiaires financiers

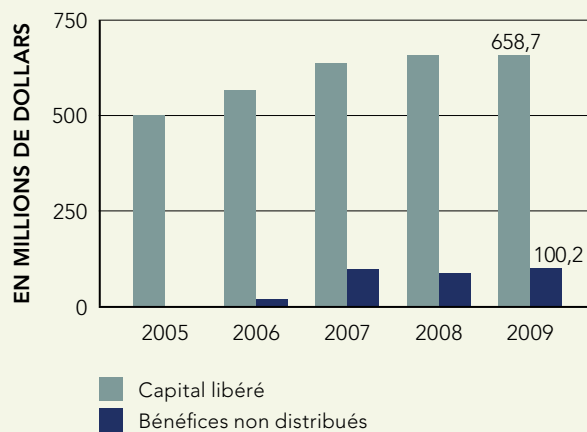


# indicateurs financiers

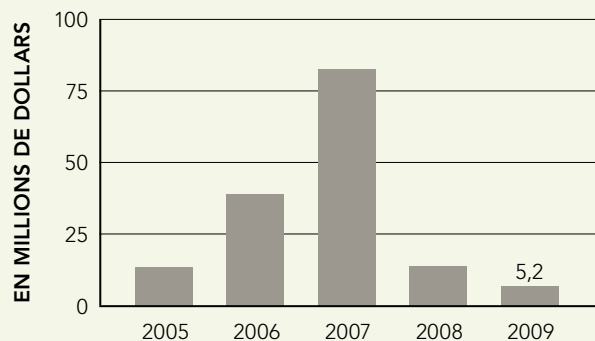
## Composition des actifs



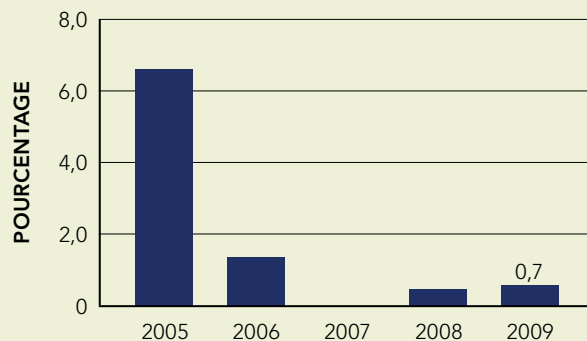
## Valeur patrimoniale nette



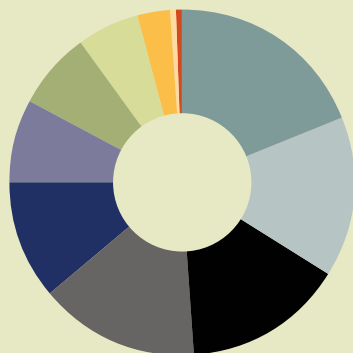
## Revenu net



## Portefeuille de prêts avec arriérés



## Encours des facilités de crédit



### ENCOURS

Japon 19 %	Brésil 7 %
BID 15 %	Mexique 6 %
Espagne 15 %	Pérou 3 %
Portugal 15 %	Argentine <1 %
Colombie 11 %	Royaume-Uni <1 %
France 8 %	

# total des marchés

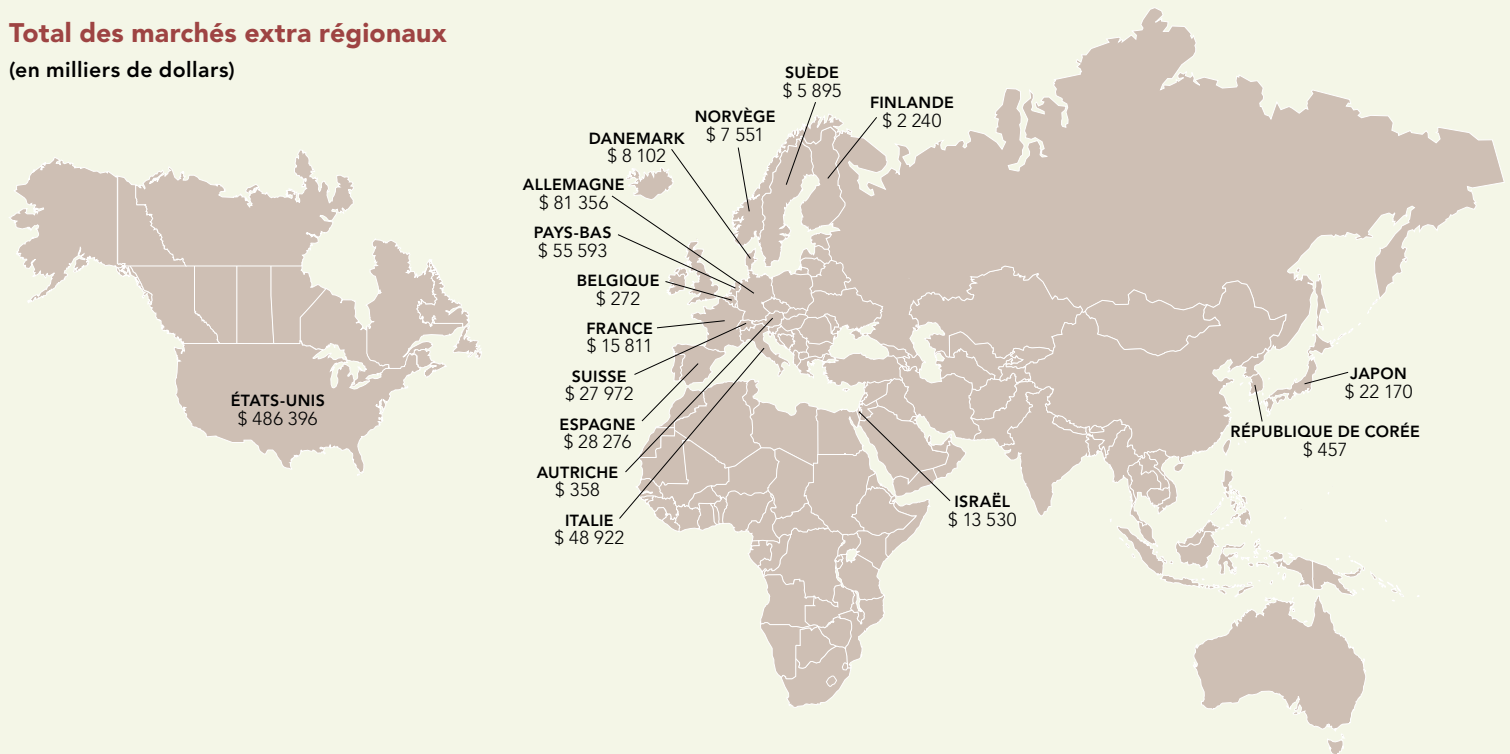
## Total des marchés régionaux

(en milliers de dollars)



## Total des marchés extra régionaux

(en milliers de dollars)



# synthèse de 2009

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION

En 2009, la SII a approuvé 299 millions de dollars de prêts directs et d'investissements et 342 millions de dollars d'opérations de cofinancement qui ont donné un important effet de levier aux ressources fournies directement par elle.

Les prêts et les programmes de la SII sont présentés dans les pages suivantes.



Acabados Rústicos, S.A.

NICARAGUA

# faits marquants de 2009

JANVIER	<ul style="list-style-type: none"><li>• Versement d'une contribution du Fonds fiduciaire Corée-SII de développement des PME destinée à concevoir un cadre stratégique pour l'élaboration d'instruments de financement créatifs en faveur des PME par le biais d'investissements assimilables à des prises de participation</li></ul>
FÉVRIER	<ul style="list-style-type: none"><li>• Création du Fonds fiduciaire Chine-SII pour prise de participations dans des PME, avec des ressources apportées par la Chine, pour contribuer au développement du secteur privé dans la région, en particulier par le biais de prises de participation et investissements assimilables à des prises de participation dans des entreprises privées, toutes à long terme</li></ul>
MARS	<ul style="list-style-type: none"><li>• Mise en œuvre d'un partenariat stratégique avec BBVA par le biais d'un accord de coopération et d'assistance technique, dans le but de définir des objectifs d'investissement pour promouvoir le développement des PME, ce qui permettra à la SII de canaliser des fonds et des services non financiers à valeur ajoutée au travers des succursales de BBVA en Amérique du Sud</li><li>• Signature d'un protocole d'accord avec Bancóldex pour une ligne de crédit de 35 milliards de pesos colombiens, qui permettra à la SII d'accorder des prêts à moyen et long terme en monnaie locale à un plus grand nombre de PME colombiennes</li><li>• Conclusion d'un partenariat stratégique avec Universidad de los Andes, Universidad EAFIT, Universidad ICESI, Bancóldex, Bancolombia, BBVA Colombia et les chambres de commerce de Bogota, Cali et Medellin afin de mettre en œuvre le programme FINPYME en Colombie</li><li>• Lancement du programme FINPYME aux Bahamas, à la Barbade, au Belize, en Jamaïque et à la Trinité-et-Tobago</li></ul>
AVRIL	<ul style="list-style-type: none"><li>• Signature d'un protocole d'accord avec la banque allemande de développement KfW pour identifier et aider des projets et des programmes en Amérique latine dans le cadre du Mécanisme de développement propre</li></ul>
MAI	<ul style="list-style-type: none"><li>• Approbation de l'initiative Capital pour le développement commercial des petites et moyennes entreprises visant à élargir la gamme de produits proposés par la SII et à créer davantage de valeur ajoutée pour les PME grâce à des instruments de financement plus flexibles, essentiellement des prises de participation</li><li>• Début des études diagnostiques du programme FINPYME Caraïbes, commençant par les Bahamas</li><li>• Lancement de FINPYME <i>ExportPlus</i> au Guatemala, avec l'appui du gouvernement italien et en partenariat avec des organisations du secteur privé et l'Universidad Rafael Landívar, afin d'améliorer l'accès des PME aux marchés d'exportation</li></ul>
JUIN	<ul style="list-style-type: none"><li>• Lancement de FINPYME Belize avec des études diagnostiques de 13 entreprises</li></ul>
JUILLET	<ul style="list-style-type: none"><li>• Approbation de la première opération avec une entreprise en Haïti : un prêt à long terme de 10 millions de dollars accordé à DINASA</li></ul>
AOÛT	<ul style="list-style-type: none"><li>• Maintien par Standard &amp; Poor's de la notation AA- de la SII au vu de la stratégie prudente de gestion des risques de la Société ; S&amp;P déclare que la SII est bien positionnée pour faire face à la crise économique actuelle grâce à la qualité de son portefeuille de prêts, ses politiques de provisionnement, son profil de liquidité et la disponibilité des fonds</li></ul>
SEPTEMBRE	<ul style="list-style-type: none"><li>• Tenue de séminaires de formation FINPYME en Colombie</li><li>• Tenue d'un atelier avec des agents FINPYME à la Trinité-et-Tobago</li><li>• Achèvement des audits énergétiques GREENPYME menés au Costa Rica, en El Salvador, au Honduras et au Nicaragua</li></ul>
OCTOBRE	<ul style="list-style-type: none"><li>• Organisation du 13<sup>e</sup> atelier de gestion des risques environnementaux et sociaux pour le secteur financier en Jamaïque, en collaboration avec l'Unité des sauvegardes environnementales et sociales de la BID</li><li>• Tenue d'un atelier sur la gouvernance d'entreprise en Colombie pour promouvoir une meilleure gouvernance des entreprises familiales</li><li>• Lancement de GREENPYME Colombie</li></ul>
NOVEMBRE	<ul style="list-style-type: none"><li>• Lancement de FINPYME Colombie à Bogota, Cali et Medellin</li></ul>

# opérations approuvées en 2009

PAYS	NOM DE LA SOCIÉTÉ	SECTEUR	MONTANT APPROUVÉ	COÛT TOTAL DU PROJET	DESCRIPTION
Argentine 	Granja Tres Arroyos, S.A.	Bétail et aviculture	US\$ 8 000 000	US\$ 42 400 000	Plus gros producteur de viande de volaille en Argentine, la société vend ses produits sur le marché domestique et les marchés internationaux. Elle est économiquement intégrée à la filière céréalière et aide ses fournisseurs en leur apportant des garanties pour l'achat d'immobilisations. Elle prévoit d'accroître sa capacité de production et d'améliorer la valeur ajoutée de sa ligne de produits.
	Molino Cañuelas, S.A.C.I.F.I.A.	Alimentation, mise en bouteille et boissons	4 000 000	10 000 000	Plus gros exportateur de farine d'Argentine, l'entreprise transforme le blé en farine et des graines oléagineuses en huile. Elle fabrique également, entre autres produits alimentaires, des mélanges tout prêts, des pâtes et des biscuits salés et sucrés. Elle opère dans un secteur stratégique en pleine croissance qui est un important générateur de devises. Sa chaîne d'approvisionnement comprend quelques 1 200 petits et moyens producteurs agricoles situés dans cinq provinces d'Argentine, pour qui il est vital d'être payé sans délai. Le prêt apporte à l'entreprise un financement à long terme, chose rare sur le marché local, qui l'aidera à améliorer son profil financier.
	Profertil, S.A.	Produits chimiques et plastiques	10 000 000	65 000 000	Ce producteur d'engrais agricoles commercialise près de 90 % de sa production sur le marché local et exporte le reste vers d'autres pays de la région. Les fonds du prêt serviront à financer ses dépenses d'équipement et d'investissement.
Bolivie 	ADM-SAO, S.A.	Agriculture et agro-industrie	10 000 000	10 000 000	L'entreprise produit, transforme et commercialise des produits de soja, de tournesol et leurs dérivés, principalement pour le marché d'exportation. Le prêt aidera l'entreprise à financer son portefeuille de prêts de récolte aux exploitants agricoles, en majorité des petits producteurs.
Brésil 	Banco Industrial e Comercial S.A.	Services financiers	10 000 000	10 000 000	Spécialisée dans les prêts garantis à court terme, principalement à des entreprises de taille moyenne, la banque est bien positionnée sur sa niche. Elle rétrocédera le montant du prêt à des PME situées essentiellement dans les régions du nord, nord-est et centre-ouest du Brésil, pour qu'elles puissent financer leurs besoins en fonds de roulement à court terme. Chaque PME bénéficiera d'un prêt de un million de dollars en moyenne.
	Banco Rabobank International Brasil S.A.	Services financiers	30 000 000	200 000 000	La banque dessert avant tout le secteur agricole et alimentaire, où elle détient une importante part du marché des PME. Elle utilisera le prêt pour apporter un financement direct aux PME et pour accroître son portefeuille de fonds d'investissement en créances (FIDC). Les FIDC investissent dans les comptes clients de grandes sociétés qui entretiennent des relations commerciales avec de nombreux d'acheteurs, pour beaucoup des PME.



PAYS	NOM DE LA SOCIÉTÉ	SECTEUR	MONTANT APPROUVÉ	COÛT TOTAL DU PROJET	DESCRIPTION
Colombie 	Fondo Escala Capital, FCP	Fonds d'investissement	US\$ 2 750 000	US\$ 40 000 000	Ce fonds d'investissement privé, fermé et sans effet de levier intervient dans de multiples secteurs des marchés émergents. Il investira dans le capital d'entreprises colombiennes, ciblant celles dont le chiffre d'affaires annuel, exprimé en dollars, se situe entre 7,5 millions et 20 millions de dollars. Avec sa participation dans le fonds, la SII cherche à produire un effet de démonstration en soutenant le secteur naissant des capitaux privés en Colombie. La SII vendra une participation de 50 % de son investissement au Fonds fiduciaire Chine-SII pour prise de participations dans des PME.
	Termo Rubiales, S.A.	Services publics et infrastructure	5 000 000	68 500 000	L'entreprise a été constituée pour développer un projet d'électricité thermique lié à l'exploitation de mazout lourd sur l'un des champs pétrolifères les plus stratégiques de Colombie. En lui accordant un financement à long terme, la SII soutient le développement du secteur pétrolier colombien, en plus d'encourager l'investissement privé dans le secteur, l'augmentation de la production locale de pétrole et le respect de normes certifiées en matière de protection de l'environnement, de santé, de sécurité et dans le domaine social.
					
Costa Rica 	Banco BAC San José, S.A.	Services financiers	25 000 000	25 000 000	Grâce à ce crédit à moyen terme, la banque canaliserait des ressources vers des PME costariciennes. Le prêt viendrait également en appui à la stratégie formulée par la banque pour diversifier ses sources de financement à moyen terme, qui se sont raréfiées depuis le début de la crise financière. Quelques 200 PME devraient bénéficier de l'opération, avec des montants de 250 000 dollars en moyenne chacune.
	Financiera CAFSA, S.A. et Arrendadora CAFSA, S.A.	Services financiers	2 000 000	2 000 000	Financiera CAFSA propose des services financiers au marché des PME et des microentreprises ainsi qu'à des particuliers à revenu moyen pour financer l'achat de véhicules automobiles. Arrendadora CAFSA loue des véhicules aux PME et aux microentreprises pour qu'elles puissent assurer des services de transport de marchandises et de passagers. Avec les fonds du prêt, les deux entreprises pourront répondre aux besoins de PME costariciennes en matière de crédit et de location-exploitation. Les PME devraient bénéficier de l'opération, avec des montants de 300 000 dollars en moyenne chacune.
	Maderas Cultivadas de Costa Rica, S.A. et Reforestación Industrial Los Nacientes, S.A.	Agriculture et agro-industrie	1 500 000	4 800 000	Ce groupe intégré d'entreprises forestières travaille au Costa Rica et au Nicaragua. Ses activités recouvrent l'ensemble du processus de production, de l'amélioration génétique des espèces et la reforestation à la transformation et la vente de produits du bois. Le prêt sera utilisé d'une part pour financer le développement des activités productives et l'achat d'immobilisations, et d'autre part comme fonds de roulement et capital d'investissement. Il permettra également aux entreprises de poursuivre le reboisement de nouvelles parcelles avec des plantations certifiées par le Forest Stewardship Council, contribuant ainsi à leur croissance durable à long terme.
					

# opérations approuvées en 2009 (suite)

PAYS	NOM DE LA SOCIÉTÉ	SECTEUR	MONTANT APPROUVÉ	COÛT TOTAL DU PROJET	DESCRIPTION
Costa Rica (suite)	Productos Ujarrás, S.A.	Alimentation, mise en bouteille et boissons	US\$ 100 000	US\$ 100 000	Cette entreprise productrice et exportatrice de confitures, gelées et pâtes de fruits tropicaux s'approvisionne en fruits frais auprès de petits exploitants répartis dans tout le pays. Le prêt servira à accélérer la production et accroître la capacité de l'usine.
Équateur 	Banco ProCredit, S.A.	Services financiers	3 000 000	3 000 000	La banque est spécialisée sur le segment des micro, petites et moyennes entreprises du secteur formel et informel. Les fonds du prêt serviront à accorder des prêts à des entreprises de secteurs tels que la distribution, les transports, les services, l'agriculture, l'élevage, le tourisme, qui ont besoin de financement pour acheter des immobilisations et couvrir leurs besoins en fonds de roulement. L'opération bénéficiera aux entreprises équatoriennes admissibles avec des montants moyens de 200 000 dollars par entreprise et/ou 400 000 dollars par groupe économique.
Guatemala 	Bioetanol, S.A.	Agriculture et agro-industrie	5 700 000	129 000 000	Pantaleon est la plus grande raffinerie sucrière du Guatemala et Bioetanol est un producteur d'éthanol. Les deux entreprises font partie de Pantaleon Group, le plus important producteur intégré de sucre, d'électricité, d'éthanol et autres produits dérivés de la canne à sucre en Amérique centrale. Le groupe opère au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua. Les prêts serviront à financer les investissements nécessaires pour accroître la capacité de la raffinerie sucrière et de la centrale de cogénération de Pantaleon et agrandir l'usine de Bioetanol. Les deux usines se trouvent au Guatemala.
	Pantaleon, S.A.	Agriculture et agro-industrie	4 300 000	129 000 000	
Haïti 	Carifresh, S.A.	Agriculture et agro-industrie	300 000	300 000	L'entreprise fournit des mangues et d'autres produits agricoles de première qualité pour l'exportation, ainsi que du maïs, du yucca et des haricots pour le marché local. Le prêt lui permettra d'améliorer son infrastructure et sa production et lui apportera un financement stable pour ses besoins en fonds de roulement.
	Distributeurs Nationaux S.A.	Pétrole et exploitation minière	10 000 000	66 700 000	L'entreprise, leader de la commercialisation et de la distribution de diesel, essence, kérosène, fioul, lubrifiants et GPL en Haïti, utilisera le prêt pour acquérir des actifs stratégiques pour ses activités. Avec ce prêt, la SII lui apporte du financement à long terme, qui est rare en Haïti.
Honduras 	Corporación Dinant, S.A. de C.V. et Exportadora del Atlántico, S.A. de C.V.	Agriculture et agro-industrie	7 000 000	153 368 690	Les activités de ces deux entreprises verticalement intégrées vont de la production à la commercialisation, essentiellement de produits agricoles et alimentaires. Le prêt apportera un financement à deux entreprises opérationnelles du groupe pour leur permettre de poursuivre leurs plans d'expansion, d'accroître leur capacité de production, d'améliorer leur réseau de distribution et d'étendre leurs plantations de palmiers.
Jamaïque 	Golden Grove Sugar Company Limited	Agriculture et agro-industrie	4 000 000	6 000 000	Cette entreprise est née de la privatisation de compagnies sucrières de la Jamaïque. Ses activités intégrées comprendront la culture de la canne à sucre et la transformation du sucre brut et de la mélasse. Le prêt servira à acheter et moderniser une raffinerie existante et ses actifs connexes, à faire l'acquisition de terrains supplémentaires pour planter de la canne à sucre et à financer le besoin en fonds d'exploitation de l'entreprise.



PAYS	NOM DE LA SOCIÉTÉ	SECTEUR	MONTANT APPROUVÉ	COÛT TOTAL DU PROJET	DESCRIPTION
Jamaïque (suite)	Jamaica Broilers Group Limited	Bétail et aviculture	US\$ 7 000 000	US\$ 7 000 000	L'entreprise a pour principale activité l'aviculture, la fourniture de matières premières et d'intrants agricoles et la transformation d'éthanol. Elle se consacre également à la cogénération d'électricité, à la vente d'ingrédients destinés aux aliments pour animaux, à l'élevage et à la transformation et la vente de poisson et de produits de bœuf. Le prêt servira à financer les fonds de roulement nécessaires pour soutenir et renforcer les opérations de l'entreprise.
	Precise Technology Limited	Marketing et distribution	150 000	150 000	Cette entreprise vend des ordinateurs, des pièces d'ordinateurs, des accessoires, de la papeterie et des meubles de bureau et propose des services informatiques à ses clients dans toute la Jamaïque.
Mexique 	Banco Mercantil del Norte, S.A.	Services financiers	40 000 000	40 000 000	Troisième banque du Mexique en taille de portefeuille et quatrième pour les dépôts des particuliers, la banque utilisera cette ligne de crédit revolving non engagée, d'une maturité de dix ans, pour apporter du financement à des PME mexicaines. Le montant maximum des opérations sera de 1,5 million de dollars par bénéficiaire final.
	enConfianza, S.A. de C.V. SOFOM ENR	Services financiers	1 000 000	1 000 000	L'entreprise soutient des micro-entrepreneurs mexicains en leur accordant des crédits. Ce prêt, octroyé dans le cadre du programme IFEM de financement d'institutions financières spécialisées au Mexique, servira à financer des projets admissibles au travers de sous-prêts qui ne dépasseront pas 50 000 dollars.
	Operadora de Servicios Mega, S.A. de C.V. SOFOM ENR	Services financiers	3 000 000	3 000 000	L'entreprise propose à ses clients des solutions financières telles que du crédit-bail ou des prêts directs. Ce prêt, accordé dans le cadre du programme IFEM, lui permettra de soutenir des PME mexicaines avec des sous-prêts allant jusqu'à 500 000 dollars.
Nicaragua 	Café Soluble, S.A.	Alimentation, mise en bouteille et boissons	3 000 000	4 500 000	L'entreprise, qui produit et conditionne du café torréfié moulu et des boissons instantanées en poudre, utilisera le prêt pour mettre en œuvre des projets visant à accroître sa rentabilité par l'approfondissement du panachage de produits et l'amélioration de son efficacité opérationnelle.
	Compañía Cervecera de Nicaragua, S.A.	Alimentation, mise en bouteille et boissons	7 000 000	7 000 000	L'entreprise produit et distribue de la bière, de l'eau et d'autres boissons non alcoolisées. Le prêt lui permettra de mener à bien ses plans d'investissement et d'exploitation actuels et de maintenir ses programmes à visée sociale.
	Corporación de Inversiones Turísticas, S.A.	Tourisme et hôtellerie	1 000 000	1 870 000	L'entreprise, qui gère un hôtel à Managua sous la marque Holiday Inn, utilisera le prêt pour moderniser l'hôtel, ce qui lui permettra de passer dans la catégorie Holiday Inn Convention Center. La modernisation comprend des équipements, des systèmes et du mobilier neufs et des améliorations dans l'édifice.
	CrediFactor, S.A.	Services financiers	500 000	500 000	Premier établissement financier autorisé par la bourse et les autorités bancaires du Nicaragua à émettre des instruments financiers sur le marché national, la société utilisera le prêt de la SII pour améliorer sa position de liquidité et faciliter l'accès des PME au financement. Ce financement est difficile à obtenir au Nicaragua. Les sous-prêts ne pourront pas excéder 25 000 dollars par projet admissible.

# opérations approuvées en 2009 (suite)

PAYS	NOM DE LA SOCIÉTÉ	SECTEUR	MONTANT APPROUVÉ	COÛT TOTAL DU PROJET	DESCRIPTION
Panama 	QBE del Istmo Compañía de Reaseguros, Inc.	Services financiers	US\$ 8 000 000	US\$ 20 000 000	Cette compagnie de réassurance, basée au Panama, est implantée en Amérique centrale et en Amérique du sud. La prise de participation de la SII renforcera ses fonds propres et lui permettra d'explorer de nouvelles branches d'activité avec des produits destinés au grand public, en particulier l'assurance dentaire pour les personnes ne jouissant pas de ce type de couverture. La compagnie sera également en mesure d'étendre ses activités au Brésil, au Chili, en Colombie, au Costa Rica, au Guatemala, au Honduras et au Pérou. Elle espère avoir plus de 1,2 million de clients d'ici à 2012.
Paraguay 	Banco Regional, S.A.E.C.A.	Services financiers	6 000 000	6 000 000	La banque s'attache à répondre aux besoins de financement de la région sud-est du pays, où l'agriculture et l'élevage sont les activités prédominantes. Le prêt servira à offrir à des PME paraguayennes le financement à moyen et long terme dont elles ont besoin pour mener leurs activités. Les sous-prêts ne pourront pas excéder 250 000 dollars.
	Emprendimientos Forestales, S.R.L.	Agriculture et agro-industrie	370 000	370 000	L'entreprise, dont le cœur de métier est le boisement, le reboisement et les activités d'exploitation forestière connexes, utilisera le prêt pour financer en partie le fonds de roulement dont elle a besoin pour mener à bien de nouveaux contrats de boisement conclus avec des entreprises locales.
	Sudameris Bank, S.A.E.C.A.	Services financiers	3 000 000	3 000 000	Cet établissement dispose d'une stratégie étendue pour desservir le secteur des entreprises, les entrepreneurs de taille moyenne et les particuliers. Le prêt aidera la banque à financer des projets admissibles par le biais de prêts à moyen et long terme en faveur d'entreprises paraguayennes qui répondent aux critères de la SII en matière de crédit, d'environnement et de travail. Les sous-prêts ne pourront pas dépasser 250 000 dollars.
	Wilhelm S.A.C.I.A.G.	Agriculture et agro-industrie	140 000	420 000	Cette société de transformation et d'exportation d'huiles essentielles destinées aux industries pharmaceutique, alimentaire et cosmétique, importe également d'autres essences et produit des oranges pour fournir des matières premières à sa propre distillerie. Elle produit 40 % des exportations d'essence d'oranges amères du Paraguay, seul pays producteur de cette essence au monde. Le prêt financera des investissements dans l'une de ses usines et une partie du fonds de roulement dont la société a besoin pour introduire ses produits traditionnels sur de nouveaux marchés.
					
Pérou 	Banco Continental, S.A.	Services financiers	40 000 000	40 000 000	Deuxième banque du Pérou spécialisée en intermédiation financière, cet établissement cherche à développer ses activités de banque de détail, de banque commerciale et de banque institutionnelle ainsi que ses activités de trésorerie. La ligne de crédit revolving non engagée, d'une maturité de dix ans, servira à apporter du financement à des PME péruviennes. Les entreprises bénéficiaires ne pourront pas avoir plus de 20 millions de dollars d'actifs ou de revenus.

PAYS	NOM DE LA SOCIÉTÉ	SECTEUR	MONTANT APPROUVÉ	COÛT TOTAL DU PROJET	DESCRIPTION
Pérou (suite)	Hipermercados Metro, S.A. et E. Wong, S.A.	Marketing et distribution	US\$ 5 000 000	US\$ 5 000 000	Le mécanisme de financement de fonds de roulement de la SII comporte un volet d'assistance technique ciblant la chaîne d'approvisionnement des entreprises qui permet d'améliorer la qualité de production et la gestion environnementale d'environ 700 fournisseurs, dont la plupart sont des PME.
République dominicaine	Banco Múltiple Santa Cruz, S.A.	Services financiers	2 000 000	2 000 000	Cette institution financière cherche à exploiter des niches de marché. Son objectif actuel est de gagner une part significative du marché des produits générant des commissions, en particulier sur des opérations de commerce extérieur, pour lesquelles elle peut capitaliser sur ses avantages concurrentiels. Le prêt lui apportera le financement à moyen terme dont elle a besoin pour développer son portefeuille de prêts aux PME, avec des montants de 200 000 dollars par prêt en moyenne.
	Industrias Nacionales, C. por A.	Produits manufacturés généraux	6 000 000	6 000 000	Cette entreprise est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits sidérurgiques et PVC pour le marché domestique et l'exportation, principalement vers des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. Le prêt lui permettra d'améliorer son profil financier et de garantir une fabrication efficiente de ses produits.
Uruguay	Nuevo Banco Comercial, S.A.	Services financiers	6 000 000	16 000 000	La banque rétrocédera les fonds du prêt à des PME uruguayennes admissibles qui ont besoin de financement à moyen ou long terme pour mener à bien leurs activités et qui ne disposent que d'un accès limité au crédit à plus d'un an. Les sous-prêts ne pourront excéder 500 000 dollars.
Régional	Corandes, S.A.	Produits manufacturés généraux	8 000 000	8 000 000	L'entreprise est leader en Argentine de la production et de la commercialisation de conteneurs en fer blanc pour les fruits et légumes, la viande et les produits dérivés, les fruits de mer et les aérosols, ainsi que de couvercles en métal. Le prêt servira à financer ses besoins en fonds de roulement permanent.
					
	Scotia Leasing Costa Rica, S.A., Scotia Leasing Guatemala, S.A., Scotia Leasing Honduras, S.A. et Scotia Leasing Panamá, S.A.	Services financiers	10 000 000	10 000 000	Quatre sociétés de crédit-bail d'Amérique centrale utiliseront le prêt pour canaliser du financement à moyen terme vers des PME au Costa Rica, Guatemala, Honduras et Panama. Les fonds serviront à financer des projets admissibles, pour un montant maximum de 500 000 dollars chacun.
<b>Total</b>			<b>US\$ 299 810 000</b>	<b>US\$ 1 146 978 690</b>	

## RÉSULTATS EN TERMES D'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT

### Mesure des résultats en matière de développement et d'additionnalité : plus grande focalisation sur les résultats

Les activités de la SII ont davantage d'impact et de valeur lorsqu'elles sont suivies dans le temps et qu'elles fournissent des leçons pour de futures opérations. La SII utilise des outils d'évaluation innovants pour mesurer sa performance financière ainsi que le résultat en matière de développement et d'additionnalité de ses opérations. Ces exercices d'évaluation lui permettent d'analyser le rendement de ses investissements sur la durée de vie d'un projet et servent également à introduire des améliorations dans les projets en cours et dans l'élaboration et la mise en œuvre d'opérations futures.

Cette année, outre la présentation de ses performances financières, la SII apporte des informations quantitatives sur le résultat en matière de développement et d'additionnalité de ses opérations.

#### *Méthodologie adoptée par la SII pour mesurer le développement*

La SII utilise deux outils pour mesurer l'impact de ses opérations sur le développement. Le système DIAS de notation de l'impact sur le développement et de l'additionnalité permet d'obtenir une estimation de l'impact sur le développement au début du projet et tout au long de son cycle de vie. Lorsque le projet arrive à maturité, un Rapport annuel élargi de supervision (XASR) est préparé pour mesurer les résultats de développement du projet et évaluer les résultats de l'investissement de la SII, la qualité de son travail et son additionnalité. Les outils DIAS et XASR partagent un certain nombre d'indicateurs de performance, mais ceux-ci sont calculés à des moments différents de la vie d'un projet afin d'obtenir un aperçu plus clair des résultats.

DIAS	SUPERVISION ANNUELLE	XASR
Évaluation en début de projet et tout au long du cycle de vie	Évaluation annuelle de supervision et mise à jour des notations DIAS	Évaluation du projet arrivé à maturité

La SII a introduit le système DIAS en 2008 pour renforcer son suivi des résultats en matière de développement et d'additionnalité. Il a été conçu pour compléter l'information fournie par les rapports XASR, qui sont réalisés chaque année depuis 2001, mais uniquement pour les projets arrivés à maturité. Grâce à la base de données sur les résultats en matière de développement générée par le système, la SII est en mesure de tirer des enseignements de ses opérations passées. C'est également la première année que toutes les opérations approuvées et notées en 2008 et décaissées ont reçu une note DIAS dans le cadre du processus d'évaluation annuelle de supervision et de mise à jour.



La base de données de développement de la SII permet de tirer des enseignements valables des opérations passées.

# cadre de mesure du développement

DOMAINE DE PERFORMANCE	INDICATEUR ET VALEURS DE RÉFÉRENCE	EXEMPLES D'INDICATEURS SPÉCIFIQUES	DIAS	XASR
<b>RÉSULTATS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT</b>				
Performance financière	Rendement pour les financiers	<ul style="list-style-type: none"> <li>Taux de rentabilité financière</li> <li>Rendement du capital investi</li> <li>Rendement des capitaux propres</li> <li>Coût du projet</li> <li>Respect du budget et des délais impartis</li> </ul>	X	X
Développement économique	Rendement pour la société	<ul style="list-style-type: none"> <li>Taux de rentabilité économique</li> <li>Prêts à des microentreprises et des PME</li> <li>Emplois</li> <li>Revenus fiscaux</li> <li>Revenues en devises</li> </ul>	X	X
Performance environnementale et sociale	Respect des normes de la SII	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorations dans la gestion environnementale et sociale, comme par exemple la réduction des niveaux d'émission</li> </ul>	X	X
Impact sur le développement du secteur privé	Contribution au secteur privé au-delà de l'entreprise bénéficiaire du projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'entreprises imitant les innovations de l'entreprise cliente de la SII</li> <li>Changements dans la législation</li> <li>Gouvernance d'entreprise</li> <li>Expansion du marché</li> <li>Accroissement de la concurrence</li> </ul>	X	X
Objectifs stratégiques de la SII	Contribution et soutien à la mission de la SII	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diversification par pays</li> <li>Type d'investissement</li> <li>Type de client</li> <li>Mécanisme d'intervention</li> <li>Conformité avec la stratégie du Groupe de la BID</li> </ul>	X	
<b>ADDITIONNALITÉ DE LA SII</b>				
Additionnalité financière	La SII en tant que catalyseur de l'investissement dans le secteur privé ; les conditions n'étaient pas disponibles sur le marché	<ul style="list-style-type: none"> <li>Financement alternatif non disponible (dans des conditions similaires en termes de prix, d'échéance, de devise et de disponibilité opportune)</li> <li>Mobilisation de ressources</li> </ul>	X	X
Additionnalité non financière	La SII a amélioré la conception du projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recours à l'assistance technique pour améliorer la conception du projet</li> <li>Introduction de normes internes améliorées</li> <li>Introduction de pratiques et de produits innovants</li> <li>Introduction de normes environnementales, sociales, de santé et de travail</li> </ul>	X	X
<b>QUALITÉ DU TRAVAIL DE LA SII</b>	Mesure de la qualité du travail de la SII sur la durée de vie du projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>Qualité du travail en termes de sélection, d'évaluation, de structuration, de supervision, d'administration, de rôle et de contribution</li> </ul>		X
<b>RÉSULTATS DES INVESTISSEMENTS DE LA SII</b>	Valeurs de références pour mesurer la performance des prêts et des prises de participation fixées en fonction des attentes de la SII au moment de l'approbation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contribution du projet aux bénéficiaires bruts</li> </ul>		X

## Résultats en matière de développement

Le cadre d'évaluation de la SII suit les normes de bonnes pratiques appliquées par les banques de développement multilatérales pour évaluer leurs opérations d'investissement dans le secteur privé. Ces normes stipulent que tous les rapports XASR doivent être validés de manière indépendante. Dans le cas de la SII, cette fonction est remplie par le Bureau de l'évaluation et de la supervision (OVE) de la BID. L'OVE passe en revue la fiabilité de l'analyse, l'impartialité et la cohérence des notations et les enseignements retenus.

En 2009, l'OVE a présenté à la Direction de la SII les résultats de son septième rapport d'évaluation indépendant<sup>1</sup>, qui couvre 15 rapports XASR correspondant à des projets approuvés entre 2003 et 2004 et arrivés à maturité en 2008 : 7 projets avec des entreprises et 8 projets avec des intermédiaires financiers<sup>2</sup>. Au total, l'OVE a évalué 128 rapports XASR de la base de données sur les résultats en matière de développement et portant sur des projets approuvés par la SII entre 1989 et 2004.

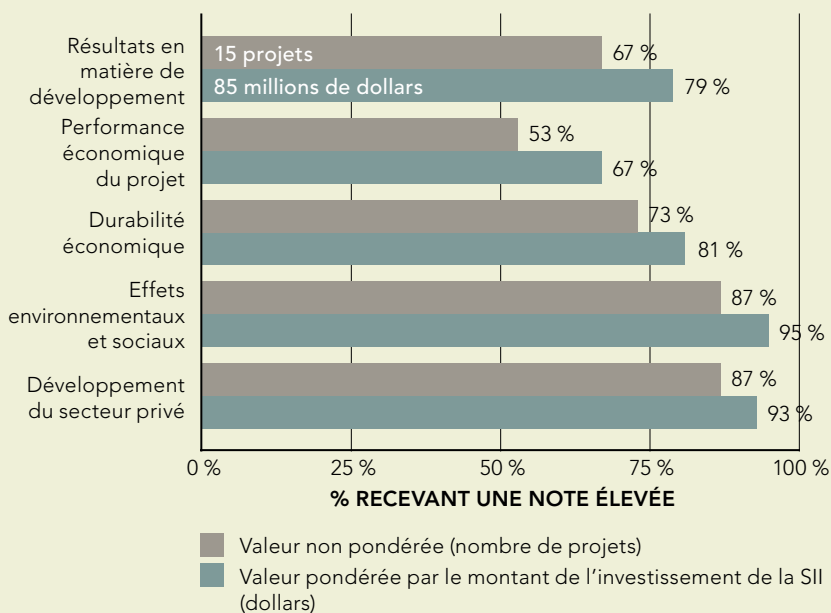
Cette section du rapport annuel met l'accent sur les résultats en matière de développement mais l'OVE fournit également une évaluation indépendante de trois autres domaines : le résultat des investissements, la qualité du travail et l'additionnalité. L'OVE conclut que la majorité (87 %) des 15 projets évalués en 2009 a obtenu des résultats positifs dans ces 3 catégories. Le rapport souligne également que la SII a très nettement amélioré la qualité de son travail au cours des dernières années, ce qui peut s'expliquer par les nombreuses améliorations apportées à la préparation et la gestion des projets.



# 67 %

des 15 projets évalués en 2009 ont eu un impact élevé sur le développement

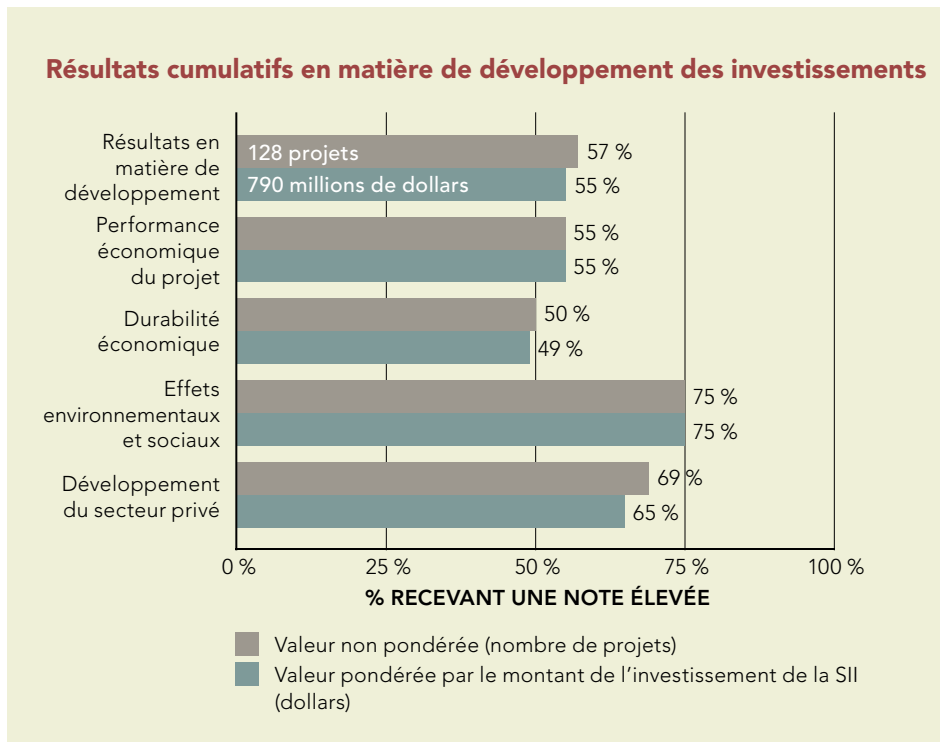
### Résultats en matière de développement selon les évaluations 2009\*



\*Septième rapport OVE

- 1 L'OVE doit présenter son septième rapport d'évaluation indépendant au Conseil d'administration de la SII au cours du premier semestre 2010.
- 2 Les normes de bonnes pratiques établissent que les prêts aux entreprises arrivent à maturité lorsque (a) le projet financé est terminé, ou (b) le projet financé a généré 18 mois de revenus d'exploitation pour l'entreprise, ou (c) la SII a reçu au moins un rapport d'états financiers audités couvrant au moins 12 mois de revenus d'exploitation générés par le projet. Dans le cas des projets avec des intermédiaires financiers, la maturité est atteinte 30 mois après le dernier décaissement.

En ce qui concerne les résultats globaux en matière de développement, ce septième rapport d'évaluation montre que 67 % des 15 investissements notés ont eu des effets positifs importants, obtenant des résultats durables en termes de performance économique, environnementale et sociale et contribuant au développement du secteur privé. Ces résultats, pondérés du volume des investissements de la SII, sont encore plus positifs, 79 % obtenant une note élevée en matière d'impact sur le développement.



La SII a recueilli et analysé les données d'impact sur le développement de projets approuvés ces 15 dernières années.

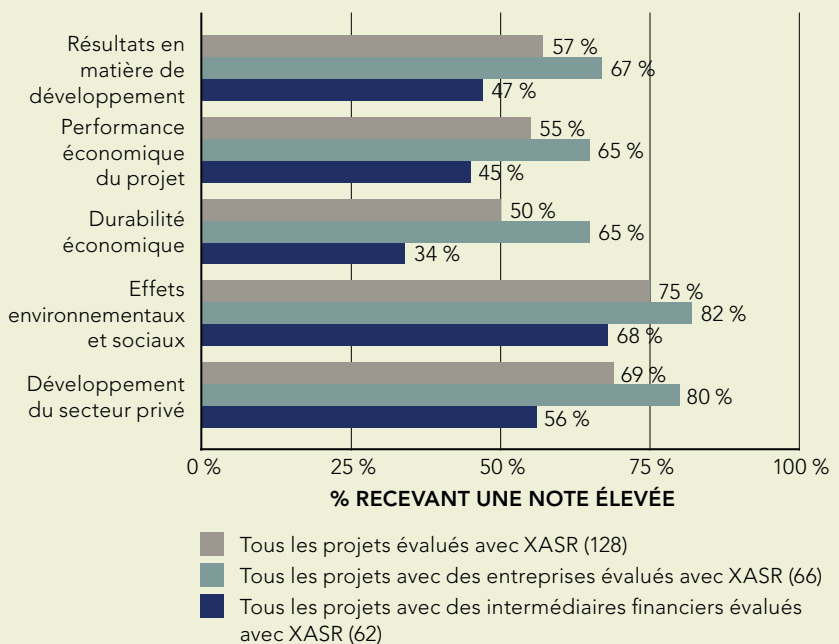
Le graphique ci-dessus illustre les résultats en matière de développement des projets réalisés en 15 ans. Entre 1989 et 2004, un plus faible pourcentage de projets a généré des résultats de développement favorables, car beaucoup ont subi les effets des multiples crises économiques qui ont secoué la région au début des années 1990. Le graphique de la page suivante montre qu'en moyenne les projets directs avec des entreprises ont obtenu de meilleurs résultats en matière de développement que les opérations avec des intermédiaires financiers. Cela conforte l'idée que les opérations de prêts directs avec les entreprises ont des résultats mesurables en matière de développement plus élevés et reçoivent donc des notes plus élevées lorsqu'elles arrivent à maturité.





Des outils innovateurs d'évaluation servent à mesurer la performance financière de la SII ainsi que l'impact sur le développement et l'additionnalité de ses opérations.

### Résultats en matière de développement : comparaison des projets avec des entreprises et avec des intermédiaires financiers\*



\*Tous les rapports XASR évalués par OVE jusqu'en décembre 2009

### Prévision des résultats en matière de développement

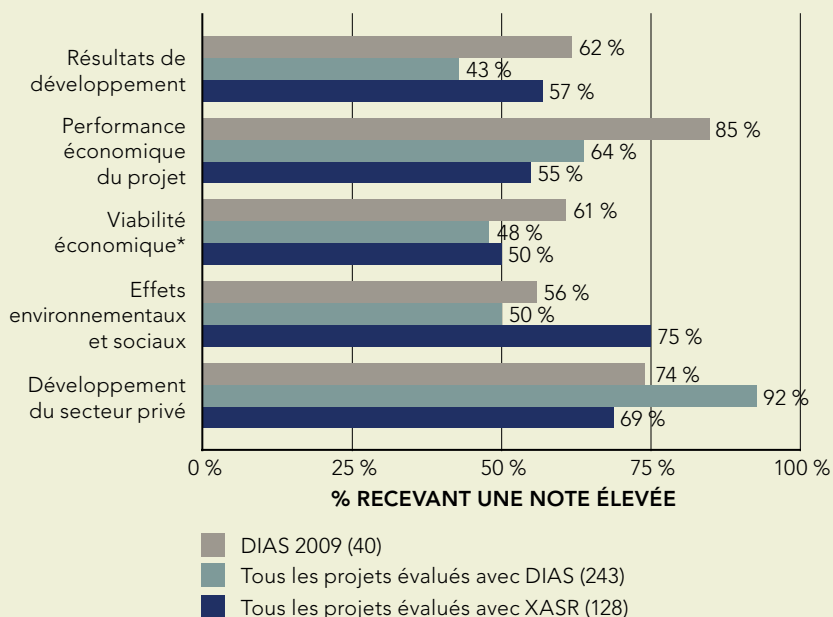
La base de données de développement croissante, qui est alimentée par les notations DIAS et les conclusions des rapports XASR, aide à combler le manque d'information entre les évaluations initiales et finales des résultats et de la performance de chaque projet.

### Servir les clients de la SII

Les évaluations des projets confirment que le soutien fourni par la SII aux PME a eu plusieurs effets positifs. Grâce au financement à long terme qu'elles ont obtenu et qui



## Base de données de développement : DIAS et XASR



\*Les données DIAS incluent uniquement les projets avec des entreprises ; les projets avec des intermédiaires financiers ne sont pas inclus.

Grâce aux prêts effectués par le biais d'intermédiaires financiers, la SII réussit à atteindre des entreprises pour qui il serait difficile d'obtenir un prêt direct.

n'est autrement pas disponible sur des marchés sous-desservis, les PME du secteur privé ont pu croître et développer leurs activités. Les entreprises ont également bénéficié d'une assistance technique pour les aider à se placer à l'avant-garde du développement environnemental et social durable. La majorité (79 %) des projets approuvés à des fins de financement en 2009 sont situés dans des pays aux économies plus petites

### Développement par le biais de produits financiers

#### Intermédiaires financiers

Prêter au travers d'intermédiaires financiers permet à la SII d'atteindre des entreprises auxquelles il serait difficile d'accorder directement des prêts. Les analyses du rapport 2009 de l'OVE sur des projets approuvés en 2003 et 2004 montrent que ces intermédiaires financiers ont apporté 125 millions de dollars à des entreprises privées en mobilisant leurs ressources propres et celles de la SII. Une partie de ce montant, 25 millions de dollars environ, est allée à des micro et petites entreprises.

En Bolivie, un prêt de la SII a rendu possible une opération de micro-financement qui a bénéficié à 823 micro et petites entreprises. Le montant moyen par opération était de 1 823 dollars. L'intermédiaire financier a ciblé des secteurs qui ont moins d'opportunités d'accéder au système financier traditionnel. Étant donné les niveaux de chômage en général élevés, donner accès au financement aux micro et petites entreprises est déterminant pour améliorer les conditions de vie des populations à faible revenu.

En Colombie, grâce à un prêt de la SII, la première caisse d'allocation familiale du pays a lancé un grand programme de financement destiné à octroyer des prêts à des micro et petites entreprises. Dans le cadre du programme, 104 entreprises ont reçu en

# 823

micro et petites entreprises de Bolivie ont reçu du financement de la SII par l'entremise d'intermédiaires financiers

# 260 riziculteurs

d'Uruguay ont reçu du financement et des conseils techniques au travers d'un client de la SII



La SII intervient avec des fonds d'assistance technique pour faciliter le transfert de technologie et l'engagement d'experts techniques.

moyenne 29 000 dollars de financement chacune. Le programme visait à développer la capacité technique nécessaire pour prêter à des secteurs qui ne remplissent généralement pas les conditions pour obtenir un financement auprès des banques.

## Chaînes d'approvisionnement

En fournissant des financements à des entreprises de plus grande taille, situées plus en amont de la chaîne d'approvisionnement, la SII les aide à financer leurs petits fournisseurs, comme les agriculteurs.

En Uruguay, un client agro-industriel a apporté du financement et des conseils techniques à 260 petits producteurs de riz qui l'approvisionnent. Le prêt de la SII a joué un rôle essentiel parce qu'il a permis à l'entreprise d'apporter à ses fournisseurs les ressources nécessaires pour couvrir leurs besoins en fonds de roulement et ce, à des conditions adaptées. Or un tel financement est en général difficile à obtenir auprès des banques commerciales. Grâce au financement et aux conseils techniques du client de la SII, les activités des producteurs sont devenues plus viables.

## Prêts directs au secteur privé

Les prêts directs aident les entreprises à s'attaquer aux obstacles qui entravent la croissance du secteur privé dans la région.

En Colombie, une entreprise manufacturière n'aurait pu accroître sa capacité de production sans un financement à long terme. Avec l'appui de la SII, elle a maintenu sa position concurrentielle, accru ses exportations et amélioré sa gouvernance en changeant d'auditeurs externes, conformément aux recommandations de la SII.

## Assistance technique financée par la SII

Pour maximiser son impact sur le développement, la SII ne se limite pas à accorder des financements aux entreprises et à demander qu'elles améliorent leurs performances environnementales et sociales. Ses clients sont souvent les premiers de leur secteur ou de leur pays à s'attaquer aux problèmes environnementaux et sociaux afin de se conformer aux normes locales et internationales en la matière. C'est à ce niveau que la SII joue un rôle déterminant : avec les fonds d'assistance technique fournis par les pays donateurs, elle facilite le transfert de technologie et permet d'engager des experts techniques et ainsi aide ses clients à devenir leaders dans le domaine de la responsabilité environnementale et sociale.

En Haïti, une entreprise de distribution de carburants bénéficiera de ressources d'assistance technique pour élaborer un plan d'action environnemental et social visant à moderniser ses stations-essence et ses terminaux de carburant et à se conformer aux bonnes pratiques du secteur. D'autres mesures concerneront l'amélioration des réservoirs de stockage souterrains et de surface, la mitigation des risques de fuite et de déversement et la formation des employés.

Au Nicaragua, une entreprise pharmaceutique a bénéficié d'un audit d'efficacité énergétique dans le cadre du programme SBRL afin d'identifier les améliorations nécessaires, quantifier le coût de l'investissement et le temps de retour sur investissement et calculer les économies annuelles réalisables.

### *Expertise en matière de durabilité environnementale et sociale*

Au cours de la dernière décennie, la SII a dispensé des formations sur la gestion des risques environnementaux à plus de 400 participants venant d'institutions financières en Amérique latine et dans les Caraïbes. Nombre de ces institutions ont mis en place leurs propres systèmes de gestion des risques environnementaux et gagné en reconnaissance internationale grâce à leurs avancées en matière de croissance durable.

Avec l'aide de la SII et d'autres banques multilatérales de développement, un producteur de sucre possédant des raffineries au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua, est en train de réaliser des améliorations environnementales. L'entreprise améliore la qualité des eaux usées, le suivi des émissions atmosphériques et les pratiques agricoles en mettant en place un système intégré de gestion de l'assurance qualité des produits agricoles.

61 % des projets d'entreprise de la SII approuvés en 2009, ont reçu de l'assistance technique et 72 % ont obtenu des notes élevées au plan environnemental et social.

## ateliers de gestion des risques environnementaux pour le secteur financier

En 2009, la SII a fêté une décennie de développement des capacités des institutions financières au travers de son programme de formation à la gestion des risques environnementaux. À ce jour, la SII a formé plus de 400 participants venant de plus de 170 institutions financières.

L'édition 2009 de l'atelier sur la gestion des risques environnementaux pour le secteur financier s'est tenue en Jamaïque, et a été organisée en collaboration avec l'Unité des sauvegardes environnementales et sociales de la BID ; 31 participants venant de 23 institutions financières de 11 pays (Brésil, Colombie, Équateur, États-Unis, Guyana, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Pérou et République dominicaine) y ont assisté.

Pendant l'atelier, les institutions financières clientes de la SII et de la BID ont appris comment développer leurs propres systèmes de gestion des risques environnementaux et devenir ainsi plus compétitives et rentables. Un intervenant de Banco Itaú (Brésil) a présenté son système de gestion des risques environnementaux et les opportunités liées à la durabilité environnementale.

En République dominicaine, un fabricant de matériaux de construction est en train d'élaborer un plan d'amélioration en matière d'environnement, de santé et de sécurité au travail avec l'aide de la SII. Le plan prévoit l'installation d'une usine de traitement des eaux usées et des extracteurs d'air pour améliorer la ventilation et abaisser la température ambiante. L'entreprise compte également obtenir la certification ISO 14001 pour le système de gestion environnementale de son usine de laminage.

### **RÉSULTATS FINANCIERS**

En 2008-2009, la rentabilité de la SII a été touchée par la récession économique de la région, qui a impacté ses résultats d'exploitation et l'a obligée à accroître ses provisions sur son portefeuille. Les revenus ont également été affectés par la baisse du LIBOR et une croissance plus faible du portefeuille de prêts.

Les provisions pour pertes sur prêts sont passées de 55,1 millions de dollars en 2008 à 66,5 millions de dollars en 2009, et elles restent à un niveau élevé en réponse à



En 2009, Standard and Poor's a conservé une perspective favorable de notation pour la SII, du fait de son solide profil financier et de ses initiatives stratégiques et opérationnelles.

un environnement économique incertain et défavorable. Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 5,2 millions de dollars, contre 13,9 millions de dollars en 2008.

L'efficacité a décliné en 2009 si l'on considère le ratio intérêts nets / frais administratifs, qui est passé de 1,9 en 2008 à 1,4 en 2009.

### **Risque du portefeuille de placements**

Le portefeuille de placements de la SII a terminé l'exercice en bonne condition malgré la crise financière et économique qui a persisté pendant la plus grande partie de 2009, grâce à une gestion conservatrice et une plus grande diversification du portefeuille de placements dans un contexte de volatilité et d'incertitude accrues sur les marchés monétaires.

La rentabilité a été touchée par la chute des taux d'intérêts sur l'ensemble de la courbe de rendement, et par la nécessité d'investir une plus grande partie des fonds disponibles dans des placements à un jour et des titres à faible risque.

### **Qualité des actifs**

L'actif productif, net de provisions, a baissé en 2009, passant de 878 millions de dollars en 2008 à 823 millions de dollars en 2009.

La qualité des actifs s'est détériorée au cours de la période, en raison de la récession économique mondiale. Si le portefeuille de prêts avec arriérés est passé de 0,56 % en 2008 à 0,65 % en 2009, le pourcentage des prêts douteux a bondi de 0,1 % en 2008 à 3,6 % en 2009. À la clôture de l'exercice 2009, le ratio provisions pour pertes sur prêts / prêts avec arriérés se situait toutefois à 12 et celui / prêts douteux à 2 ; les provisions pour pertes sont largement suffisantes pour couvrir le portefeuille à risque de la SII.

La région pourrait connaître une croissance modérée en 2010, à mesure que la récession mondiale se dissipera. Cette croissance devrait certes avoir un impact positif sur les clients de la SII, mais il faut s'attendre à une dégradation supplémentaire du portefeuille en conséquence de la crise.

### **Ratio de solvabilité**

L'Accord constitutif de la SII limite les emprunts à trois fois sa valeur nette. Dans la pratique, la SII a maintenu un ratio de levier financier en deçà de cette limite. Le ratio passif / fonds propres a diminué, passant de 1,03 en 2008 à 0,88 en 2009.

### **Liquidité**

La liquidité de la SII a été maintenue à un niveau élevé en 2009, pour faire face à une conjoncture incertaine et défavorable sur les marchés des capitaux et au ralentissement de la croissance du portefeuille de prêts. Le ratio liquidité / endettement est passé de 0,79 en 2008 à 0,87 en 2009.

### **Perspective selon Standard & Poor's**

En 2009, Standard & Poor's a maintenu positive la perspective de la notation de crédit de la SII, au vu de la solidité de son profil financier et de ses initiatives stratégiques et opérationnelles, qui contribuent à sa bonne santé financière et maximisent l'impact de ses opérations sur le développement de la région. Le rapport de l'agence de notation reconnaît que la crise mondiale a eu des répercussions négatives sur la rentabilité de la SII, mais souligne que la gestion prudente du risque et appropriée de l'actif et du passif a permis d'en minimiser les impacts.

## Sources de financement

Traditionnellement, la principale source de financement de la SII était les contributions en capital de ses pays membres et des prêts bilatéraux de banques commerciales. En 2005, la SII a toutefois commencé à diversifier ses sources de financement car la période de versement des tranches de l'augmentation du capital de 1999 allait prendre fin en 2007.

Avec le ralentissement de l'économie en 2009, la SII a cherché à améliorer son profil d'endettement. Elle a donc rééchelonné 100 millions de dollars de dette et lissé son échéancier de remboursements à court terme. La SII a également négocié de nouvelles lignes de crédit, pour un montant de 115 millions de dollars.

En décembre 2009, le passif financier de la SII s'élevait à 647 millions de dollars d'emprunts et ses lignes de crédit disponibles à 747 millions de dollars. Cette approche conservatrice des emprunts, ajoutée à sa bonne situation de trésorerie, réduit sensiblement le risque de crédit de la Société.

## Régimes de prestations de retraite et de prestations complémentaires au personnel retraité

La valeur des actifs auxquels sont adossées les obligations de prestations de la SII a augmenté de 30 % en 2009, à mesure que les marchés se ressaisissaient sous l'effet de l'intervention musclée des gouvernements et des banques centrales. La direction et le Conseil d'administration ont décidé d'accroître les contributions de la SII aux régimes de prestations de retraite et de prestations complémentaires au personnel retraité.

De ce fait, le taux de couverture actif / passif des régimes de retraite a progressé pour atteindre 93 %.

## GOVERNANCE

### Structure

#### *Assemblée des Gouverneurs*

L'Assemblée des Gouverneurs, composée d'un Gouverneur et de son suppléant nommés par chaque pays membre, est investie de tous les pouvoirs de la Société. Parmi les pouvoirs conférés à l'Assemblée des Gouverneurs qui ne peuvent être délégués au Conseil d'administration figurent l'admission de nouveaux pays membres, l'engagement d'auditeurs externes, l'approbation des états financiers vérifiés de la SII et l'amendement de l'Accord constitutif de la Société.

#### *Conseil d'administration*

Le Conseil d'administration est responsable de la conduite des opérations de la Société et exerce tous les pouvoirs que lui confère à cet effet l'Accord constitutif de la Société ou que lui délègue l'Assemblée des Gouverneurs. Le Conseil d'administration décide de l'organisation de base de la SII, y compris du nombre et des responsabilités générales des principaux postes administratifs et professionnels, et adopte le budget de l'institution. Les 13 membres et les 13 suppléants du Conseil d'administration sont élus pour une durée de 3 ans et représentent un ou plusieurs pays de la Société.

Le Comité exécutif du Conseil d'administration est composé de quatre personnes : l'administrateur ou le suppléant nommé par le pays membre qui détient le plus grand nombre d'actions dans la Société, deux administrateurs représentant les pays



L'Assemblée des Gouverneurs, composée d'un Gouverneur et de son suppléant nommés par chaque pays membre, est investie de tous les pouvoirs de la Société.

membres en développement de la région et un administrateur représentant les autres pays membres. Ce comité étudie tous les prêts et les prises de participation qu'effectue la Société dans des entreprises implantées dans les pays membres.

### Direction

Le Président de la BID est de droit Président du Conseil d'administration de la SII. Il préside les réunions du Conseil d'administration mais n'a pas droit de vote à moins qu'il ne faille départager les voix. Il peut participer à l'Assemblée des Gouverneurs de la SII mais ne peut y voter.

Le Conseil d'administration nomme le Directeur général de la SII à une majorité des quatre cinquièmes du total des droits de vote, sur recommandation du Président du Conseil d'administration. Le Directeur général supervise les cadres et les employés de la SII. Sous la direction du Conseil d'administration et la supervision générale du Président du Conseil d'administration, il est chargé des affaires ordinaires de la Société et, en consultation avec le Conseil d'administration et le Président du Conseil d'administration, il est responsable de l'organisation, de la nomination et du renvoi des cadres et des employés. Le Directeur général peut participer aux réunions du Conseil d'administration mais ne peut y voter.

Le Directeur général décide également de la structure opérationnelle de la SII et peut la modifier selon l'évolution des besoins de l'organisation.



### Structure de rémunération à Washington, D.C.\*

Niveau	Poste	Traitement minimum	Traitement maximum	Repartition des fonctionnaires par niveau	Salaire moyen/niveau	Avantages sociaux moyens†
E2	Exécutif	US\$ 269 639	US\$ 323 567	1,39 %	US\$ 323 567	US\$ 126 191
E5	Exécutif	196 732	245 915	1,39	245 049	95 569
1	Managérial	159 319	231 012	11,1	178 384	69 570
2	Managérial	138 726	208 088	2,8	161 790	63 098
3	Professionnel	115 775	185 241	9,7	133 065	51 895
4	Professionnel	101 865	162 984	20,8	113 976	44 451
5	Professionnel	92 807	139 211	9,7	102 775	40 082
6	Professionnel	82 874	124 311	6,9	85 705	33 425
7	Professionnel	73 629	110 444	2,8	73 807	28 785
8	Professionnel	64 588	96 882	11,1	73 010	28 474
9	Professionnel	57 223	85 835	11,1	60 946	23 769
10	Administratif	46 514	74 422	4,2	51 661	20 148
11	Administratif	40 522	64 835	5,6	44 987	17 545
12	Administratif	36 384	58 215	1,39	42 569	16 602
				100,0 %		

\*La rémunération du personnel qui travail dans la région est calculée en fonction des tranches de salaires locales déterminées par la BID.

†Y inclus les congés du personnel, les indemnités de fin de contrat de travail, les assurances vie et médicales et d'autres avantages non salariaux : voyage dans le pays d'origine, remboursement d'impôts, prise en charge des frais de prise de poste, de réinstallation et de rapatriement, allocation pour personnes à charge, indemnités scolaires, indemnités de mission.

La rémunération des membres du Conseil d'administration de la SII, y compris les Directeurs exécutifs, les Directeurs exécutifs suppléants, les Conseillers principaux et les Conseillers ainsi que le Président du Conseil d'administration, est prise en charge par la BID.

Chiffres à la date de décembre 2009

# 203 projets

La SII gère un portefeuille de 203 projets avec des entreprises et des institutions financières.

## Personnel

Pour remplir sa mission multilatérale, la SII comptait 107 postes titulaires au 31 décembre 2009 : 24 sont affectés dans 11 pays de la région (Argentine, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Paraguay, Pérou et Uruguay), les autres travaillent au siège à Washington, D.C. Parmi ces derniers, on compte 15 chargés d'investissement travaillant directement au montage et à l'élaboration de nouveaux projets et 10 affectés à plein temps à la supervision directe d'un portefeuille de 203 projets d'entreprises et d'institutions financières, y compris des visites annuelles sur le terrain.

Le reste du personnel apporte son soutien aux opérations et travaille au sein des divisions finance et gestion des risques, juridique, assistance technique et alliances stratégiques et dans les unités affaires institutionnelles, crédit, efficacité en matière de développement et stratégie institutionnelle, gestion et supervision du portefeuille et opérations spéciales.

# 107 membres

du personnel dont 24 sont détachés dans 11 pays de la région

## mesures de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent

La SII attache une grande importance à la transparence de ses opérations de financement, qui sont donc soumises à un processus rigoureux de vérification préalable et doivent respecter les bonnes pratiques de gestion. Pour chaque opération, la SII évalue les états financiers du bénéficiaire et ses capacités en matière de gestion et de contrôle, notamment les risques critiques auxquels il peut être exposé. Les pratiques de corruption sont au nombre de ces risques et ne sont absolument pas tolérées par la SII. La SII examine la réglementation de chaque pays hôte en matière de blanchiment d'argent et évalue la conformité de chaque institution financière à cette réglementation et l'adéquation de ses contrôles au plan de l'acceptation des dépôts et des contrôles de gestion. Les chargés d'investissements et les avocats qui participent à la définition et à la structuration des projets de la SII ainsi que leurs homologues de la BID et du Fonds multilatéral d'investissement de la BID reçoivent une formation sur les directives d'intégrité.

Le mécanisme antifraude de la SII s'intègre dans celui du Bureau de l'intégrité institutionnelle et du Comité de surveillance des fraudes et de la corruption de la BID, accentuant ainsi la synergie entre les deux institutions sur les questions de fraude et de corruption.

Le Groupe de la BID dispose d'installations sécurisées de téléphone, courrier électronique, télécopie et courrier pour quiconque souhaiterait déposer une allégation de fraude ou de corruption impliquant une activité financée par l'une quelconque de ses institutions membres. Pour plus d'informations sur la politique du Groupe de la BID en matière de lutte contre la fraude et la corruption et sur la façon de signaler les cas présumés, voir le site [www.iadb.org/topics/transparency/IAD/](http://www.iadb.org/topics/transparency/IAD/).

Depuis 2008, la BID pilote une refonte complète des systèmes d'intégrité du Groupe de la BID. Pour la seconder dans ses efforts, la BID a chargé un groupe externe indépendant de réaliser une analyse des systèmes existants pour s'attaquer aux problèmes de la fraude et de la corruption. En 2009, un programme de travail a été mis en place pour répondre aux recommandations formulées par le groupe externe. La SII a participé aux discussions et prévoit d'adopter les recommandations qui s'imposent et de mettre en œuvre un mécanisme revu compatible avec celui de la BID.

# états financiers vérifiés



# rapport des auditeurs indépendants

Société interaméricaine d'investissement

Les états financiers ci-joints de la Société interaméricaine d'investissement ont été traduits en français à partir des textes anglais et espagnol. Les états financiers en anglais et en espagnol ont été examinés par des réviseurs comptables indépendants de la Société. Le rapport des réviseurs sur l'examen effectué ainsi que leur opinion apparaissent dans les textes anglais et espagnol du Rapport annuel.

# bilan

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS  
(SAUF DONNÉES CONCERNANT LES ACTIONS)

	31 DÉCEMBRE	
	2009	2008
<b>ACTIF</b>		
Espèces et valeurs assimilables	\$ 99 012	\$ 111 326
Titres de placement		
Pour activité boursière	330 471	312 321
Détenus jusqu'à échéance	125 135	156 273
Disponibles à la vente	26 589	20 090
Investissements		
Prêts	857 626	904 170
Moins provisions pour pertes	(66 477)	(55 124)
	791 149	849 046
Participations (\$ 19 430 et \$ 14 408, respectivement, à leur juste valeur)	32 168	29 680
Total des investissements	823 317	878 726
Montants à recevoir et autres éléments d'actif	19 459	28 308
<b>Total de l'actif</b>	<b>\$ 1 423 983</b>	<b>\$ 1 507 044</b>
<b>PASSIF ET CAPITAL</b>		
Montants à payer et autres éléments de passif	\$ 16 387	\$ 24 869
Intérêts et commissions d'engagement à payer	3 161	4 110
Emprunts à court terme	110 043	30 000
Emprunts et créances à long terme		
(\$ 48 328 et \$ 51 032 respectivement, à leur juste valeur)	535 513	703 817
<b>Total du passif</b>	<b>665 104</b>	<b>762 796</b>
Capital		
Autorisé :		
70 590 et 70 590 actions respectivement (valeur nominale de \$ 10 000)		
Actions souscrites :		
70 590 et 70 480 actions respectivement (valeur nominale de \$ 10 000)	705 900	704 800
Moins souscriptions à recevoir	(47 199)	(47 199)
	658 701	657 601
Bénéfices non distribués	109 292	104 081
Autre revenu global cumulé	(9 114)	(17 434)
<b>Total du capital</b>	<b>758 879</b>	<b>744 248</b>
<b>Total du passif et du capital</b>	<b>\$ 1 423 983</b>	<b>\$ 1 507 044</b>

Les notes font partie intégrante des états financiers.

# compte de résultat

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	EXERCICES CLOS AUX 31 DÉCEMBRE	
	2009	2008
<b>REVENUS</b>		
Investissements sous forme de prêts		
Intérêts	\$ 45 432	\$ 57 333
Commissions d'ouverture	984	1 198
Commissions d'engagement	88	110
Autres revenus	856	480
	<u>47 360</u>	<u>59 121</u>
Investissements sous forme de participations		
Variation de valeur comptable	2 151	(1 297)
Plus-values sur ventes de participations	431	3 380
Dividendes et distributions	165	148
Autres revenus	50	251
	<u>2 797</u>	<u>2 482</u>
Titres de placement	10 561	18 790
Services-conseils, cofinancements et autres revenus	2 595	3 030
<b>Total des revenus</b>	<b><u>63 313</u></b>	<b><u>83 423</u></b>
Frais emprunts et créances à long terme (déduction faite des variations de la juste valeur des instruments financiers correspondants)	21 523	30 599
<b>Total des revenus, valeur nette d'intérêts</b>	<b><u>41 790</u></b>	<b><u>52 824</u></b>
<b>DOTATION AUX PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS ET GARANTIES</b>	<b>10 285</b>	<b>14 179</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Dépenses administratives	25 917	24 657
Plus-values/moins-values nettes sur opérations de change	(41)	7
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b><u>25 876</u></b>	<b><u>24 664</u></b>
<b>Résultat avant activités d'assistance technique</b>	<b>5 629</b>	<b>13 981</b>
Activités d'assistance technique	418	68
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b><u>\$ 5 211</u></b>	<b><u>\$ 13 913</u></b>

Les notes font partie intégrante des états financiers.

# état du revenu/(perte) global

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>EXERCICES CLOS AUX 31 DÉCEMBRE</b>	
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
<b>REVENU NET</b>	\$ 5 211	\$ 13 913
<b>AUTRE REVENU/(PERTE) GLOBAL</b>		
Plus-value (perte) actuarielle nette	12 388	(25 597)
Amortissement de :		
Obligation de transition	174	174
Coût des prestations antérieures	(4 536)	64
Autre	—	(11)
	8 026	(25 370)
Plus-value latente sur titres de placement disponibles à la vente	294	90
<b>REVENU (PERTE) GLOBAL</b>	<b>\$ 13 531</b>	<b>\$ (11 367)</b>

Les notes font partie intégrante des états financiers.

# tableau de variation des capitaux propres

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS</b>	<b>AUTRE RÉSULTAT GLOBAL CUMULÉ</b>	<b>CAPITAL SOCIAL*</b>	<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>
<b>Au 31 décembre 2007</b>	<b>\$ 90 168</b>	<b>\$ 7 846</b>	<b>\$ 636 526</b>	<b>\$ 734 540</b>
Exercice clos au 31 décembre 2008				
Résultat net	13 913	—	—	13 913
Autre résultat global	—	(25 280)	—	(25 280)
Versements reçus au titre du capital social souscrit	—	—	21 075	21 075
<b>Au 31 décembre 2008</b>	<b>\$ 104 081</b>	<b>\$ (17 434)</b>	<b>\$ 657 601</b>	<b>\$ 744 248</b>
Exercice clos au 31 décembre 2009				
Résultat net	5 211	—	—	5 211
Autre résultat global	—	8 320	—	8 320
Versements reçus au titre du capital social souscrit	—	—	1 100	1 100
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>\$ 109 292</b>	<b>\$ (9 114)</b>	<b>\$ 658 701</b>	<b>\$ 758 879</b>

\*Dédution faite des souscriptions à recevoir

Les notes font partie intégrante des états financiers.

# état des flux de trésorerie

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	EXERCICES CLOS AUX 31 DÉCEMBRE	
	2009	2008
<b>FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Décassements de prêts	\$ (127 977)	\$ (264 644)
Décassements de participations	(3 737)	(1 618)
Décassements de garanties	—	(8)
Remboursements de prêts	191 370	132 262
Ventes de participations	3 832	15 539
Titres de placement détenus jusqu'à échéance		
Échéances	20 081	20 000
Titres disponibles à la vente		
Achats	—	(20 000)
Ventes	5 459	—
Dépenses d'investissement	(124)	(134)
Produit d'actifs recouverts	4 272	1 717
<b>Flux de trésorerie nets affectés aux opérations d'investissement</b>	<b>\$ 93 176</b>	<b>\$ (116 886)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Décassements des emprunts, valeur nette	(106 174)	266 244
Souscriptions au capital	1 100	21 075
<b>Flux de trésorerie nets affectés aux opérations de financement</b>	<b>\$ (105 074)</b>	<b>\$ 287 319</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS À L'EXPLOITATION</b>		
Résultat net	5 211	13 913
Ajustements pour rétablir la concordance entre le résultat net et les flux de trésorerie nets affectés à l'exploitation :		
Plus-values réalisées sur la vente de participations	(462)	(2 981)
Variation des montants à recevoir et autres éléments d'actif	12 211	(2 933)
Variation de la valeur comptable des participations	(2 120)	2 396
Dotations aux provisions pour pertes sur prêts et garanties	10 285	14 179
Plus ou moins-values latentes sur titres de placement	(3 718)	(1 120)
Participations recouvrées	—	(318)
Variation des montants à payer et autres éléments de passif	(1 347)	2 039
Variation des actifs nets du régime de retraite et du RPPR	(1 976)	(1 254)
Plus ou moins-values latentes sur instruments dérivés non spéculatifs	723	(578)
Variation de la valeur des emprunts à leur juste valeur	(1 186)	817
Autres, valeur nette	1 176	606
	13 586	10 853
Titres de placement pour activité boursière		
Achats	(1 638 598)	(1 802 481)
Ventes, échéances et remboursements	1 619 378	1 648 563
	(19 220)	(153 918)
<b>Flux de trésorerie nets affectés à l'exploitation</b>	<b>\$ (423)</b>	<b>\$ (129 152)</b>
<b>Incidence nette des variations de taux de change sur espèces et valeurs assimilables</b>	<b>7</b>	<b>(1)</b>
<b>Variation nette des espèces et valeurs assimilables</b>	<b>(12 314)</b>	<b>41 280</b>
<b>Espèces et valeurs assimilables au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>111 326</b>	<b>70 046</b>
<b>Espèces et valeurs assimilables au 31 décembre</b>	<b>\$ 99 012</b>	<b>\$ 111 326</b>
<b>Information complémentaire :</b>		
Intérêts versés au cours de l'exercice	\$ 24 137	\$ 28 904
Titres détenus jusqu'à échéance transférés à disponibles à la vente	\$ 12 286	\$ —

Les notes font partie intégrante des états financiers.

## OBJET

La Société interaméricaine d'investissement (la Société) est une institution multilatérale qui a été constituée en 1986 et est entrée en activité en 1989 avec pour mission de promouvoir le développement économique des pays membres d'Amérique latine et des Caraïbes par le biais du financement des petites et moyennes entreprises. La Société accomplit cette mission, conjointement avec des investisseurs privés, en octroyant des prêts et en prenant des participations lorsque le capital privé n'est pas suffisamment disponible à des conditions raisonnables ; elle joue également un rôle de catalyseur en mobilisant du financement complémentaire de projets auprès d'autres investisseurs et prêteurs par le biais de cofinancements ou de syndications de prêts, de prises fermes et de garanties. Outre le financement de projets et la mobilisation de ressources, la Société offre à ses clients des services-conseils financiers et techniques. Le capital social de la Société est fourni par les pays membres. La Société mène ses opérations principalement en dollars des États-Unis et son territoire d'exploitation est limité aux vingt-six pays membres de la région. La Société est membre du Groupe de la Banque interaméricaine de développement (Groupe de la BID) qui comprend également la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Fonds multilatéral d'investissement (MIF).

## 1. BASE DE PRÉSENTATION

Les principes appliqués par la Société en matière de comptabilité et de présentation des informations financières sont conformes aux principes comptables généralement admis aux États-Unis (GAAP). Toute référence faite dans les présentes notes aux GAAP publiés par le Conseil des normes comptables financières (FASB) est une référence à la codification des normes comptables du FASB, parfois dénommée Codification ou ASC.

Tous les montants présentés dans les états financiers et les notes ci-joints sont exprimés, sauf indication contraire, en milliers de dollars des États-Unis d'Amérique (dollars des États-Unis, USD ou \$), qui est la monnaie fonctionnelle de la Société.

## 2. RÉCAPITULATIF DES PRINCIPALES POLITIQUES COMPTABLES

**Emploi d'estimations** — La préparation d'états financiers exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui affectent les montants portés à l'actif et au passif, les informations données sur des éléments d'actif et de passif éventuels à la date de la présentation des états financiers ainsi que les montants déclarés des revenus et des dépenses au cours de la période considérée. Les chiffres réels peuvent différer de ces estimations. La détermination de la suffisance des provisions pour pertes sur les prêts et les garanties et l'estimation de la juste valeur des prêts et participations, des emprunts et des instruments dérivés ont été faites avec beaucoup de discernement, tout comme l'a été le calcul du coût net des prestations périodiques du régime de retraite et des prestations complémentaires au personnel retraité ainsi que la valeur actualisée des obligations de prestations. Les opérations de la Société comportent des incertitudes et des risques inhérents. Il est possible qu'un changement dans la conjoncture économique puisse avoir un effet négatif sur la situation financière de la Société.

**Espèces et valeurs assimilables** — Des instruments d'investissement hautement liquides achetés avec une échéance d'origine inférieure ou égale à trois mois autres que ceux détenus comme titres pour activité boursière sont considérés comme des valeurs assimilables à des espèces.

**Titres de placement** — Dans le cadre de la stratégie d'ensemble de gestion de son portefeuille, la Société investit dans des obligations d'État et d'organismes étatiques, des dépôts à terme, des billets de trésorerie et des instruments bancaires conformément à ses critères d'investissement en matière de risque de crédit et de durée. Les obligations d'État et d'organismes étatiques sont notamment des obligations à taux fixe de haute qualité à court, moyen ou long terme, et autres obligations émises par ou avec la garantie inconditionnelle du gouvernement des pays ou d'autres entités officielles comme les organismes étatiques. Les titres de placement que détient la Société sont classés en fonction de l'intention qu'avait la direction au moment de leur achat et sont comptabilisés à la date de l'achat. La Société

classe en tant qu'activité boursière son portefeuille qui comporte des titres achetés et détenus aux fins de leur revente à court terme, ces titres sont comptabilisés à leur juste valeur, les plus et moins-values latentes étant inscrites à la rubrique Revenu provenant de titres de placement. Les titres à échéance fixe classés dans la catégorie Détenus jusqu'à échéance sont des titres que la Société a la capacité et l'intention de détenir jusqu'à leur échéance et qui sont comptabilisés à leur coût amorti. Tous les autres titres sont classés dans la catégorie Disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur, les plus ou moins-values latentes nettes étant inscrites à la rubrique Autre résultat global cumulé. Les intérêts et dividendes sur titres, l'amortissement de primes d'émission et l'accroissement des escomptes sont comptabilisés dans la rubrique Revenu provenant de titres de placement. Les investissements qu'effectue la Société dans des titres de créance des marchés d'Amérique latine et des Caraïbes par suite de ses activités de développement sont classés comme étant détenus jusqu'à échéance et comptabilisés au bilan à leur coût amorti.

Des changements de circonstances peuvent entraîner la Société à modifier l'intention qu'elle avait de détenir un certain titre jusqu'à échéance sans que cela remette en question son intention de détenir d'autres titres jusqu'à échéance à l'avenir. Au cours du premier trimestre 2009, la direction a déterminé qu'une sensible détérioration de la solvabilité d'un émetteur était survenue. Cet événement est envisagé dans la FASB ASC 320-10-25-6a, auparavant dénommée SFAS 115 intitulée *Comptabilisation de certains placements en titres de créance et de participation (telle que modifiée)* comme changement de circonstances ne devant pas être considéré comme incompatible avec la classification d'origine des titres. Ces titres ont pour ces motifs été transférés dans la catégorie Disponibles à la vente et ont été ultérieurement vendus en partie en mars et avril 2009. Un exposé plus détaillé sur ce transfert de titres détenus jusqu'à échéance figure en Note 3.

**Investissements sous forme de prêts et de participations** — Les engagements d'investissement sous forme de prêts et de participations constituent des obligations juridiques lorsque le contrat de prêt ou de participation est signé et sont enregistrés comme des éléments d'actif lorsqu'ils sont décaissés. Les prêts sont comptabilisés à concurrence de leur encours en principal, corrigé des provisions pour pertes. Dans certains cas, la Société obtient des nantissements, notamment sous forme d'hypothèques et de garanties de tierces parties. Les participations qui comprennent des participations directes et des participations dans des sociétés du type « Limited Liability Partnerships » (LLP) sont initialement inscrites à leur coût qui est généralement la juste valeur de la contrepartie versée. Les participations directes et dans certaines LLP pour lesquelles la Société maintient un compte de participation au capital mais sur lesquelles elle n'exerce pas une influence significative sont comptabilisées à leur coût assorti d'une réduction de valeur. La méthode de la juste valeur est appliquée aux participations dans des LLP représentant un intérêt non mineur pour la Société.

Le montant comptabilisé des prêts et des participations est revu périodiquement et ajusté en fonction de réductions de valeur éventuelles. La Société considère qu'un prêt est douteux lorsque, en fonction des circonstances et des informations disponibles, il existe un doute sérieux quant aux possibilités de recouvrement de tous les montants dus conformément aux termes du contrat de prêt. L'analyse de réduction de valeur des investissements sous forme de participations est effectuée au moins une fois par an sur la base des renseignements financiers les plus récents et des rapports de recherche disponibles à ce sujet. Ces analyses sont subjectives et sont fondées entre autres sur des données financières pertinentes. Sont également prises en compte les tendances du secteur de l'émetteur, les performances passées des actions ainsi que l'intention de la Société de conserver la participation sur une longue durée. Lorsque la réduction de valeur est identifiée et considérée comme non temporaire, la participation est comptabilisée à sa valeur réduite qui devient la nouvelle base de coût de la participation. Les pertes pour réduction de valeur ne sont contrepassées pour tenir compte de la récupération ultérieure de valeur de la participation que lorsque celle-ci est vendue.

**Provision pour pertes sur prêts** — La Société inscrit au bilan la baisse de valeur du portefeuille de prêts par le biais de provisions pour pertes sur les investissements sous forme de prêts, en enregistrant une dotation ou une récupération de la provision pour pertes sur le résultat net, accroissant ou diminuant ainsi la provision pour pertes sur les investissements sous forme de prêts. Les prêts éliminés du bilan, ainsi que tout recouvrement ultérieur, sont



comptabilisés dans le compte de provisions pour pertes. La provision pour pertes est maintenue par la direction de la Société à un niveau qu'elle juge adéquat pour absorber les pertes estimées probables sur son portefeuille de prêts. La direction se fonde sur le degré de risque et les performances de chaque prêt, la conjoncture économique et d'autres facteurs qu'elle considère importants.

La provision pour pertes sur les investissements sous forme de prêts correspond aux estimations tant de pertes probables déjà identifiées que de pertes probables inhérentes au portefeuille mais non identifiables spécifiquement. La détermination de pertes probables identifiées représente, de l'avis de la direction, la solvabilité de l'emprunteur et est établie par le biais de l'examen périodique des prêts individuels. Cette estimation prend en compte toutes les preuves disponibles y compris, le cas échéant, la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus escomptés à la date d'entrée en vigueur du contrat de prêt, la juste valeur des sûretés réelles moins les coûts d'aliénation et d'autres valeurs de marché observables. Compte tenu de l'objet de la Société, la valeur sur le marché secondaire n'est habituellement pas disponible pour des opérations similaires. Les provisions pour pertes attribuées au reste du portefeuille de prêts, c'est-à-dire pour pertes probables inhérentes au portefeuille mais non identifiables spécifiquement, sont établies par le biais d'une estimation de la perte probable inhérente au portefeuille en se fondant sur un processus d'évaluation des risques du portefeuille. L'analyse est elle-même fondée sur l'expérience passée et les données de marché qui sont disponibles et elle comprend le risque pays, le risque de corrélation ou de contagion des moins-values entre les marchés, la non-exécution en vertu de garanties du promoteur ou de lettres d'accord, ainsi que l'analyse d'états financiers préparés conformément à des principes comptables autres que les GAAP.

**Constatation des produits de prêts** — Les intérêts et les commissions, à l'exception des commissions d'ouverture, sont comptabilisés en tant que revenu dans la période où ils sont produits. La Société n'enregistre pas de revenu sur les prêts s'il existe un doute quant aux possibilités de recouvrement ou, en règle générale, si le paiement du principal ou des intérêts accuse plus de 90 jours d'arriérés. Tout intérêt couru concernant un prêt à intérêt non comptabilisé est déduit du revenu et n'est ensuite constaté qu'à mesure de la réception des paiements et à condition que, de l'avis de la direction, l'emprunteur ait démontré sa capacité à payer régulièrement les échéances en principal et intérêts. Les intérêts qui n'ont pas été comptabilisés auparavant mais qui ont été capitalisés dans le cadre d'une renégociation de dette sont constatés en tant que produit comptabilisé d'avance et ne sont crédités au compte de revenu que lorsque le montant en principal correspondant est reçu.

Les commissions d'ouverture et les coûts différentiels directs liés à la constitution d'un dossier de prêt ne sont pas comptabilisés d'avance ni amortis sur la durée du prêt car les commissions d'ouverture ne servent qu'à rembourser à la Société les frais de constitution d'un dossier de prêt. Les commissions d'ouverture non remboursables en deçà ou au delà du coût de constitution du dossier de prêt sont considérées comme négligeables dans les états financiers.

**Constatation des produits de participations** — Les dividendes et les participations bénéficiaires provenant des investissements sous forme de participation qui sont comptabilisés selon la méthode du coût assorti d'une réduction de valeur, sont constatés comme revenu lorsqu'est déclarée ladite distribution. Les plus-values sur la vente ou le rachat de participations comptabilisées à leur coût assorti d'une réduction de valeur sont constatées en tant que revenu lorsqu'elles sont reçues. En ce qui concerne les LLP comptabilisées à leur juste valeur, les distributions de dividendes sont considérées selon l'évaluation de la valeur d'actif net de chaque participation sous-jacente et comptabilisés en tant que variation de la valeur comptable de l'investissement.

**Garanties** — La Société offre des cautions couvrant, sur une base de risque partagé, les obligations de tiers relatives à des prêts ou à des titres émis à l'appui de projets situés dans un pays membre pour améliorer leur surface financière et leur permettre de conclure une vaste gamme d'opérations commerciales. Ces garanties financières sont des engagements pris par la Société qui garantissent l'exécution des paiements de l'emprunteur à un tiers. La politique

de la Société visant à exiger un nantissement concernant ces instruments et le type de nantissement détenu est généralement la même que pour les prêts. Les garanties sont considérées comme émises lorsque la Société signe la convention de garantie, comme encourus lorsque l'obligation financière sous-jacente est encourue vis-à-vis du tiers et comme appelées lorsque l'obligation de la Société au titre de la garantie est mise en jeu. Il y a deux obligations liées aux garanties, à savoir (1) l'obligation d'être prêt à l'exécution et (2) l'obligation éventuelle d'effectuer des paiements futurs. L'obligation d'être prêt à l'exécution est constatée à la date de l'engagement à moins que l'élément de passif éventuel existe à ce moment-là ou qu'il est prévu d'exister à court terme et elle est alors constatée à sa juste valeur. L'élément de passif éventuel lié à la garantie financière est constaté lorsqu'il est probable que la garantie sera mise en jeu et lorsque l'on peut raisonnablement estimer le montant de la garantie. Tous les éléments de passif disponibles sur demande et éventuels liés aux garanties sont inscrits au poste Autres éléments de passif et la contrepartie pour les montants reçus ou à recevoir est inscrite au bilan dans Autres éléments d'actif. Lorsque les garanties sont mises en jeu, le montant décaissé est constaté comme un nouveau prêt et des provisions spécifiques sont fixées sur la base de la perte probable estimée. Ces provisions sont inscrites en tant que dotation aux provisions pour pertes dans Autres éléments de passif. Le revenu est acquis à mesure que la Société est dégagée du risque à l'expiration ou à la liquidation de la garantie.

**Activités de gestion des risques : instruments dérivés utilisés à des fins non spéculatives** — Dans le cadre de sa gestion des risques financiers, la Société conclut des opérations comportant divers instruments dérivés. Elle gère son risque de fluctuation des taux d'intérêts par le biais d'instruments dérivés tels que des swaps de taux d'intérêt et des options position acheteur (c'est-à-dire des garanties de taux plafond). Les instruments dérivés modifient les caractéristiques de taux d'intérêt de l'instrument financier en question pour produire le taux d'intérêt souhaité et aucun n'est dans une relation de comptabilité de couverture. La Société n'a pas recours aux instruments dérivés à des fins spéculatives.

Les instruments dérivés figurent au bilan à leur juste valeur et sont classés comme élément d'actif ou de passif, selon leur nature et au montant net de leur juste valeur. Tout changement de la juste valeur des instruments dérivés liés à des emprunts figure comme contrepartie sur les intérêts des emprunts objet de la couverture.

**Charges constatées d'avance** — Les coûts relatifs à l'émission de titres de créance et autres accords financiers sont constatés d'avance et amortis sur la durée de vie du titre de créance correspondant selon une méthode d'amortissement linéaire, qui est proche de la façon dont les coûts seraient constatés selon la méthode de l'intérêt réel.

**Immobilisations** — La Société comptabilise les immobilisations à leur coût moins l'amortissement cumulé et les amortit selon la méthode d'amortissement linéaire sur la durée de vie estimée des immobilisations, à savoir de trois à sept ans.

**Opérations en devises** — Les éléments d'actif et de passif non libellés en dollars des États-Unis sont convertis à leur contrevalet en dollars des États-Unis sur la base du taux de change auquel l'élément d'actif ou de passif pourrait être raisonnablement liquidé à ladite date. Les revenus et les dépenses sont convertis chaque mois à un montant proche du taux de change moyen pondéré, les plus et moins-values qui en résultent étant intégrées au revenu.

**Juste valeur des instruments financiers** — La FASB ASC 825-10-50-10, auparavant dénommée SFAS 107 intitulée *Informations sur la juste valeur des instruments financiers* et la FASB ASC 820-10-15-1, auparavant dénommée SFAS 157 intitulée *Mesure de la juste valeur* requièrent que les entreprises fournissent des informations sur la juste valeur estimée de leurs instruments financiers et leur estimation de juste valeur, qu'elle soit ou non comptabilisée au bilan.

La FASB ASC 820-10-15-3a définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un élément d'actif ou payé pour céder un élément de passif (c'est-à-dire le « prix de sortie ») d'une transaction ordonnée entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Pour déterminer la juste valeur, la Société se sert de diverses approches de valorisation, dont les approches fondées sur le marché, le revenu et/ou le coût. La FASB ASC 820-10-50-2 établit une hiérarchie entre les données utilisées pour mesurer la juste valeur, en maximisant le recours à des données observables et en minimisant le recours à des données non observables ; elle exige d'avoir recours à des données observables lorsque celles-ci sont disponibles. Les données observables sont des données dont se serviraient les participants sur le marché pour déterminer le prix d'un actif ou d'un passif en fonction des données de marché obtenues auprès de sources indépendantes de la Société. Les données non observables sont des données qui sont l'expression de ce que la Société suppose que seraient les hypothèses que retiendraient les opérateurs sur le marché pour déterminer le prix d'un actif ou d'un passif en se fondant sur les meilleures informations disponibles compte tenu des circonstances. La hiérarchie se décompose en trois niveaux selon la fiabilité des données, à savoir :

- Niveau 1 — Valorisations fondées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques auxquels la Société a accès. Aucun ajustement de valeur ni remise de blocs de titres ne s'applique aux instruments de niveau 1. Étant donné que les valorisations se fondent sur des prix cotés qui sont librement et régulièrement disponibles sur un marché actif, la valorisation de ces produits ne comporte pas un niveau élevé de jugement professionnel.

Les actifs et les passifs qui emploient des données de niveau 1 sont notamment des titres de placement qui se négocient activement et certains autres engagements d'États souverains.

- Niveau 2 — Valorisations fondées sur des prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs ou pour lesquels toutes les données importantes sont directement ou indirectement observables.

Parmi les actifs et les passifs qui emploient des données de niveau 2 figurent des titres de placement qui ne se négocient pas activement, des contrats de dérivés et certains prêts et emprunts structurés d'entreprises.

- Niveau 3 — Valorisations fondées sur des données non observables qui sont pertinentes quant à la mesure de la juste valeur dans son ensemble.

Parmi les actifs et les passifs qui emploient des données de niveau 3 figurent certains prêts aux entreprises et des investissements de capital privé.

Pour nombre des prêts aux entreprises octroyés par la Société, il est pratiquement impossible d'en estimer la juste valeur. En conséquence et conformément aux exigences de la FASB ASC 825-10-50-16, des informations complémentaires relatives à l'estimation de leur juste valeur, telles que leur valeur comptable, le taux d'intérêt et l'échéance sont fournies ici.

La disponibilité de données observables peut varier d'un produit à l'autre et se voit affectée par toute une série de facteurs tels que par exemple le type de produit et d'autres caractéristiques propres à la transaction. Plus la valorisation est fondée sur des modèles ou des données qui sont moins voire non observables sur le marché, plus élevé est le niveau de jugement professionnel nécessaire pour déterminer la juste valeur. C'est pourquoi le niveau de jugement professionnel qu'exerce la Société pour déterminer la juste valeur est plus élevé pour les instruments du niveau 3. Dans certains cas, les données qui servent à mesurer la juste valeur peuvent correspondre à des niveaux différents de la hiérarchie de juste valeur. Dans ces cas là, aux fins de la présentation d'information, le niveau de hiérarchie qui correspond à la mesure de la juste valeur dans son intégralité est déterminé en fonction du niveau le plus bas qui est pertinent pour la mesure de la juste valeur dans son intégralité.

La juste valeur de nombreux instruments financiers provient de modèles de détermination de prix. Les modèles de détermination de prix tiennent compte des modalités contractuelles (y compris l'échéance) ainsi que de nombreuses

données comme, le cas échéant, les courbes de rendement des taux d'intérêt, les courbes de crédit, la solvabilité de la contrepartie, la volatilité des options et les taux de change. Conformément à la FASB ASC 820-10, il est également tenu compte de l'impact des différentiels de taux propres à la Société lors de la mesure de la juste valeur des passifs, y compris les contrats de dérivés. Le cas échéant, il est procédé à des ajustements de valorisation pour tenir compte de divers facteurs tels que les écarts entre cours acheteur et cours vendeur, la qualité du crédit et la liquidité du marché. Ces ajustements sont appliqués de manière uniforme et sont fondés sur des données observables lorsque celles-ci sont disponibles.

La méthodologie et les hypothèses utilisées par la direction pour l'estimation de la juste valeur des instruments financiers de la Société sont les suivantes :

**Espèces et valeurs assimilables** : La valeur comptable, telle qu'elle apparaît au bilan, est proche de la juste valeur.

**Titres de placement** : La juste valeur des titres de placement est fondée sur les cours cotés à la date du bilan sur des marchés actifs pour des actifs identiques, s'ils sont observables. Pour les placements pour lesquels les prix et autres informations pertinentes générés par les opérations de marché pour des actifs identiques ou comparables ne sont pas disponibles, on a recours à la valorisation par approche de revenu en se servant de courbes de rendements, des différentiels de swaps sur défaillance de crédit ou d'obligations et des taux de recouvrement en fonction des valeurs données en garantie en tant que principales données. Les titres de placement sont généralement classés au niveau 1 de la hiérarchie de juste valeur.

**Investissements sous forme de prêts** : La méthodologie qu'utilise la Société pour mesurer la juste valeur des prêts octroyés à certaines institutions financières par le biais d'accords qui favorisent le développement économique pour lesquels une combinaison de facteurs observables et non observables est généralement disponible, requiert l'emploi d'estimations et des calculs de valeur actualisée des flux monétaires futurs. La juste valeur des investissements sous forme de prêts est fondée sur les opérations récemment effectuées, les cours du marché, s'ils sont observables, et les niveaux observables de différentiels de swaps sur défaillance de crédit ainsi que sur des modèles exclusifs de valorisation lorsque les opérations et les cours ne sont pas observables. La prévision des flux de trésorerie aux fins de l'estimation de la juste valeur est subjective et imprécise, et des modifications mineures des hypothèses ou des méthodologies peuvent affecter de manière non négligeable les valeurs estimées. L'absence de normes objectives de tarification ajoute un degré plus important encore de subjectivité et de volatilité à ces justes valeurs dérivées ou estimées. Des informations complémentaires sur les investissements sous forme de prêts comptabilisés à leur juste valeur figurent à la note 9.

**Investissements sous forme de participations** : La Société prend des participations au capital de petites et moyennes entreprises du secteur privé de l'Amérique latine et des Caraïbes et investit également dans des LLP. Dans la majorité des cas, il n'existe pas de prix du marché et les autres méthodes d'évaluation requièrent un niveau non négligeable de discernement. Des informations complémentaires sur les LLP comptabilisées à leur juste valeur figurent à la note 9.

**Contrats de dérivés** : Ceux-ci comprennent les contrats de swap ou d'option relatifs aux taux d'intérêt. Les justes valeurs sont déterminées en obtenant la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus dûment escomptés. Les modèles de détermination de prix utilisés ne comportent pas de subjectivité importante car les méthodologies employées ne requièrent pas un niveau significatif de jugement professionnel et les données de détermination de prix sont observées sur des marchés cotés actifs comme c'est le cas pour les contrats génériques d'option et de swap de taux d'intérêt. Tous les produits dérivés valorisés par la Société en fonction de modèles de détermination de prix tombent dans cette catégorie et sont classés au niveau 2 de la hiérarchie de juste valeur. La juste valeur estimée des instruments dérivés figure à la note 9.

**Emprunts et dette à long terme** : Les justes valeurs sont déterminées en obtenant la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus dûment escomptés. La juste valeur estimée des emprunts et de la dette à long terme figure à la note 9.

**Impôts** — La Société, ses revenus, ses biens et autres actifs, ainsi que les opérations et transactions qu'elle réalise au titre de l'*Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement*, tel qu'amendé, sont exonérés de toute classe d'impôts et de tous droits de douane.

**Nouvelles dispositions de comptabilisation et de présentation des informations financières** — En juillet 2009, le FASB a publié la FASB ASC 105-10-70-2, auparavant dénommée SFAS 168, intitulée *Codification des normes comptables et hiérarchie des principes comptables généralement admis en remplacement de la Déclaration FASB no. 162*. La Codification est la source des GAAP reconnus par le FASB comme devant être appliqués aux entités non gouvernementales. Les règles et les publications interprétatives de la Commission américaine des valeurs mobilières (SEC) sous l'autorité des lois fédérales en matière de valeurs mobilières sont également des sources de GAAP qui font autorité pour les personnes qui s'inscrivent à la SEC. En ce qui concerne la date d'entrée en vigueur de cette norme, la Codification a remplacé toutes les normes comptables et de reporting financier non SEC existant alors. Toute autre documentation comptable non SEC et ne bénéficiant pas d'une clause de droits acquis non incluse dans la Codification ne fait désormais plus autorité. Cette norme entre en vigueur pour les états financiers publiés pour les exercices et les périodes intermédiaires commençant postérieurement au 15 septembre 2009. La Société a adopté la Codification pour le trimestre clos le 30 septembre 2009. Il n'y a pas eu d'impact sur les résultats financiers car ce changement porte uniquement sur la divulgation d'informations.

En juin 2009, le FASB a publié la FASB ASC 810-10-15-13, auparavant dénommée SFAS 167, *Modifications à l'interprétation FASB no. 46(R)*. En émettant cette norme, le FASB a pour objectif d'améliorer le reporting financier des entreprises auxquelles participent des entités à intérêt variable. Le FASB a publié cette norme pour traiter (1) des conséquences sur certaines dispositions de la FASB ASC 810-10-05, auparavant dénommée Interprétation FASB no. 46 (révisée en décembre 2003), intitulée *Consolidation d'entités à intérêt variable* par suite de l'élimination du concept d'entité ad hoc réunissant les conditions requises dans la FASB ASC 860-40-15-1, auparavant dénommée Déclaration FASB no. 166, intitulée *Comptabilisation des transferts d'actifs financiers* et (2) des préoccupations des parties intéressées quant à l'application de certaines dispositions clés de la FASB ASC 810-10-05, y compris celles dans lesquelles la comptabilisation et les divulgations n'offrent pas toujours d'informations opportunes utiles sur la participation d'une entreprise à une entité à intérêt variable. Cette norme entrera en vigueur au début de chaque premier exercice de reporting financier de l'entité qui commence postérieurement au 15 novembre 2009, pour les périodes intermédiaires à l'intérieur du premier exercice de reporting financier et pour les exercices et les périodes intermédiaires ultérieurs. Il est interdit de l'appliquer plus tôt. Cette norme ne devrait pas avoir un impact déterminant sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

En juin 2009, le FASB a publié la FASB ASC 860-10-05-1, auparavant dénommée SFAS 166, *Comptabilisation des transferts d'actifs financiers, modification de la Déclaration FASB no. 140*. En publiant cette norme, le FASB a pour objectif d'améliorer la pertinence, la fidélité d'assertions et la comparabilité des informations qu'une entité déclarante fournit dans ses états financiers au sujet du transfert d'actifs financiers, de l'effet d'un transfert sur sa situation financière, de sa performance financière et ses flux de trésorerie et de la participation continue le cas échéant de l'auteur du transfert aux actifs financiers transférés. Le FASB a publié cette norme pour traiter (1) des pratiques qui se sont développées depuis la publication de la FASB ASC 860-10-05-1, auparavant dénommée SFAS 140, intitulée *Comptabilisation des transferts et du service des actifs financiers et extinction du passif*, qui sont incompatibles avec l'intention d'origine et les exigences clés de cette norme et (2) des préoccupations des utilisateurs d'états financiers concernant le fait que nombre d'actifs financiers (et des obligations connexes) qui ne sont plus constatés continuent à être inclus dans les états financiers des auteurs

du transfert. La norme doit être appliquée au début du premier exercice de déclaration de la Société qui commence postérieurement au 15 novembre 2009, pour les périodes intermédiaires comprises dans ce premier exercice et pour les périodes intermédiaires et les exercices ultérieurs. Il est interdit de l'appliquer plus tôt. Cette norme ne devrait pas avoir un impact déterminant sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

En mai 2009, le FASB a publié la FASB ASC 855-10-25-1, auparavant dénommée SFAS 165, intitulée *Événements ultérieurs*. Cette norme a pour objectif d'établir des normes générales pour la comptabilisation et la divulgation d'événements qui surviennent postérieurement à la date du bilan mais avant que les états financiers ne soient publiés ou ne soient disponibles pour publication. Elle établit en particulier : (a) la période postérieure à la date du bilan durant laquelle la direction d'une entité déclarante doit évaluer les événements ou les transactions susceptibles de survenir pour leur constatation ou divulgation possible dans les états financiers, (b) les circonstances dans lesquelles une entité doit constater dans ses états financiers des événements ou des transactions survenant postérieurement à la date du bilan et (c) la divulgation qu'une entité doit faire au sujet d'événements ou de transactions survenues postérieurement à la date du bilan. Conformément à cette norme, il incombe à la Société d'appliquer ses dispositions aux périodes intermédiaires et aux exercices clos postérieurement au 15 juin 2009. Cette norme n'a pas eu un impact déterminant sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie et la divulgation exigée figure à la note 13.

En avril 2009, le FASB a publié la FASB ASC 820-10-65-4, auparavant dénommée prise de position FASB (FSP) FAS 157-4, intitulée *Détermination de la juste valeur lorsque le volume et le niveau d'activité pour l'actif ou le passif ont nettement diminué et identification des transactions qui ne sont pas ordonnées*. Elle confirme que la détermination de la juste valeur lorsque le marché n'est pas actif pour un élément d'actif, comprend ce qui suit : (a) le prix que l'on recevrait pour la vente de l'élément d'actif dans une transaction ordonnée, (b) les facteurs supplémentaires permettant de clarifier et de déterminer s'il y a une nette diminution de l'activité de marché pour un élément d'actif lorsque le marché pour cet élément d'actif n'est pas actif et (c) l'élimination de la présomption proposée que toutes les transactions sont en difficulté (non ordonnées) à moins de preuve contraire. Cela requiert que l'entité fonde sa conclusion concernant le fait que la transaction était ou non ordonnée sur le poids de la preuve, offre des directives supplémentaires pour estimer la juste valeur lorsqu'il y a une nette diminution de l'activité sur le marché d'un actif, et stipule qu'une entité doit divulguer tout changement de technique de valorisation (et les intrants connexes) provenant de l'application du sujet le cas échéant à toutes les mesures de la juste valeur. La FASB ASC 820-10-65-4 doit être appliquée prospectivement et son application rétrospective est interdite. La FASB ASC 820-10-65-4 entre en vigueur pour les périodes intermédiaires et les exercices clos postérieurement au 15 juin 2009, avec une adoption précoce autorisée pour les périodes closes postérieurement au 15 mars 2009. Cette norme n'a pas eu un impact déterminant sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

En avril 2009, le FASB a publié la FASB ASC 320-10-65-1, auparavant dénommée FSP FAS 115-2 et FAS 124-2, *Constatation et présentation des pertes de valeur autres que temporaires*. Elle modifie les directives existantes permettant de déterminer si la réduction de valeur d'un titre de créance est autre que temporaire. Elle remplace l'exigence existante que la direction de l'entité fasse valoir qu'elle a l'intention et la capacité de détenir un titre ayant baissé de valeur jusqu'à son redressement à condition que la direction fasse valoir : (a) qu'elle n'a pas l'intention de vendre le titre et (b) qu'il est plus probable qu'improbable qu'elle n'ait pas à vendre le titre avant le redressement de son prix de revient. Cette norme exige que l'entité constate les pertes non liées au crédit sur les titres de créance détenus jusqu'à échéance dans Autre résultat global et amortisse ce montant sur la durée de vie restante du titre d'une manière prospective en compensant la valeur comptabilisée de l'actif à moins que le titre soit ultérieurement vendu ou qu'il y ait des pertes supplémentaires de crédit. Elle spécifie en outre qu'une entité doit présenter la totalité des réductions de valeur autres que temporaires dans le compte de résultat avec une opération compensatrice pour le montant constaté dans Autre résultat global. Durant la période initiale d'adoption, la FASB ASC 320-10-65-1 exige que l'entité comptabilise un ajustement à effet cumulatif

pour reclasser l'élément non crédit d'une réduction de valeur autre que temporaire constatée antérieurement hors des bénéfices non distribués dans Autre résultat global accumulé si : (a) l'entité n'a pas l'intention de vendre le titre et (b) il n'est pas plus probable qu'improbable que l'entité soit obligée de vendre le titre avant redressement. Cette norme entre en vigueur pour les périodes intermédiaires et les exercices clos postérieurement au 15 juin 2009, avec adoption précoce autorisée pour les périodes closes postérieurement au 15 mars 2009. Elle n'a pas eu un impact déterminant sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

En décembre 2008, la FASB ASC 715-20-65-2, auparavant dénommée prise de position FASB 132(R)-1 est venue modifier la déclaration FASB 132(R) *Divulgateion par les employeurs d'informations concernant les retraites et autres prestations complémentaires au personnel retraité*. La FASB ASC 715-20-65-2 offre des directives sur la divulgation par l'employeur d'informations concernant les actifs d'un régime de retraite à prestations déterminées ou autres prestations complémentaires au personnel retraité qui serait similaire aux divulgations concernant la mesure de la juste valeur qu'exige la FASB ASC 820-10-15. Elle comporte également une modification technique qui exige que toute entité non cotée en bourse divulgue le coût net des prestations périodiques correspondant à chaque exercice pour lequel est présenté un compte de résultat. Les divulgations concernant les actifs du régime que requiert cette norme entreront en vigueur pour les exercices clos postérieurement au 15 décembre 2009. La Société a adopté cette norme pour l'exercice clos au 31 décembre 2009. Elle n'a pas eu un impact déterminant sur la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie.

En mars 2008, le FASB a publié la FASB ASC 815-10-50-4, auparavant dénommée SFAS 161 intitulée *Divulgateion d'informations sur les instruments dérivés et les activités de couverture financière*. Cette norme exige la divulgation d'informations plus détaillées sur les instruments dérivés et les activités de couverture financière susceptibles de donner une meilleure compréhension de leur effet sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de l'entité en question. La Société a adopté la FASB ASC 815-10-50-4 au premier trimestre 2009. Elle n'a pas eu d'impact sur les résultats financiers car ce changement porte uniquement sur la divulgation d'informations.

En outre, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009, le FASB a publié et/ou approuvé des mises à jour aux normes comptables. La Société a analysé et incorporé ces nouvelles directives comme il convient, sans aucun impact déterminant sur sa situation financière ni sur le résultat de ses opérations ou sur ses flux de trésorerie.

### 3. TITRES DE PLACEMENT

Le revenu net généré par les titres de placement figure ci-après par source :

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	EXERCICES CLOS AUX 31 DÉCEMBRE	
	2009	2008
Intérêts créditeurs	\$ 8 753	\$ 13 195
Plus-values nettes réalisées	2 880	4 475
Variation nette des plus ou moins-values latentes	(1 072)	1 120
	<b>\$ 10 561</b>	<b>\$ 18 790</b>

L'activité boursière sur les titres peut être ventilée comme suit :

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	31 DÉCEMBRE	
	2009	2008
Titres de sociétés	\$ 280 106	\$ 277 198
Fonds de placement	50 365	35 123
	<b>\$ 330 471</b>	<b>\$ 312 321</b>

# notes sur les états financiers (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La composition des titres disponibles à la vente se présente comme suit :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	31 DÉCEMBRE	
	2009	2008
Titres de sociétés	\$ 26 589	\$ 20 090
	<b>\$ 26 589</b>	<b>\$ 20 090</b>

Aux 31 décembre 2009 et 2008, le coût amorti des titres disponibles à la vente se montait à 26 206 dollars et 20 000 dollars respectivement.

En mars 2009, la direction a déterminé qu'une sensible détérioration de la solvabilité d'un émetteur était survenue. De ce fait, certains titres classés dans la catégorie détenus jusqu'à échéance, avec un coût amorti d'environ 12 367 dollars ont été placés dans la catégorie disponibles à la vente. La Société a ultérieurement vendu certains de ces titres. Le coût amorti des titres vendus s'est monté à environ 6 162 dollars avec une moins-value réalisée d'environ 702 dollars.

La Société n'a aucune moins-value latente en ce qui concerne les titres disponibles à la vente aux 31 décembre 2009 et 2008. Sont inclus dans le portefeuille de titres disponibles à la vente deux titres arrivant à échéance dans un délai de vingt-quatre mois.

Le coût amorti des placements détenus jusqu'à échéance est :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	31 DÉCEMBRE	
	2009	2008
Titres de sociétés	\$ 72 239	\$ 83 458
Obligations d'État et d'organismes étatiques	52 896	72 815
	<b>\$ 125 135</b>	<b>\$ 156 273</b>

Un certificat de dépôt non négociable libellé en pesos mexicains d'une valeur équivalent à environ 25 257 dollars qui ne peut être liquidé avant novembre 2010 est compris dans le poste Titres de sociétés. Ce certificat est un actif de développement approuvé et surveillé en conséquence. La juste valeur de cet instrument financier qui figure dans le tableau ci-après a été déterminée en ayant recours à autres facteurs observables importants. Figure en outre dans le poste Titres de société un titre d'un montant de 40 983 dollars qui correspond à un autre élément d'actif de développement, approuvé et surveillé en conséquence, dont les caractéristiques sont similaires à celles d'autres titres de placement détenus jusqu'à leur échéance.

La juste valeur des placements détenus jusqu'à leur échéance est la suivante :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	31 DÉCEMBRE 2009		
	COÛT AMORTI	PLUS OU MOINS-VALUE LATENTE	JUSTE VALEUR
Titres de sociétés	\$ 72 239	\$(1 059)	\$ 71 180
Obligations d'État et d'organismes étatiques	52 896	2 811	55 707
	<b>\$ 125 135</b>	<b>\$ 1 752</b>	<b>\$ 126 887</b>



La structure des échéances des placements détenus jusqu'à leur échéance se présente comme suit :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>31 DÉCEMBRE</b>	
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Inférieure à douze mois	\$ 31 238	\$ 20 033
Entre douze et vingt-quatre mois	46 914	36 016
Supérieure à vingt-quatre mois	46 983	100 224
	<b>\$ 125 135</b>	<b>\$ 156 273</b>

Au 31 décembre 2009, la direction a déterminé qu'un investissement inclus dans le portefeuille détenu jusqu'à échéance et assorti d'une moins-value latente de 1 574 dollars (961 dollars au 31 décembre 2008) était dans une position de moins-value latente depuis plus de douze mois. La direction de la Société fait valoir qu'elle n'a pas l'intention de vendre le titre et qu'il est très probable qu'elle ne devra pas vendre le titre avant le recouvrement de son prix nominal.

#### **4. PRÊTS ET PRISES DE PARTICIPATION**

La Société surveille la concentration géographique du risque crédit de son encours de prêts et de participations. Au 31 décembre 2009, les pays présentant le plus de risque de crédit global pour la Société étaient le Brésil, la Colombie et le Chili (le Brésil, le Pérou et le Chili au 31 décembre 2008). Au 31 décembre 2009, l'encours des prêts en monnaie locale se montait à 151 972 dollars (les prêts en monnaie locale se montaient à 133 929 dollars au 31 décembre 2008). L'un des risques les plus importants de la Société est le risque qualifié de régional, qui consiste principalement en fonds d'investissements multipays sous forme de participations dans des entreprises privées.

# notes sur les états financiers (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La ventilation par pays et par secteur de l'encours du portefeuille se présente comme suit :

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	31 DÉCEMBRE					
	2009			2008		
	PRÊTS	PARTICIPATIONS	TOTAL	PRÊTS	PARTICIPATIONS	TOTAL
Brésil	\$ 125 716	\$ —	\$ 125 716	\$ 147 049	\$ —	\$ 147 049
Colombie	114 590	460	115 050	115 334	429	115 763
Chili	101 946	1 775	103 721	113 129	2 683	115 812
Pérou	99 515	—	99 515	126 408	—	126 408
Mexique	63 581	11 167	74 748	67 869	7 047	74 916
Régional	41 781	16 968	58 749	36 866	17 722	54 588
Argentine	53 602	1 061	54 663	45 263	1 061	46 324
Équateur	42 875	—	42 875	49 338	—	49 338
Panama	31 666	—	31 666	36 270	—	36 270
Nicaragua	31 407	—	31 407	32 392	—	32 392
Paraguay	29 255	—	29 255	26 126	—	26 126
Costa Rica	27 745	—	27 745	30 846	—	30 846
El Salvador	25 698	—	25 698	19 186	—	19 186
Jamaïque	11 425	—	11 425	4 216	—	4 216
Guatemala	11 421	—	11 421	10 000	—	10 000
Haïti	10 281	—	10 281	—	—	—
République dominicaine	7 538	—	7 538	3 077	—	3 077
État plurinational de Bolivie	7 239	—	7 239	10 608	—	10 608
Belize	6 000	—	6 000	5 624	—	5 624
Honduras	5 321	—	5 321	8 519	—	8 519
Uruguay	3 851	—	3 851	10 050	—	10 050
Suriname	3 373	—	3 373	4 000	—	4 000
Guyana	1 800	140	1 940	2 000	140	2 140
Trinité-et-Tobago	—	597	597	—	598	598
	<b>\$ 857 626</b>	<b>\$ 32 168</b>	<b>\$ 889 794</b>	<b>\$ 904 170</b>	<b>\$ 29 680</b>	<b>\$ 933 850</b>
Services financiers	\$ 600 400	\$ 5 227	\$ 605 627	\$ 662 810	\$ 5 227	\$ 668 037
Agriculture et agro-industrie	52 713	—	52 713	57 426	—	57 426
Services publics et infrastructure	40 169	—	40 169	29 186	—	29 186
Fonds d'investissement	—	26 941	26 941	—	24 453	24 453
Produits manufacturés généraux	25 285	—	25 285	23 926	—	23 926
Produits chimiques et plastiques	20 411	—	20 411	11 385	—	11 385
Aquaculture et pêche	20 180	—	20 180	24 518	—	24 518
Alimentation, mise en bouteille et boissons	20 167	—	20 167	19 007	—	19 007
Textiles, habillement et cuirs	19 970	—	19 970	23 294	—	23 294
Bétail et aviculture	13 357	—	13 357	7 113	—	7 113
Pétrole et exploitation minière	10 000	—	10 000	1 818	—	1 818
Bois, pâte et papier	8 478	—	8 478	12 830	—	12 830
Éducation	6 819	—	6 819	8 390	—	8 390
Transports et stockage	3 364	—	3 364	3 888	—	3 888
Tourisme et hôtellerie	2 740	—	2 740	3 725	—	3 725
Technologie, communications et nouvelle économie	283	—	283	347	—	347
Services non financiers	154	—	154	190	—	190
Santé	25	—	25	72	—	72
Zones de traitement industriel	—	—	—	4 064	—	4 064
Divers	13 111	—	13 111	10 181	—	10 181
	<b>\$ 857 626</b>	<b>\$ 32 168</b>	<b>\$ 889 794</b>	<b>\$ 904 170</b>	<b>\$ 29 680</b>	<b>\$ 933 850</b>

# notes sur les états financiers (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Les investissements sous forme de prêts et de participations engagés mais pour lesquels aucun décaissement n'a encore été fait (déduction faite des investissements annulés) sont récapitulés ci-après :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	31 DÉCEMBRE	
	2009	2008
Prêts	\$ 112 964	\$ 81 724
Participations	10 113	12 445
	<b>\$ 123 077</b>	<b>\$ 94 169</b>

Les prêts de la Société portent intérêt à taux fixe et variable. Le portefeuille de prêts à taux fixe se montait à 281 160 dollars au 31 décembre 2009 (255 787 dollars au 31 décembre 2008).

Les prêts dont les intérêts courus ne sont plus comptabilisés se montaient au 31 décembre 2009 à 36 812 dollars (13 985 dollars au 31 décembre 2008). Les intérêts perçus sur les prêts à intérêt non comptabilisé au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2009 se montaient à 768 dollars (1 103 dollars pour l'exercice clos au 31 décembre 2008). Le revenu en intérêts sur les prêts à intérêt non comptabilisé a atteint un total de 1 091 dollars au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2009 (841 dollars au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2008).

La structure des échéances des prêts de la Société est récapitulée ci-après :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	31 DÉCEMBRE			
	2009		2008	
	ENCOURS EN PRINCIPAL	RENDEMENT MOYEN	ENCOURS EN PRINCIPAL	RENDEMENT MOYEN
Échéance inférieure ou égale à un an	\$ 323 400	4,32 %	\$ 193 060	5,54 %
Échéance supérieure à un an et inférieure ou égale à cinq ans	478 428	4,72 %	672 257	6,47 %
Échéance supérieure à cinq ans et inférieure ou égale à onze ans	55 798	7,57 %	38 853	8,41 %
	<b>\$ 857 626</b>		<b>\$ 904 170</b>	

L'investissement de la Société dans des prêts douteux se montait à 31 160 dollars au 31 décembre 2009 (1 092 dollars au 31 décembre 2008). L'investissement moyen en prêts douteux pour l'exercice clos au 31 décembre 2009 était de 16 126 dollars (1 046 dollars pour l'exercice clos au 31 décembre 2008). Le montant total des provisions relatives aux prêts douteux au 31 décembre 2009 et 2008 était respectivement de 18 131 dollars et 1 092 dollars. En 2009 la direction a déterminé que deux restructurations de dette étaient en difficulté dans le portefeuille d'investissements sous forme de prêts. Sur la base de l'analyse effectuée de la valeur actualisée des flux de trésorerie, la Société a déterminé que les investissements avaient subi une perte de valeur et a comptabilisé une variation des provisions de 3 550 dollars au 31 décembre 2009.

Les variations des provisions pour pertes sur les prêts et les garanties sont récapitulées ci-après :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	31 DÉCEMBRE					
	2009			2008		
	PRÊTS	GARANTIES	TOTAL	PRÊTS	GARANTIES	TOTAL
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	\$ 55 124	\$ —	\$ 55 124	\$ 39 481	\$ 72	\$ 39 553
Passation par pertes et profits, valeur nette	(2 510)	—	(2 510)	—	(10)	(10)
Recouvrements	3 573	5	3 578	1 401	1	1 402
Dotation/récupération des provisions pour pertes	10 290	(5)	10 285	14 242	(63)	14 179
<b>Solde au 31 décembre</b>	<b>\$ 66 477</b>	<b>\$ —</b>	<b>\$ 66 477</b>	<b>\$ 55 124</b>	<b>\$ —</b>	<b>\$ 55 124</b>

## 5. MONTANTS À RECEVOIR ET AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

Le tableau ci-après donne un récapitulatif des montants à recevoir et autres éléments d'actif :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	31 DÉCEMBRE	
	2009	2008
Autres éléments d'actif à court terme		
Intérêts à recevoir sur prêts	\$ 8 351	\$ 10 417
Intérêts à recevoir sur titres de placement	1 761	2 552
Autres montants à recevoir	1 560	665
	<u>11 672</u>	<u>13 634</u>
Autres éléments d'actif à long terme		
Intérêts à recevoir sur prêts	6 493	10 624
Montants à recevoir sur ventes de participations, valeur nette	266	914
Autres éléments d'actif à long terme	1 028	3 136
	<u>7 787</u>	<u>14 674</u>
<b>Total des montants à recevoir et autres éléments d'actif</b>	<b>\$ 19 459</b>	<b>\$ 28 308</b>

Les intérêts à long terme à recevoir sur les prêts comprennent les intérêts courus sur les prêts pour lesquels le paiement d'intérêts sera reçu à l'expiration ou à la résiliation du prêt.

## 6. MONTANTS À PAYER ET AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

Les montants à payer et autres éléments de passif sont récapitulés ci-après :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	31 DÉCEMBRE	
	2009	2008
Avantages sociaux à payer	\$ 3 607	\$ 3 392
Passifs nets des prestations du Régime de retraite	3 324	8 563
Produit comptabilisé d'avance	3 289	3 290
Passifs nets du RPPR	2 266	7 029
Montants à payer	1 517	1 467
Montants à payer aux autres entités du Groupe de la BID	586	285
Autres éléments de passif	1 798	843
<b>Total des montants à payer et autres éléments de passif</b>	<b>\$ 16 387</b>	<b>\$ 24 869</b>

Aux 31 décembre 2009 et 2008, les passifs nets du Régime de retraite et du RPPR montraient l'état de sous-capitalisation des régimes à cette date. Se reporter à la note 16.

## 7. EMPRUNTS ET DETTE À LONG TERME

L'encours des emprunts et créances à long terme, par devise, est indiqué ci-après :

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	31 DÉCEMBRE			
	2009		2008	
	ENCOURS	COÛT MOYEN PONDÉRÉ	ENCOURS	COÛT MOYEN PONDÉRÉ
Prêts et dette à long terme (par monnaie)				
Dollar des États-Unis	\$ 470 000	1,96 %	\$ 575 000	3,07 %
Peso colombien	73 307	7,35 %	66 857	9,35 %
Peso mexicain	36 737	6,35 %	34 701	9,05 %
Réal brésilien	43 094	10,64 %	32 103	11,88 %
Nuevo sol péruvien	17 072	6,47 %	16 241	6,45 %
Euro	3 844	3,26 %	4 191	4,61 %
Peso argentin	3 175	9,15 %	3 692	9,57 %
	<b>\$ 647 229</b>		<b>\$ 732 785</b>	
Ajustements à la juste valeur	(1 673)		1 032	
Emprunts à court terme	(110 043)		(30 000)	
	<b>\$ 535 513</b>		<b>\$ 703 817</b>	

La Société a une ligne de crédit disponible auprès de la BID pour un montant de 300 000 dollars. En août 2008, la Société a emprunté 100 000 dollars dans le cadre de cette ligne de crédit. Les emprunts faits dans le cadre de la ligne de crédit de la BID ont une échéance de quinze ans à compter du décaissement correspondant et sont renouvelables. La Société a le droit d'utiliser cette ligne de crédit jusqu'en novembre 2010. En outre, au 31 décembre 2009, la Société disposait d'une ligne de crédit stand-by auprès d'une institution AAA d'un montant de 100 000 dollars. La Société a le droit d'utiliser cette ligne de crédit stand-by jusqu'en juillet 2011. D'autres facilités de crédit disponibles se montent à 447 218 dollars.

L'encours des emprunts de la Société au 31 décembre 2009 consiste en facilités de crédit à terme et revolving.

La Société inclut également dans cette catégorie de dette à long terme, les émissions d'obligations suivantes :

Le 14 décembre 2005, la Société a réalisé une émission d'obligations en monnaie locale à des taux équivalents à ceux des certificats de dépôt (« DTF ») + 0,42 % (Série A) et de l'Indice des prix à la consommation (« IPC ») + 1,62 % (Série C). L'émission, d'un montant de 150 milliards de pesos colombiens, avant frais de souscription et frais divers d'émission, vient à échéance en 2010. La totalité du produit de l'émission a servi à octroyer du financement aux petites et moyennes entreprises colombiennes. Les intérêts sur les obligations sont exigibles chaque trimestre et à l'échéance. Les obligations sont négociables à la Bourse des valeurs de Colombie. Les obligations représentent des obligations non garanties de la Société et sont à égalité de rang par rapport à tous les endettements existants ou futurs y compris aux droits des autres créanciers ordinaires. Les obligations ne peuvent être remboursées avant échéance. Les documents d'émission ne contiennent aucune clause restrictive.

Le 27 novembre 2007, la Société a émis des obligations en monnaie locale au taux interbancaire de référence TIEE moins 0,06 % d'un montant de 480 millions de pesos mexicains avant frais de souscription et frais divers d'émission, assorties d'une échéance en 2010. Le produit de l'émission a servi à octroyer du financement pour réinvestissement sur les marchés locaux. Les intérêts sur les obligations sont exigibles chaque mois et à l'échéance. Les obligations sont négociables à la Bourse des valeurs du Mexique. Les obligations représentent des obligations non garanties de la Société et sont à égalité de rang par rapport à tous les endettements existants ou futurs y compris aux droits des autres créanciers ordinaires. Les obligations ne peuvent être remboursées avant échéance.

La structure des échéances de l'encours des emprunts et des obligations, par type de dette, figure ci-après :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>JUSQU'EN 2023</b>
Emprunts	\$ —	\$ 107 959	\$ 141 736	\$ 107 197	\$ 178 621
Obligations	110 043	—	—	—	—
	<b>\$ 110 043</b>	<b>\$ 107 959</b>	<b>\$ 141 736</b>	<b>\$ 107 197</b>	<b>\$ 178 621</b>

## 8. CAPITAL SOCIAL

Le capital autorisé de la Société a été porté à 705,9 millions de dollars par le biais d'une augmentation du capital de 500 millions de dollars et d'une autre de 2,2 millions de dollars, approuvées par résolution respectivement en 1999 et en 2008. En vertu de ces deux résolutions, un total de 502,2 millions de dollars a été affecté aux souscriptions des pays membres au cours des périodes de souscription. La Société n'émet que des actions entières d'une valeur nominale de 10 000 dollars.

Étant donné que certaines tranches de souscriptions payables dans le cadre de l'augmentation de capital de 500 millions de dollars de 1999 n'ont pas été payées dans les délais prévus à l'origine, la Société a fixé de nouveaux délais qui ont reçu en 2008 l'approbation unanime du Conseil d'administration et elle continue d'œuvrer auprès de ses pays membres sur cette norme. Les souscriptions à recevoir en ce qui concerne l'augmentation de capital réalisé en 1999 se montent à 46,1 millions de dollars. Toutes les actions autorisées dans le cadre des augmentations de capital devraient être entièrement libérées.

# notes sur les états financiers (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Le tableau ci-dessous donne le montant du capital souscrit par pays, des souscriptions à recevoir et des versements anticipés en attente d'émission :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	31 DÉCEMBRE			
	TOTAL		SOUSCRIPTIONS	PAIEMENTS REÇUS
	CAPITAL PAR ACTIONS	ACTIONS SOUSCRIT	À RECEVOIR	EN ATTENTE
	ACTIONS	MONTANT	DES MEMBRES	DE SOUSCRIPTION
Allemagne	1 334	\$ 13 340	\$ —	\$ —
Argentine	7 767	77 670	—	—
Autriche	345	3 450	—	—
Bahamas	144	1 440	—	—
Barbade	101	1 010	—	—
Belgique	169	1 690	—	—
Belize	101	1 010	—	—
Brésil	7 767	77 670	—	—
Chili	2 003	20 030	—	—
Colombie	2 003	20 030	—	—
Costa Rica	314	3 140	1 100	—
Danemark	1 071	10 710	—	—
El Salvador	314	3 140	—	—
Équateur	420	4 200	—	—
Espagne	2 393	23 930	—	—
État plurinational de Bolivie	624	6 240	—	—
États-Unis	17 600	176 000	46 099	—
Finlande	393	3 930	—	—
France	2 162	21 620	—	—
Guatemala	420	4 200	—	—
Guyana	120	1 200	—	—
Haïti	314	3 140	—	—
Honduras	314	3 140	—	—
Israël	173	1 730	—	—
Italie	2 162	21 620	—	—
Jamaïque	420	4 200	—	—
Japon	2 393	23 930	—	—
Mexique	5 000	50 000	—	—
Nicaragua	314	3 140	—	—
Norvège	393	3 930	—	—
Panama	314	3 140	—	—
Paraguay	314	3 140	—	—
Pays-Bas	1 071	10 710	—	—
Pérou	2 003	20 030	—	—
Portugal	182	1 820	—	—
République bolivarienne du Venezuela	4 311	43 110	—	—
République de Corée	110	1 100	—	—
République dominicaine	420	4 200	—	—
République populaire de Chine	110	1 100	—	—
Suède	393	3 930	—	—
Suisse	1 071	10 710	—	—
Suriname	101	1 010	—	—
Trinité-et-Tobago	314	3 140	—	—
Uruguay	828	8 280	—	—
<b>Total 2009</b>	<b>70 590</b>	<b>\$ 705 900</b>	<b>\$ 47 199</b>	<b>\$ —</b>
<b>Total 2008</b>	<b>70 480</b>	<b>\$ 704 800</b>	<b>\$ 47 199</b>	<b>\$ —</b>

## 9. MESURE ET VARIATION DE LA JUSTE VALEUR

Les actifs et les passifs de la Société comptabilisés à leur juste valeur sont classés selon une hiérarchie de juste valeur conformément aux dispositions de la FASB ASC 820-10-50-2. Voir la Note 2 qui explique la politique de la Société concernant cette hiérarchie.

Le tableau de hiérarchie de valeur ci-après contient des informations sur les actifs et les passifs de la Société mesurés à leur juste valeur de manière récurrente au 31 décembre 2009 :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2009</b>	<b>PRIX COTÉS SUR DES MARCHÉS ACTIFS POUR DES ÉLÉMENTS D'ACTIF IDENTIQUES (NIVEAU 1)</b>	<b>AUTRES FACTEURS OBSERVABLES IMPORTANTES (NIVEAU 2)</b>	<b>FACTEURS NON OBSERVABLES IMPORTANTES (NIVEAU 3)</b>
<b>ACTIF</b>				
Dette d'entreprises et autres	\$ 347 074	\$ 347 074	\$ —	\$ —
Obligations d'États et d'organismes souverains hors États-Unis	9 986	9 986	—	—
LLP*	19 430	—	—	19 430
<b>PASSIF</b>				
Emprunts	(48 328)	—	(48 328)	—
Contrats de dérivés	(135)	—	(135)	—

\*Représente les investissements qui seraient autrement comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Le tableau de hiérarchie de valeur ci-après contient des informations sur les actifs et les passifs de la Société mesurés à leur juste valeur de manière récurrente au 31 décembre 2008 :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2008</b>	<b>PRIX COTÉS SUR DES MARCHÉS ACTIFS POUR DES ÉLÉMENTS D'ACTIF IDENTIQUES (NIVEAU 1)</b>	<b>AUTRES FACTEURS OBSERVABLES IMPORTANTES (NIVEAU 2)</b>	<b>FACTEURS NON OBSERVABLES IMPORTANTES (NIVEAU 3)</b>
<b>ACTIF</b>				
Dette d'entreprises et autres	\$ 287 425	\$ 287 425	\$ —	\$ —
Obligations d'États et d'organismes souverains hors États-Unis	44 986	44 986	—	—
LLP*	14 408	—	—	14 408
Contrats de dérivés	926	—	926	—
<b>PASSIF</b>				
Emprunts	(51 032)	—	(51 032)	—

\*Représente les investissements qui seraient autrement comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.



# notes sur les états financiers (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Le tableau suivant présente les plus et moins-values dues à la variation de la juste valeur des postes mesurés à la juste valeur pour l'exercice clos au 31 décembre 2009 :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>AUTRES PLUS ET MOINS-VALUES</b>	<b>CHARGE D'INTÉRÊTS SUR LA DETTE À LONG TERME</b>	<b>TOTAL DE LA VARIATION DE LA JUSTE VALEUR COMPRISE DANS LE REVENU DE L'EXERCICE</b>
<b>ACTIF</b>			
LLP*	\$ 2 152	\$ —	\$ 2 152
Dette d'entreprises et autres	2 894	—	2 894
Obligations d'États souverains hors États-Unis	50	—	50
<b>PASSIF</b>			
Emprunts	2 559	(1 373)	1 186
Contrats de dérivés	(858)	—	(858)

\*Représente les investissements qui seraient autrement comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Le tableau suivant présente les plus et moins-values dues à la variation de la juste valeur des postes mesurés à la juste valeur pour l'exercice clos au 31 décembre 2008 :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>AUTRES PLUS ET MOINS-VALUES</b>	<b>CHARGE D'INTÉRÊTS SUR LA DETTE À LONG TERME</b>	<b>TOTAL DE LA VARIATION DE LA JUSTE VALEUR COMPRISE DANS LE REVENU DE L'EXERCICE</b>
<b>ACTIF</b>			
LLP*	\$ (1 297)	\$ —	\$ (1 297)
Dette d'entreprises et autres	6 958	—	6 958
Obligations d'États souverains hors États-Unis	42	—	42
Contrats de dérivés	779	—	779
<b>PASSIF</b>			
Emprunts	(337)	(1 930)	(2 267)

\*Représente les investissements qui seraient autrement comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

# notes sur les états financiers (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La variation des actifs de niveau 3 mesurés à la juste valeur de manière récurrente pour les exercices clos aux 31 décembre 2009 et 2008 se présente comme suit :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>MESURE DE LA JUSTE VALEUR DES LLP, EN SE SERVANT DE FACTEURS NON OBSERVABLES IMPORTANTS (NIVEAU 3)</b>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2009	\$ 14 408
Variation de l'actif net due aux plus-values nettes	2 152
Distributions reçues	(421)
Investissements supplémentaires	3 291
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>\$ 19 430</b>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2008	\$ 19 532
Variation de l'actif net due aux moins-values nettes	(1 297)
Distributions reçues	(4 944)
Investissements supplémentaires	1 117
<b>Au 31 décembre 2008</b>	<b>\$ 14 408</b>

Certains instruments financiers de la Société ne sont pas mesurés à leur juste valeur de manière récurrente mais ils sont toutefois comptabilisés à un montant proche de leur juste valeur du fait qu'ils sont liquides ou à court terme. Au nombre de ces actifs et passifs financiers figurent : Espèces et valeurs assimilables, Montants à recevoir — clients, Montants à recevoir — autres et Montants à payer — autres.

Les prêts de la Société sont généralement comptabilisés au montant en principal de l'encours. La Société utilise une date de mesure du 31 décembre pour déterminer la juste valeur de son portefeuille de prêts. Au 31 décembre 2009, la valeur comptable des investissements sous forme de prêts, plus les intérêts courus, mesurés grâce à cette méthodologie, était de 244 773 dollars (260 224 dollars au 31 décembre 2008) et leur juste valeur estimée se montait à 244 670 dollars (251 470 dollars au 31 décembre 2008). La direction pense que l'on ne pouvait de façon pratique déterminer la juste valeur du reste du portefeuille de prêts qui comprenait des financements personnalisés octroyés à des petites et moyennes entreprises opérant dans les pays membres régionaux de la Société. Au 31 décembre 2009, la valeur comptable du reste du portefeuille de prêts, exclusion faite des intérêts courus, était de 621 691 dollars (652 690 dollars au 31 décembre 2008). Tout excédent ou déficit résultant de la différence entre la valeur comptable du portefeuille de prêts et la juste valeur présentée ci-dessus n'est pas nécessairement la valeur réalisable (étant donné que la Société conserve généralement ses investissements avec leurs échéances contractuelles dans le but de réaliser leur valeur constatée et de maximiser par là même les aspects développementaux des investissements).

Les emprunts et la dette à long terme de la Société sont comptabilisés à leur montant d'origine à moins que n'ait été choisie la juste valeur conformément à la FASB ASC 825-10-50-25, auparavant dénommée SFAS 159 *Option de la juste valeur*. La juste valeur des emprunts et de la dette à long terme de la Société a été calculée en fonction soit des prix cotés sur le marché soit des analyses de valeur actualisée des flux de trésorerie sur la base des taux actuels d'emprunt de la Société pour emprunts et dettes à long terme similaires. Au 31 décembre 2009, la valeur comptable des emprunts et de la dette à long terme de la Société, plus les intérêts courus, était d'environ 7 216 dollars plus élevée que la juste valeur (7 096 dollars au 31 décembre 2008). Au 31 décembre 2009, la juste valeur estimée des facilités de crédit à taux fixe était de 94 991 dollars (90 663 dollars au 31 décembre 2008) et la juste valeur estimée des obligations émises en Colombie était de 73 215 dollars (67 097 dollars au 31 décembre 2008). La valeur comptable des emprunts et de la dette à long terme restants était proche de leur juste valeur respective.

# notes sur les états financiers (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La valeur comptable des investissements sous forme de participations comptabilisés à leur coût assorti d'une réduction de valeur se montait à 12 738 dollars au 31 décembre 2009 (15 272 dollars au 31 décembre 2008). Pour certains de ces investissements, les LLP d'une valeur comptable totale de 7 512 dollars au 31 décembre 2009 (10 045 dollars au 31 décembre 2008), leur juste valeur estimée se montait à 13 962 dollars au 31 décembre 2009 (14 967 dollars au 31 décembre 2008). La valeur comptable des participations comptabilisées à la juste valeur se montait à 19 430 dollars au 31 décembre 2009 (14 408 dollars au 31 décembre 2008). Le montant total des plus et moins-values nettes pour l'exercice clos au 31 décembre 2009 inclus dans la rubrique Variations de la valeur comptable des prises de participations attribuables à la variation des plus-values latentes nettes relatives aux éléments d'actif encore détenus à cette date était de 2 121 dollars (2 769 dollars de moins-value latente nette au 31 décembre 2008). La juste valeur des investissements effectués dans des LLP a été déterminée en ayant recours à la valeur estimée de l'actif net de la LLP. Pour ce type d'investissement, la valeur de l'actif net est considérée comme la meilleure estimation de la juste valeur. De manière générale, les LLP ont une durée de vie limitée et la Société ne vend ni ne demande le rachat de ses investissements dans les LLP. Le produit est distribué à la Société à mesure que les LLP vendent l'investissement sous-jacent. La valeur de l'actif net est ajustée lorsqu'il apparaît que la juste valeur diffère de façon significative de la valeur de l'actif net.

## 10. INSTRUMENTS DÉRIVÉS

L'emplacement dans le bilan et la juste valeur des instruments dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture selon la FASB ASC 815-10-50-4Bc2, auparavant dénommée SFAS 133 *Comptabilisation des instruments dérivés et des activités de couverture* sont comme suit.

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	31 DÉCEMBRE			
	2009		2008	
	EMPLACEMENT DANS LE BILAN	JUSTE VALEUR	EMPLACEMENT DANS LE BILAN	JUSTE VALEUR
Contrats de taux d'intérêts	Autres éléments de passif	\$ 135	Autres éléments d'actif	\$ 926

L'effet des instruments dérivés sur le compte de résultat est comme suit :

EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS	31 DÉCEMBRE			
	2009		2008	
	EMPLACEMENT DE LA PLUS OU MOINS-VALUE CONSTATÉE COMME REVENU D'INSTRUMENT DÉRIVÉ	MONTANT DE LA PLUS OU MOINS-VALUE CONSTATÉE COMME REVENU D'INSTRUMENT DÉRIVÉ	EMPLACEMENT DE LA PLUS OU MOINS-VALUE CONSTATÉE COMME REVENU D'INSTRUMENT DÉRIVÉ	MONTANT DE LA PLUS OU MOINS-VALUE CONSTATÉE COMME REVENU D'INSTRUMENT DÉRIVÉ
Contrats de taux d'intérêts	Frais emprunts et créances à long terme	\$ (243)	Frais emprunts et créances à long terme	\$ (70)

Se reporter à la Note 2 où figurent des informations supplémentaires sur la raison pour laquelle la Société conclut ces transactions de dérivés non désignés comme instruments de couverture ainsi que ses stratégies globales de gestion des risques.

## 11. GARANTIES

Au 31 décembre 2009, aucun avis de défaut de paiement n'a été reçu depuis le début des garanties en cours (aucun avis au 31 décembre 2008). Le montant potentiel maximum des paiements futurs, qui représente les montants notionnels qui pourraient être perdus au titre des garanties s'il y avait un défaut total de paiement par les parties garanties sans tenir compte des recouvrements éventuels dans le cadre de dispositions de recours ou par le biais de biens détenus ou donnés en gage, s'est monté à 5 735 dollars au 31 décembre 2009 (7 016 dollars au 31 décembre 2008). Au 31 décembre 2009 l'encours total des garanties était donné en monnaies autres que le dollar des États-Unis. Aucun de ces montants n'a un quelconque rapport avec les pertes prévues sur ces garanties et ils dépassent de loin les pertes prévues. Se reporter à la note 4 pour connaître les variations de la provision pour pertes sur garanties.

## 12. ÉVENTUALITÉS

La Société participe, dans le cours ordinaire de son activité, en tant que défendeur, codéfendeur ou partie prenante à divers litiges inhérents à et caractéristiques de l'activité à laquelle elle se livre. La direction de la Société estime improbable que le règlement en dernier ressort de ces actions en justice ait un effet préjudiciable important sur la situation financière de la Société.

## 13. ÉVÉNEMENTS ULTÉRIEURS

La Société suit les événements notables survenant après la date du bilan et avant la publication des états financiers pour déterminer, le cas échéant, l'impact des événements sur les états financiers devant être publiés. Tous les événements ultérieurs dont la Société a connaissance ont été évalués jusqu'au 23 mars 2010, date d'approbation par l'Assemblée des gouverneurs. La Direction a déterminé, sauf comme indiqué ci-après, qu'aucun événement ultérieur ne requiert divulgation au terme de la FASB ASC Sujet 855, *Événements ultérieurs*.

Le 12 janvier 2010, Haïti a été secoué par un tremblement de terre qui a considérablement perturbé l'activité des entreprises dans lesquelles investit la Société. La Direction estime, à la date des états financiers ci-joints de la Société, que l'impact sur les opérations des entreprises dans lesquelles investit la Société peut entraîner une augmentation des provisions dans une fourchette comprise entre 500 dollars et 1 500 dollars.

## 14. SOUS-PARTICIPATIONS

La Société mobilise des fonds auprès de banques commerciales et d'autres institutions financières (Participants) en octroyant des participations à des prêts sans recours, qu'elle administre et dont elle assure le service au nom des Participants. L'encours des montants décaissés des sous-participations n'est pas inscrit au bilan de la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009 la Société a appelé et décaissé 63 000 dollars de fonds des Participants (187 718 dollars au 31 décembre 2008). Les engagements non décaissés des Participants s'élevaient à 85 000 dollars au 31 décembre 2009 (0 dollars au 31 décembre 2008).

## 15. OPÉRATIONS ENTRE PERSONNES MORALES APPARENTÉES

La Société se procure auprès de la BID certains services administratifs et généraux dans les domaines où la BID peut offrir des services communs de manière efficace. La Société a négocié un bail avec la BID pour des locaux pour son siège social, bail qui arrivera à échéance en 2013.

La Société a payé les montants suivants à la BID pour les locaux à usage de bureaux et certains services de soutien administratif :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>EXERCICES CLOS AUX 31 DÉCEMBRE</b>	
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Locaux à usage de bureaux (siège et autres)	\$ 1 776	\$ 1 711
Services administratifs	700	764
Autres prestations de services de la BID	150	161
	<b>\$ 2 626</b>	<b>\$ 2 636</b>

Les paiements prévus dans le cadre du bail en cours avec la BID sont les suivants :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012 ET 2013</b>
Locaux à usage de bureaux (siège)	\$ 1 726	\$ 1 778	\$ 3 718
	<b>\$ 1 726</b>	<b>\$ 1 778</b>	<b>\$ 3 718</b>

Les montants à payer à la BID étaient de 586 dollars au 31 décembre 2009 (285 dollars au 31 décembre 2008).

Aux 31 décembre 2009 et 2008 respectivement, la Société avait emprunté 100 000 dollars de la facilité de crédit de la BID. Voir la Note 7.

La Société fournit des prestations de services-conseils à des entités du Groupe de la BID. La Société a été intégralement payée des honoraires exigibles au 31 décembre 2009 au titre de ces accords, soit un montant total de 100 dollars (100 dollars pour l'exercice clos au 31 décembre 2008).

## **16. RÉGIMES DE RETRAITE ET DE PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES AU PERSONNEL RETRAITÉ**

La quasi-totalité du personnel de la Société et de la BID bénéficie d'un régime de retraite à prestations déterminées (le Régime de retraite) parrainé par la BID. Le Régime de retraite couvre les salariés nationaux et internationaux. Aux termes de ce régime, les prestations sont calculées sur la base des années de service et de la moyenne des rémunérations perçues ; les cotisations versées par les employés correspondent à un pourcentage fixe de leur rémunération, la Société et la BID versant le reliquat du coût actuariel futur des prestations offertes par le régime de retraite. Toutes les cotisations versées au Régime de retraite sont irrévocables et sont conservées sur des comptes distincts utilisés uniquement pour le paiement de prestations dans le cadre du Régime de retraite.

La Société offre également aux retraités certaines prestations de soins de santé et autres. Tout membre du personnel actuel cotisant au Régime de retraite pendant son service actif et répondant à certains critères a droit, lorsqu'il prend sa retraite, à ces prestations complémentaires dans le cadre du Régime de prestations complémentaires au personnel retraité (« RPPR »). Les retraités versent une cotisation pour le programme de soins de santé sur la base d'un barème établi de primes. La Société apporte le complément du coût actuariel déterminé de soins de santé et autres prestations futures. Toutes les cotisations et tous autres éléments d'actif et de revenu du RPPR restent la propriété de la Société mais ils sont détenus et gérés séparément des autres biens et avoirs de la Société uniquement pour le paiement de prestations dans le cadre du RPPR.

Étant donné que la BID et la Société participent toutes deux au Régime de retraite et au RPPR, chaque employeur présente la part lui correspondant. Les montants présentés ci-dessous reflètent la part proportionnelle de la Société dans les coûts, les actifs et les obligations du Régime de retraite et du RPPR conformément à la FASB ASC Sujet 715, *Indemnités — Prestations de retraite*.

# notes sur les états financiers (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

## Obligations et état de capitalisation

La Société utilise la date de mesure du 31 décembre pour le Régime de retraite et le RPPR. Le tableau ci-dessous récapitule la variation des obligations de prestations, la variation des actifs du régime et l'état de capitalisation du Régime de retraite et du RPPR ainsi que le montant figurant au bilan.

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	RÉGIME DE RETRAITE		RPPR	
	2009	2008	2009	2008
<b>Rapprochement des obligations de prestations</b>				
Obligations au 1 <sup>er</sup> janvier	\$ 47 075	\$ 41 707	\$ 26 622	\$ 23 496
Coût des prestations de services	2 442	1 901	1 443	1 054
Charge d'intérêts	2 871	2 641	1 465	1 509
Cotisations des participants	780	725	—	—
Modifications du régime	—	—	4 600	—
Pertes ou gains actuariels	(1 686)	615	(3 853)	701
Prestations versées	(519)	(514)	(142)	(141)
Subvention aux retraités partie D	—	—	14	3
Obligations au 31 décembre	50 963	47 075	30 149	26 622
<b>Rapprochement de la juste valeur des actifs du régime</b>				
Juste valeur des actifs du régime au 1 <sup>er</sup> janvier	38 512	50 961	19 593	22 774
Rendement effectif des actifs	7 540	(13 385)	4 382	(6 418)
Prestations versées	(519)	(514)	(142)	(138)
Cotisations des participants	780	725	—	—
Cotisations de l'employeur	1 326	725	4 050	3 375
Juste valeur des actifs du régime au 31 décembre	47 639	38 512	27 883	19 593
<b>État de la capitalisation</b>				
État de la capitalisation au 31 décembre	(3 324)	(8 563)	(2 266)	(7 029)
Montant net comptabilisé au 31 décembre	\$ (3 324)	\$ (8 563)	\$ (2 266)	\$ (7 029)
<b>Les montants comptabilisés comme passif sont les suivants :</b>				
Passif des prestations de retraite et complémentaires au personnel retraité	(3 324)	(8 563)	(2 266)	(7 029)
Montant net comptabilisé au 31 décembre	\$ (3 324)	\$ (8 563)	\$ (2 266)	\$ (7 029)
<b>Les montants comptabilisés dans Autre résultat global cumulé sont les suivants :</b>				
Perte actuarielle nette	2 949	8 568	933	7 702
Coût des prestations de services antérieures	63	77	4 674	124
Actif initial net	—	—	879	1 053
<b>Montant net comptabilisé au 31 décembre</b>	<b>\$ 3 012</b>	<b>\$ 8 645</b>	<b>\$ 6 486</b>	<b>\$ 8 879</b>

L'obligation de prestations cumulée attribuable à la Société pour le Régime de retraite était de 40 158 dollars et 37 870 dollars respectivement aux 31 décembre 2009 et 2008.

## Éléments du coût périodique net des prestations

Le coût périodique net des prestations se compose des éléments suivants :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	RÉGIME DE RETRAITE		RPPR	
	EXERCICES CLOS AUX 31 DÉCEMBRE			
	2009	2008	2009	2008
Coût des prestations de services	\$ 2 442	\$ 1 901	\$ 1 443	\$ 1 054
Charge d'intérêts	2 871	2 641	1 465	1 509
Rendement prévu des actifs du régime	(3 607)	(3 216)	(1 718)	(1 350)
Amortissement de :				
Obligation et actif de transition	—	—	174	174
Gain actuariel net latent	—	—	52	85
Coût des prestations de services antérieures	14	14	50	50
Modifications du régime	—	—	200	—
<b>Coût périodique net des prestations</b>	<b>\$ 1 720</b>	<b>\$ 1 340</b>	<b>\$ 1 666</b>	<b>\$ 1 522</b>

Le gain ou perte actuariel net, le coût des prestations de services antérieures et l'obligation initiale nette estimés pour le Régime de retraite et le RPPR qui seront amortis et passeront de la rubrique Autre résultat global cumulé à la rubrique Coût périodique net des prestations durant 2010 sont d'un montant net de 14 dollars pour le Régime de retraite et de 2 064 dollars pour le RPPR.

## Hypothèses actuarielles

Les hypothèses actuarielles retenues sont fondées sur les taux d'intérêt des marchés financiers, l'expérience passée et la meilleure estimation de la direction quant aux modifications futures des prestations et de la conjoncture économique. La modification de ces hypothèses aura un impact sur le coût et les obligations des prestations futures. Les pertes et gains actuariels surviennent lorsque les résultats réels sont différents des résultats attendus. Les pertes et gains actuariels latents supérieurs à 10 % de l'obligation cumulée pour prestations ou de la valeur marchande des actifs du régime au début de l'exercice, le plus élevé des deux montants étant retenu, sont amortis sur la période moyenne de prestations de services restante des participants actifs qui doivent recevoir des prestations en vertu du Régime de retraite et du RPPR, soit respectivement environ 11,6 et 12 ans.

Le coût non constaté des prestations de services antérieures est amorti sur 10,5 ans pour le Régime de retraite et sur 7,9 ans pour le RPPR.

# notes sur les états financiers (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Les hypothèses moyennes pondérées retenues pour le calcul de l'obligation de prestations et le coût périodique net des prestations sont les suivantes :

	PRESTATIONS DE RETRAITE		RPPR	
	2009	2008	2009	2008
<i>Hypothèses moyennes pondérées retenues pour calculer les obligations de prestations au 31 décembre</i>				
Taux d'actualisation	6,25 %	5,75 %	6,25 %	5,75 %
Taux d'augmentation des indemnités	5,50 %	5,50 %		
	PRESTATIONS DE RETRAITE		RPPR	
	2009	2008	2009	2008
<i>Hypothèses moyennes pondérées retenues pour calculer le coût net des prestations périodique au 31 décembre</i>				
Taux d'actualisation	5,75 %	6,25 %	5,75 %	6,25 %
Rendement prévu à long terme des actifs du régime	6,75 %	6,75 %	6,75 %	6,75 %
Taux d'augmentation des indemnités	5,50 %	6,00 %		

Le taux de rendement annuel prévu des actifs du régime tient compte du taux passé de rendement des catégories d'actifs employés par les régimes et en appliquant ces rendements de façon conservatrice à la formulation des affectations des actifs de la politique d'investissement. Les taux d'actualisation utilisés pour calculer les obligations de prestations sont choisis par référence au taux des obligations de sociétés AAA et AA en fin d'exercice.

Pour les participants supposés prendre leur retraite aux États-Unis, l'obligation cumulée des prestations complémentaires au personnel retraité a été calculée en utilisant les taux tendanciels des coûts de soins de santé suivants :

	RPPR	
	2009	2008
Taux théorique de diminution du taux tendanciel des coûts (taux tendanciel final)	4,50 %	4,50 %
Exercice durant lequel le taux atteint le taux tendanciel final	2017	2017
<i>Taux tendanciel des coûts des soins de santé prévu pour le prochain exercice</i>		
Frais médicaux	8,50 %	9,50 %
Frais pharmaceutiques	8,50 %	9,50 %
Frais dentaires	6,00 %	6,50 %
Coût hors des États-Unis*	10,00 %	10,00 %

\*Se réfère à toutes les prestations de services aux participants supposés prendre leur retraite hors des États-Unis



# notes sur les états financiers (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

L'incidence des taux tendanciels théoriques des coûts des soins de santé sur les montants comptabilisés pour le RPPR est importante. Une variation de 1 % des taux tendanciels des coûts de soins de santé se répercuterait comme suit :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>1 % D'AUGMENTATION</b>		<b>1 % DE DIMINUTION</b>	
	<b>EXERCICES CLOS AUX 31 DÉCEMBRE</b>			
	<b>2009</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Incidence sur le total des éléments de coût (prestations et intérêts)	\$ 720	\$ 511	\$ (702)	\$ (372)
Incidence sur l'obligation de prestations complémentaires au personnel retraité	5 664	5 453	(4 290)	(4 072)

## Actifs du régime

Les actifs du Régime de retraite et du RPPR sont principalement gérés par des directeurs d'investissement employés par la BID qui reçoivent des directives de placement tenant compte des politiques d'investissement du Régime de retraite et du RPPR. Les politiques d'investissement ont été élaborées afin d'avoir une affectation élevée en actions, cohérente avec les rendements passés, qui donnent des rendements suffisants pour répondre aux besoins de fonds à long terme.

Les placements maintiennent un risque moyen de 60 à 70 % d'un panier d'actions bien diversifiées. Les actifs sont également placés dans des titres à revenu fixe (20 %) pour assurer une protection contre la désinflation, dans un panache d'autres types de placements (10 à 20 %) qui devraient réagir favorablement à une montée de l'inflation, dans des titres de marchés émergents (0 à 5 %) et dans la dette de marchés émergents (0 à 5 %). Les affectations cibles de la politique de placements au 31 décembre 2009 sont les suivantes :

	<b>RÉGIME DE RETRAITE</b>	<b>RPPR</b>
Actions américaines	35 %	40 %
Actions non américaines	25 %	30 %
Titres de marchés émergents*	5 %	0 %
Titres à revenu fixe	20 %	20 %
Placements sensibles à l'inflation**	15 %	10 %

\* Se composent d'actions et de titres de créances de marchés émergents

\*\*Se composent d'obligations d'État américaines indexées sur l'inflation (5 à 15 %), d'actions et de fonds immobiliers (0 à 6 %), de contrats à terme entièrement garantis indexés sur les produits de base (0 à 4 %) pour le Régime de retraite et d'obligations d'État américaines indexées sur l'inflation (10 %) pour le RPPR.

La gestion des risques est assurée par une surveillance continue de chaque niveau de catégorie d'actif et de chaque gestionnaire. Les placements sont rééquilibrés dans toute la mesure du possible grâce aux flux de trésorerie en fonction des affectations cibles de la politique. Si les flux de trésorerie sont insuffisants pour maintenir les pondérations cibles, des transferts sont effectués entre les comptes des gestionnaires au moins une fois par an. Les gestionnaires ne sont pas en règle générale autorisés à investir plus de 5 % de leur portefeuille respectif dans les titres d'un seul émetteur autre que le gouvernement des États-Unis. Le recours par un gestionnaire à des produits dérivés doit être spécifiquement autorisé pour chaque instrument.

# notes sur les états financiers (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Les tableaux suivants montrent les catégories d'investissements du Régime de retraite et du RPPR au 31 décembre 2009 qui sont mesurés à la juste valeur et présentés avec leur répartition moyenne pondérée par niveau dans la hiérarchie de juste valeur. Ces investissements sont classés dans leur intégralité sur la base du plus faible niveau d'apport qui est significatif pour la mesure de juste valeur, sauf pour les fonds de placement dont la classification dans la hiérarchie de juste valeur dépend de leur capacité à rembourser les actions correspondantes à leur valeur d'actif net à court terme.

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>RÉGIME DE RETRAITE</b>				<b>ALLOCATIONS MOYENNES PONDÉRÉES</b>
	<b>NIVEAU 1</b>	<b>NIVEAU 2</b>	<b>NIVEAU 3</b>	<b>TOTAL</b>	
Actions et fonds d'actions :					
Actions américaines	\$ 5 064	\$ 11 970	\$ —	\$ 17 034	36 %
Actions non américaines	4 806	6 832	—	11 638	24 %
Actions de marchés émergents	—	1 215	—	1 215	3 %
Obligations d'État et fonds d'obligations diversifiés :					
Fonds à revenu fixe	9 429	—	—	9 429	20 %
Obligations indexées sur l'inflation américaine	5 174	—	—	5 174	11 %
Dette des marchés émergents	—	1 252	—	1 252	3 %
Fonds de placement à court terme	240	590	—	830	2 %
Fonds de placement immobilier	—	—	1 067	1 067	2 %
	<b>\$ 24 713</b>	<b>\$ 21 859</b>	<b>\$ 1 067</b>	<b>\$ 47 639</b>	<b>100 %</b>

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>RPPR</b>			<b>ALLOCATIONS MOYENNES PONDÉRÉES</b>
	<b>NIVEAU 1</b>	<b>NIVEAU 2</b>	<b>TOTAL</b>	
Actions et fonds d'actions :				
Actions américaines	\$ —	\$ 10 200	\$ 10 200	37 %
Actions non américaines	—	7 107	7 107	25 %
Obligations d'État et fonds d'obligations diversifiés :				
Fonds à revenu fixe	5 517	—	5 517	20 %
Obligations indexées sur l'inflation américaine	3 445	—	3 445	12 %
Fonds de placement à court terme	53	1 561	1 614	6 %
	<b>\$ 9 015</b>	<b>\$ 18 868</b>	<b>\$ 27 883</b>	<b>100 %</b>

Les titres de placement qui sont mesurés à la juste valeur sur la base des valeurs cotées sur des marchés actifs, technique d'évaluation compatible avec l'approche marché, sont les actions américaines, les actions non américaines, les fonds à revenu fixe, les obligations indexées sur l'inflation du Trésor américain et les contrats à terme sur indice de produits de base. Ces titres sont classés au niveau 1 de la hiérarchie de juste valeur.

Le mélange composite de fonds d'actions américaines, non américaines et des marchés émergents, de fonds de créance de marchés émergents et de fonds de placement à court terme, qui ne sont pas cotés en bourse, est mesuré à la juste valeur sur la base de la valeur d'actif net des fonds de placement et classé au niveau 2 car ces fonds peuvent être rachetés par l'entité émettrice à court terme à leur valeur d'actif net par action à la date de mesure. Cette technique d'évaluation est compatible avec l'approche marché.

Les fonds de placement immobilier sont mesurés à la juste valeur sur la base de la valeur de l'actif net de ces fonds de placement et sont classés au niveau 3 car le délai nécessaire pour le rachat de ces placements est incertain. Les hypothèses d'évaluation qu'utilisent ces fonds de placement sont la valeur de marché de biens immobiliers similaires, la

valeur actualisée des flux de trésorerie, le coût de remplacement et l'endettement sur le bien (capitalisation directe). Ces méthodologies sont des techniques d'évaluation compatibles avec les approches marché et coût.

Les variations des actifs de niveau 3 mesurés à la juste valeur sur une base récurrente pour l'exercice clos au 31 décembre 2009 sont comme suit :

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>MESURES DE LA JUSTE VALEUR POUR LES PLACEMENTS DU RÉGIME DE RETRAITE EN SE SERVANT DE FACTEURS NON OBSERVABLES IMPORTANTS (NIVEAU 3)</b>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2009	\$ 1 556
Moins-values totales nettes	(401)
Ventes et distributions de revenu	(88)
<b>Solde au 31 décembre 2009</b>	<b>\$ 1 067</b>

Le montant total des plus et moins-values nettes pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 inclus dans la variation de valeur comptable des placements du Régime de retraite attribuable à la variation des moins-values latentes nettes relative aux actifs détenus à cette date était de 552 dollars.

## Flux de trésorerie

Les cotisations de la Société au Régime de retraite et au RPPR devraient en 2010 être d'environ 2 000 dollars et 3 061 dollars respectivement. Toutes les cotisations sont faites en espèces.

## Paiements estimés de prestations futures

Le tableau suivant donne le récapitulatif des paiements de prestations, tenant compte des futures prestations de services prévues, selon le besoin, qui devraient être versées au cours des cinq prochaines années et de façon globale pour les cinq années suivantes. Ces montants sont basés sur les mêmes hypothèses que celles retenues pour mesurer l'obligation de prestations au 31 décembre 2009.

<i>EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS</i>	<b>RÉGIME DE RETRAITE</b>	<b>RPPR</b>
<i>Paiements estimés de prestations futures</i>		
1 <sup>er</sup> janvier 2010 – 31 décembre 2010	\$ 1 300	\$ 490
1 <sup>er</sup> janvier 2011 – 31 décembre 2011	1 300	500
1 <sup>er</sup> janvier 2012 – 31 décembre 2012	1 400	550
1 <sup>er</sup> janvier 2013 – 31 décembre 2013	1 800	660
1 <sup>er</sup> janvier 2014 – 31 décembre 2014	1 900	670
1 <sup>er</sup> janvier 2015 – 31 décembre 2019	13 300	4 900

## 17. GESTION DES FONDS EXTÉRIEURS

La Société gère pour le compte des donateurs, à savoir des pays membres et d'autres entités, des fonds réservés à des usages spécifiques parmi lesquels le cofinancement de certains projets, des études techniques pour les emprunteurs, des études relatives à des projets et des programmes de recherche et de formation. Ces fonds sont détenus pour leur compte par la Société et sont tenus séparés des fonds de la Société ; ils ne sont pas inclus non plus dans les actifs de la Société. La Société reçoit une commission de gestion qui est généralement un pourcentage des fonds reçus. Cette commission figure au compte de résultat en tant que commission de services-conseils.

annexes



Tahuamanu, S.A.

BOLIVIE

# gouverneurs et gouverneurs suppléants (décembre 2009)

PAYS	GOVERNEUR	GOVERNEUR SUPPLÉANT
Allemagne	Karin Kortmann	Rolf Wenzel
Argentine	Amado Boudou	Martín P. Redrado
Autriche	Josef Pröll	Edith Frauwallner
Bahamas	Zhivargo S. Laing	Ehurd Cunningham
Barbade	David J. H. Thompson	Grantley W. Smith
Belgique	Didier Reynders	Franciscus Godts
Belize	Dean Barrow	Joseph Waight
Bolivie, État plurinational de	Noel Ricardo Aguirre Ledezma	Luis Alberto Arce Catacora
Brésil	Paulo Bernardo Silva	Alexandre Meira da Rosa
Chili	Andrés Velasco Brañes	María Olivia Recart Herrera
Chine, République populaire de	Zhou Xiaochuan	Yi Gang
Colombie	Oscar Iván Zuluaga Escobar	Esteban Piedrahita Uribe
Corée, République de	Jeung-Hyun Yoon	Seongtae Lee
Costa Rica	Jenny Phillips Aguilar	Francisco de Paula Gutiérrez
Danemark	Susan Ulbæk	Lars Bredal
El Salvador	Alexander Ernesto Segovia Cáceres	Carlos Enrique Cáceres Chavez
Équateur	María Elsa Viteri Acaiturri	Diego Borja Cornejo
Espagne	Elena Salgado	José Manuel Campa Fernández
États-Unis	Timothy F. Geithner	Robert D. Hormats
Finlande	Ritva Koukku-Ronde	Jorma Julin
France	Christine Lagarde	Ramón Fernández
Guatemala	Juan Alberto Fuentes	María Antonieta de Bonilla
Guyana	Bharrat Jagdeo	Ashni Singh
Haïti	Daniel Dorsainvil	Jean-Max Bellerive
Honduras	Rebeca Patricia Santos Rivera	Edwin Araque Bonilla
Israël	Stanley Fisher	Oded Brook
Italie	Giulio Tremonti	Mario Draghi
Jamaïque	Audley Shaw, MP	Wesley Hughes, CD
Japon	Hirohisa Fujii	Masaaki Shirakawa
Mexique	Agustín Carstens Carstens	Alejandro Werner Wainfeld
Nicaragua	Alberto José Guevara Obregón	Antenor Rosales Bolaños
Norvège	Hakon Arald Gulbrandsen	Henrik Harboe
Panama	Alberto Vallarino Clément	Frank De Lima Gercich
Paraguay	Dionisio Borda	Manuel Vidal Caballero Giménez
Pays-Bas	Bert Koenders	Yoka Brandt
Pérou	Luís Julián Martín Carranza Ugarte	José Arista Arbildo
Portugal	Fernando Teixeira dos Santos	Carlos Costa Pina
République dominicaine	Vicente Bengoa	Juan Temístocles Montás
Suède	Jan Knutsson	Anders Bengtén
Suisse	Beatrice Maser Mallor	Roger Denzer
Suriname	Humphrey Stanley Hildenberg	—
Trinité-et-Tobago	Emily Gaynor Dick-Forde	Esme Rawlins-Charles
Uruguay	Álvaro García Rodríguez	Enrique Rubio
Venezuela, République bolivarienne du	Alí Rodríguez Araque	Jorge A. Giordani C.

# administrateurs et administrateurs suppléants (Décembre 2009)

	<b>ADMINISTRATEUR</b>	<b>ADMINISTRATEUR SUPPLÉANT</b>
Allemagne, Autriche, Belgique, Italie, Pays-Bas et République populaire de Chine	Hans Hamman	Francesca Manno
Argentine et Haïti	Eugenio Díaz-Bonilla	Martín Bès
Bahamas, Barbade, Guyana, Jamaïque et Trinité-et-Tobago	Winston A. Cox	Richard L. Bernal
Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua	Manuel Coronel Novoa	Carmen María Madríz
Brésil et Suriname	José Carlos Miranda	Sérgio Portugal
Chili et Pérou	Verónica Elizabeth Zavala Lombardi	Alejandro Foxley Tapia
Colombie et Équateur	Luis Guillermo Echeverri	Xavier Eduardo Santillán
Danemark, Finlande, France, Norvège, Suède et Suisse	Leena Viljanen	Marc-Olivier Strauss-Khan
Espagne, Israël, Japon, Portugal et République de Corée	Luis Martí	Daniel Cohen
État plurinational de Bolivie, Paraguay et Uruguay	Hernando Larrazábal	Hugo Rafael Cáceres
États-Unis d'Amérique	Gustavo Arnavat	—
Mexique et République dominicaine	Cecilia Ramos Ávila	Muriel Alfonseca
Panama et République bolivarienne du Venezuela	Adina Bastidas	Antonio de Roux

PAYS	INSTITUTION
Allemagne	Federal Ministry for Economic Cooperation and Development
Argentine	Ministerio de Economía
Autriche	Federal Ministry of Finance
Bahamas	Ministry of Finance
Barbade	Ministry of Economic Development
Belgique	Ministère des Finances
Belize	Ministry of Budget, Planning and Management, Economic Development, Investment and Trade
Bolivie, État plurinational de	Ministerio de Planificación del Desarrollo
Brésil	Ministério do Planejamento, Orçamento e Gestão
Chili	Ministerio de Hacienda
Chine, République populaire de	People's Bank of China
Colombie	Ministerio de Hacienda y Crédito Público
Corée, République de	Ministry of Finance and Economy
Costa Rica	Ministerio de Hacienda
Danemark	Danish International Development Agency (DANIDA)
El Salvador	Secretaría Técnica de la Presidencia
Équateur	Ministerio de Economía y Finanzas
Espagne	Subdirección General de Instituciones Financieras Multilaterales
États-Unis	Treasury Department
Finlande	Ministry for Foreign Affairs
France	Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie
Guatemala	Ministerio de Finanzas Públicas
Guyana	Ministry of Finance
Haïti	Ministère de l'Économie et des Finances
Honduras	Banco Central de Honduras
Israël	Bank of Israel
Italie	Ministry of the Economy and Finance
Jamaïque	Ministry of Finance and Planning
Japon	Ministry of Finance
Mexique	Secretaría de Hacienda y Crédito Público
Nicaragua	Ministerio de Hacienda y Crédito Público
Norvège	Royal Norwegian Ministry of Foreign Affairs
Panama	Ministerio de Economía y Finanzas
Paraguay	Ministerio de Hacienda
Pays-Bas	Ministry of Finance
Pérou	Ministerio de Economía y Finanzas
Portugal	Direcção Geral de Assuntos Europeus e Relações Internacionais–Ministério das Finanças
République dominicaine	Banco Central de la República Dominicana
Suède	Ministry for Foreign Affairs Department for International Development Co-operation
Suisse	Office fédéral des affaires économiques extérieures
Suriname	Ministry of Finance
Trinité-et-Tobago	Ministry of Finance, Planning and Development
Uruguay	Ministerio de Economía y Finanzas
Venezuela, République bolivarienne du	Banco de Desarrollo Económico y Social de Venezuela

# points de contact

## SIÈGE

1350 New York Avenue, N.W.  
Washington, DC 20577  
États-Unis d'Amérique  
Téléphone : (202) 623-3900  
Télécopie : (202) 623-3815

## DANS LA RÉGION

### ARGENTINE

Esmeralda 130 Piso 17  
C1035ABD Buenos Aires, Argentine  
Téléphone : (54 11) 4320-1864  
Télécopie : (54 11) 4320-1831/7

### CHILI

Avda. Pedro de Valdivia 0193  
Pisos 10 y 11  
Providencia  
Santiago, Chili  
Téléphone : (562) 431-3719  
Télécopie : (562) 374-2436

### COLOMBIE

Carrera 7 No. 71-21, Torre B, Piso 19  
Edificio Davivienda  
Bogotá, Colombie  
Téléphone : (571) 325-7058/59;  
(571) 325-7000  
Télécopie : (571) 325-7057

### COSTA RICA

Edificio Centro Colón, Piso 12  
Paseo Colón, entre calles 38 y 40  
Apartado postal 1142-1007  
San José, Costa Rica  
Téléphone : (506) 2523-3348  
Télécopie : (506) 2257-0083

### EL SALVADOR

Edificio World Trade Center  
4° Nivel  
Calle El Mirador y 89 Avenida Norte  
San Salvador, El Salvador  
Téléphone : (503) 2233 8900 poste 2201  
Télécopie : (503) 2233 89 21

### GUATEMALA

3<sup>o</sup>. Avenida 13-78  
Zona 10  
Torre Citigroup  
10 nivel  
Guatemala, CA 01010  
Téléphone : (502) 2379 9393  
Télécopie : (502) 2379 9301

### HONDURAS

Colonia Lomas del Guijarro Sur  
Calle Principal  
Tegucigalpa, Honduras  
Téléphone : (504) 290-3544  
Télécopie : (504) 239-5752/7953

### NICARAGUA

Edificio BID km. 4<sup>1/2</sup>, Carretera a Masaya  
Managua, Nicaragua  
Téléphone : (505) 2267-0831  
Télécopie : (505) 2270-8463

### PARAGUAY

Quesada 4616 esq. Legión Civil  
Extranjera – Piso 2  
Asunción, Paraguay  
Téléphone : (595 21) 616-2320  
Télécopie : (595 21) 615-681

### PÉROU

Paseo de la República No. 3245  
Piso 13  
Lima 27, Pérou  
Téléphone : (511) 215 7800  
Télécopie : (511) 442 3466

### URUGUAY

Rincón 640  
11.000 Montevideo, Uruguay  
Téléphone : (598 2) 915-3696  
Télécopie : (598 2) 916-2607



### Équipe de production à la SII

Maridale Jackson, Susana Medina-Day, Izaskun Orkwis,  
Rebeca Sánchez de Tagle, Guillermina Schinder, Alejandra Vallejo

### Coordination

Flavia Sandoval

### Maquette et production

FCl [www.fcicreative.com](http://www.fcicreative.com)

### Imprimé par

Graphtec

### Photographies

Photographies de la SII, Getty Images, Photos.com et National Mango Board.

© 2010 par Société interaméricaine d'investissement



### Sources mixtes

Groupe de produits issu de forêts bien  
gérées, de sources contrôlées et de bois  
ou fibres recyclés

[www.fsc.org](http://www.fsc.org) Cert no. SW-COC-001530  
© 1996 Forest Stewardship Council



**Société interaméricaine d'investissement**

1350 New York Avenue, N.W.  
Washington, DC 20577  
États-Unis d'Amérique  
Téléphone : (202) 623-3900  
Télécopie : (202) 623-3815  
[www.iic.int](http://www.iic.int)